Archives diocésaines de Quimper et Léon

33518

STATUTS SYNODAUX

PROMULGUÉS PAR

S. Exc. Monseigneur André FAUVEL

EVÊQUE DE QUIMPER ET DE LÉON

EN

L'ANNÉE 1960

fB
263-
331
STA

QUIMPER
SECRÉTARIAT DE L'ÉVÊCHÉ
1960

BIBLIOTHÈQUE
QUIMPER
DIOCÉSAINE

Archives diocésaines Quimper et Léon

ORDONNANCE

de Monseigneur l'Evêque de Quimper et de Léon

Les Statuts Synodaux dont le texte suit sont promulgués comme lois diocésaines obligatoires à partir du 1er Novembre 1960.

Ils ont été préparés d'abord par tout le clergé du diocèse, puis, de manière plus précise, par les membres du Synode réunis au Grand Séminaire les 14, 15 et 16 Septembre 1959.

La liturgie du Synode nous a rappelé le but que nous poursuivons ensemble : « *De profectu sanctarum ovium fiant gaudia aeterna pastorum* ». Ce progrès spirituel ne peut se réaliser que par la convergence des efforts : unité de prière, de pensée et d'action, évoquée lors de la clôture en la fête des Saints Corneille et Cyprien. Que l'obéissance à la lettre des Statuts soit pénétrée de l'esprit qui guida l'auteur du « *De catholicæ Ecclesiæ unitate* ».

Tous les prêtres du diocèse sont tenus d'avoir un exemplaire des Statuts, ainsi que toutes les paroisses.

Une partie des Statuts aura place, chaque année, au programme de l'examen des jeunes prêtres, en liaison avec celui de Droit Canonique.

Donné à Quimper le 19 Juillet 1960.

† ANDRÉ,
Evêque de Quimper et de Léon.

Par mandement,
P.-J. NÉDÉLEC, *ch. hon.*,
Secrétaire-Archiviste.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

STATUTS SYNODAUX

DU

DIOCÈSE DE QUIMPER ET DE LÉON

LIVRE I

RÈGLES GÉNÉRALES

(Canons 1 à 86)

1. — Les présents Statuts sont les lois disciplinaires concernant le diocèse de Quimper et de Léon. Ils obligent, à partir de leur promulgation, tous Nos diocésains, prêtres et fidèles (can. 335, § 2).

2. — Les décisions ou actes épiscopaux sont promulgués soit par Nos Lettres, Mandements ou Ordonnances, soit par leur insertion dans l'*Ordo* ou dans la partie officielle de la *Semaine Religieuse*. Ils entrent immédiatement en vigueur, à moins d'indication contraire.

3. — Chaque paroisse et chaque établissement ecclésiastique ou pourvu d'un aumônier, doit conserver soigneusement la collection de ces divers documents.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

LIVRE II

LES PERSONNES

Première Partie. — LES CLERCS

CHAPITRE I. LES CLERCS EN GÉNÉRAL

(Canons 108 à 214)

I. VIE SPIRITUELLE

4. — En raison des pouvoirs et des responsabilités de leur sacerdoce, les prêtres doivent prendre les moyens de mener une vie intérieure et extérieure plus sainte que celle des laïcs, et leur servir d'exemple par leur vertu et la rectitude de leurs actions (c. 124).

5. — Le règlement de vie sacerdotale comprend : l'oraison quotidienne, la récitation de l'Office divin aux heures convenables, la lecture spirituelle en particulier celle de l'Ecriture Sainte, la visite au Saint-Sacrement, la récitation du chapelet, l'examen de conscience (cf. can. 125).

6. — Nous approuvons dans le diocèse l'existence des Associations sacerdotales dont les statuts ont obtenu notre agrément.

7. — Dans la célébration de la messe, les prêtres éviteront avec soin une précipitation malséante, comme une trop grande lenteur.

8. — Ainsi que le demande la Sainte Eglise, Nos prêtres se confesseront fréquemment. Chacun aura soin de faire connaître à l'un des confrères du presbytère ou du voisinage le nom de son confesseur, afin qu'en cas d'accident grave celui-ci puisse être appelé sans retard.

Les prêtres habilités pour la confession de leurs confrères accepteront et rempliront avec simplicité le rôle de directeur de conscience des confrères qui s'adressent à eux (cf. art. 226).

Retraites et récollections.

9. — 1°) Pendant les six premières années qui suivent celle de leur ordination sacerdotale, les jeunes prêtres participent chaque année à la retraite prévue pour eux.

2°) Pour les prêtres qui ont plus de six ans de sacerdoce, des retraites pastorales, obligatoires tous les deux ans, sont organisées au Grand Séminaire. Tous ceux qui y sont convoqués doivent y prendre part à moins qu'ils ne préfèrent participer à l'une ou l'autre des retraites sacerdotales particulières spécialement organisées dans le diocèse ou hors du diocèse.

Nous recommandons à tous de faire une retraite chaque année et de suivre une fois ou l'autre, des exercices spirituels de longue durée, 10 ou 30 jours.

10. — Pour être exempté de la retraite pastorale diocésaine, il faut en obtenir l'autorisation préalable du Supérieur du Grand Séminaire.

Tout prêtre dispensé de la retraite au Séminaire devra faire une retraite privée de quatre jours pleins et consécutifs dans l'une des maisons approuvées par Nous et en adressera une attestation écrite au Supérieur du Grand Séminaire.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

11. — Nous recommandons aux prêtres retirés qui le peuvent de suivre la retraite donnée au Grand Séminaire, à la Maison Saint-Joseph de Saint-Pol-de-Léon ou à Kéraudren.

12. — Tous les prêtres en exercice sont tenus d'assister aux récollections trimestrielles qui ont lieu dans les centres et aux dates indiquées par la *Semaine Religieuse* (cf. annexe I).

Stage.

13. — Durant l'année qui suit leur ordination, les jeunes prêtres prennent part au stage de formation organisé pour eux.

II. VIE INTELLECTUELLE

14. — Pour bien remplir leur mission dans le monde, les prêtres doivent être des hommes informés et cultivés. C'est pourquoi, Nous leur rappelons la nécessité de l'étude persévérante.

Sans négliger la culture profane, ils s'appliqueront surtout à l'étude des sciences sacrées.

15. — Diverses sessions d'études sont organisées dans le diocèse ou hors du diocèse. Chaque prêtre en exercice devra participer à l'une ou à l'autre de ces sessions, si possible une fois chaque année.

Nous demandons que les paroisses et les maisons d'éducation participent aux frais ainsi occasionnés.

16. — Nous encourageons la constitution d'une bibliothèque commune dans la paroisse si elle est importante ou dans le doyenné, ainsi que dans chaque institution secondaire.

Examens de jeunes prêtres.

17. — 1°) Pendant les six années qui suivent celle de leur ordination, les prêtres seront soumis à un examen annuel suivant un programme précisé et publié chaque année.

Pendant ces mêmes années, et au delà s'ils le désirent, ils suivent les sessions d'études organisées pour eux.

2°) Les directeurs du Grand Séminaire sont dispensés de ces examens et de la présence obligatoire aux sessions.

Les licenciés en sciences sacrées participent aux sessions, mais sont dispensés d'examens.

Examens curiaux.

18. — 1°) Avant de se voir confier une charge curiale, les prêtres seront convoqués à une session spéciale d'études, précédée d'une retraite.

Dans le cadre de cette session, ils subiront l'examen prescrit pour la nomination aux cures (can. 459, § 3, 3°).

2°) Sont seuls dispensés de cet examen, mais non pas de la session ni de la retraite, les directeurs du Grand Séminaire et les licenciés en sciences sacrées.

Conférences ecclésiastiques.

19. — Pour l'organisation et la présence aux Conférences, on suivra le Règlement annexé aux présents Statuts (cf. annexe II).

Livres, journaux, revues.

20. — 1°) Il est expressément défendu aux ecclésiastiques de publier des livres, d'écrire dans les

Archives diocésaines de Quimper et Léon

revues et les journaux ou d'en prendre la direction sans une permission formelle de Notre part (can. 1386, § 1).

Dans cette défense ne sont pas comprises les communications faites à la presse qui se bornent à des annonces ou comptes-rendus de cérémonies religieuses. Prudence et discrétion sont de règle dans ce genre de communications, comme dans la rédaction des bulletins paroissiaux.

2°) Les bulletins paroissiaux doivent être communiqués en double au Secrétariat de l'Evêché. La même obligation s'aplique aux bulletins des établissements scolaires, des patronages et œuvres, aux « lettres aux soldats », etc...

III. VIE COMMUNE

21. — Curé (1) et vicaires d'une même paroisse, supérieur et professeurs d'un même collège ou école vivent sous le même toit et partagent la même table.

Cette cohabitation servira de cadre à une vie communautaire, visant par les moyens appropriés à la stimulation mutuelle de toute la vie sacerdotale : spirituelle, intellectuelle, pastorale et missionnaire.

Nous demandons en particulier qu'une réunion hebdomadaire rassemble les prêtres d'une même paroisse pour la révision et la préparation des tâches pastorales.

22. — Chaque prêtre porte avec ses confrères, sous la responsabilité du curé, le souci de l'ensemble des tâches pastorales, sans excepter les problèmes financiers.

(1) Dans toute la suite des *Statuts*, nous prendrons toujours ce terme dans une acception générale pour désigner les recteurs aussi bien que les curés, sauf indication contraire.

23. — C'est le devoir du curé de veiller à la bonne organisation du travail et spécialement à l'équilibre dans l'emploi du temps.

Celui-ci doit prévoir la prière, le travail apostolique, mais aussi un sommeil quotidien suffisant.

Nous demandons en outre au curé de favoriser la pratique d'un jour par semaine consacré à la reprise spirituelle, à l'étude et à la détente.

24. — Lorsqu'un vicaire devient aumônier d'un mouvement d'Action Catholique pour la paroisse, le secteur, la zone ou la ville, il ne cesse pas pour autant d'appartenir à son équipe de paroisse ou de doyenné. Celle-ci demeure, pour sa part et sous l'autorité du curé, responsable de l'Action Catholique dans la pastorale d'ensemble.

Parents.

25. — Le presbytère est la maison du clergé paroissial.

Il est permis au curé ou à l'aumônier, s'il est seul, d'y établir son père, sa mère, ainsi qu'une sœur, tante ou nièce, à condition que cette sœur, tante ou nièce soit âgée de plus de trente ans et que la présence de ces personnes n'occasionne aucun inconvénient.

Si, au presbytère, il y a un ou plusieurs vicaires, la sœur, tante ou nièce ne pourra, entre 14 et 40 ans, y être à demeure sans Notre autorisation, et Nous lui accordons seulement d'y faire un séjour de deux mois par an, en une ou plusieurs fois.

Le curé ou l'aumônier ne pourra garder de façon permanente chez lui, sans Notre autorisation, plus d'un membre de sa famille, en dehors de son père et de sa mère.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Personnes de service.

26. — Les prêtres ne prendront à leur service que des personnes pieuses, réservées, de costume et de manières modestes.

27. — Les femmes attachées à titre d'employées au service d'un prêtre ne devront pas avoir moins de 40 ans commencés. Nous Nous réservons d'accorder, pour des raisons sérieuses, des dispenses annuelles pour des personnes âgées de 36 ans accomplis.

28. — Les femmes de journée, les ouvrières et autres personnes employées dans la maison à des travaux divers ne pourront y passer la nuit si elles n'ont pas l'âge canonique.

29. — Il est défendu aux prêtres d'admettre à leur table les personnes attachées à leur service, et Nous désirons vivement, s'ils sont en vie commune, que les parents admis à habiter avec eux prennent habituellement leur repas à part.

Ils ne confieront ni à ces parents, ni aux personnes de service, rien de ce qui concerne le ministère et éviteront avec soin qu'ils se mêlent des affaires de la paroisse.

Personnes étrangères.

30. — Les personnes du sexe féminin étrangères à la famille ou au service ne pourront séjourner plus de huit jours dans la maison d'un prêtre, sans Notre permission expresse. Ce délai expiré, si le prêtre n'a pas pris soin d'écrire à l'Ordinaire pour solliciter une prolongation de séjour, il sera suspens « ipso facto » de la célébration de la Sainte Messe, aussi longtemps que se prolongera la visite.

Quant aux séjours moins prolongés, ils ne devront pas dépasser au total quinze jours par an.

31. — Les prêtres s'interdiront de recevoir les femmes dans leur chambre. Ils les recevront au salon ou dans toute autre pièce affectée à cet usage.

32. — Dans les visites qu'ils reçoivent, comme dans les visites qu'ils font, les clercs seront toujours d'une extrême prudence. Ils éviteront tout geste, parole ou démarche susceptibles de donner lieu à des critiques ou à des soupçons.

33. — Nous défendons à tout ecclésiastique de donner des leçons particulières, même de chant ou de musique, à des personnes du sexe féminin, ou d'en recevoir, sans Notre permission spéciale à renouveler pour chaque cas.

Les instructions ou leçons de chant sacré qui s'adressent aux jeunes filles seront toujours données à l'église ou dans une salle paroissiale.

34. — Nos prêtres ne participeront pas aux voyages organisés seulement pour des groupes de femmes ou de jeunes filles.

De même, Nous leur interdisons strictement, sans une autorisation spéciale, d'accompagner ces groupes lors de voyages ou de pèlerinages hors du diocèse.

La demande d'autorisation sera adressée par écrit à l'Evêché, au moins un mois à l'avance. Elle précisera le but du voyage, sa durée, la composition du groupe. Cette demande devra être approuvée, éventuellement, par le curé ou le supérieur.

Confrères voisins.

35. — Les prêtres des paroisses auront le souci de travailler en liaison avec les confrères du doyenné ou

Archives diocésaines de Quimper et Léon

de la zone, suivant les cas, conformément à Nos directives et sous la responsabilité du curé-doyen ou du Conseil de zone.

Nous encourageons les rencontres de confrères déjà établies dans le diocèse.

IV. DIGNITÉ DE VIE

36. — Le prêtre éducateur de vie chrétienne s'efforcera de donner lui-même l'exemple des vertus évangéliques, en particulier de celles qui sont le plus contestées dans le monde actuel.

37. — Relativement à l'esprit de pauvreté, il évitera tout ce qui pourrait faire douter de son désintéressement, surtout à l'occasion des cérémonies religieuses et de l'administration des sacrements.

Il n'oubliera pas que l'automobile est avant tout un instrument de travail.

38. — Soucieux de leur dignité, les prêtres éviteront avec soin la négligence comme la recherche dans la tenue, tant au presbytère que dans l'exercice de leur ministère.

Tous les clercs porteront le costume ecclésiastique.

Ce costume est de règle, même en colonie de vacances.

Une chaussure décente est de rigueur pour la célébration des saints offices.

39. — Aucun ecclésiastique ne prendra d'habits laïques, même en voyage, sans en avoir obtenu la permission.

40. — Les prêtres ne garderont ni ne serviront dans leur chambre aucune boisson.

Il est interdit aux ecclésiastiques d'assister aux repas de noces.

Sauf raison sérieuse, ils éviteront de prendre des repas dans les hôtels et restaurants du pays.

41. — Les prêtres éviteront de consacrer un temps considérable aux jeux et aux auditions radiophoniques.

Ils s'abstiendront de fréquenter les salles de spectacles qui ne jouissent pas d'une bonne réputation. Ils n'assisteront pas aux séances de cinéma et théâtre données dans les autres salles, lorsque leur présence risquerait de mal édifier.

42. — Tout prêtre qui doit, pour raison de santé, faire un séjour dans une ville d'eaux, en montagne ou au bord de la mer, devra Nous en demander la permission et Nous faire connaître la date de son départ et de son retour, la localité où il se rend, l'hôtel ou la maison où il séjournera. Parvenu à destination, il se présentera le plus tôt possible au curé de la paroisse, qui en informera son Ordinaire.

43. — Le prêtre s'abstiendra de voyager avec une femme seule. Il évitera avec soin toute compagnie, même de ses plus proches parentes, si elle prête aux soupçons ou à la critique.

Correction fraternelle.

44. — La correction fraternelle est un devoir spécial qui oblige à l'égard de tous. Elle oblige particulièrement le curé à l'égard de ses collaborateurs, le doyen à l'égard des prêtres de son doyenné, le supérieur ou le directeur d'un établissement à l'égard de ses subordonnés.

Tout prêtre averti par son supérieur d'avoir à se surveiller sur tel point spécial ou à cesser certaines

Archives diocésaines de Quimper et Léon

visites ou fréquentations devra immédiatement obéir, sauf à Nous en référer s'il estime la défense injuste ou mal fondée.

45. — Lorsque la faute d'un prêtre est publique ou menace de le devenir, s'il a ostensiblement contracté des habitudes répréhensibles au point de vue des mœurs ou de la tempérance, Nous faisons une obligation stricte, non seulement au curé-doyen, mais encore aux recteurs, de Nous en donner connaissance (cf. can. 147, § 1, 1°).

46. — Si un prêtre donne un scandale flagrant, auquel il faut porter remède immédiatement, le curé de la paroisse pourra, en vertu de Notre autorité, par application du canon 2222, et sous sa responsabilité personnelle, lui interdire de célébrer la Sainte Messe et d'exercer aucune fonction sacerdotale pendant huit jours au plus ; mais il Nous instruira sans retard de cette défense et de la faute qui l'aura provoquée.

Affaires temporelles.

47. — Les clercs éviteront de s'inféoder à un groupe politique et, dans leurs rapports avec les fidèles, se tiendront en dehors et au-dessus des partis.

Activités, opérations défendues.

48. — En dehors des fonctions ecclésiastiques, aucun emploi, surtout s'il est rémunéré, ne peut être accepté par un clerc dans le diocèse ou hors du diocèse sans Notre autorisation.

49. — Sauf autorisation de l'Ordinaire, il est défendu aux ecclésiastiques de gérer des biens appartenant à des laïques, de remplir les charges de président, administrateur, secrétaire, trésorier d'œuvres

purement sociales (caisses d'épargne, caisses de crédit, caisses rurales, coopératives, syndicats, etc...), en général tout office séculier entraînant l'obligation de rendre des comptes (can. 139, § 3).

50. — Il est interdit aux ecclésiastiques de se livrer à aucune opération de commerce, de spéculation de bourse ou autre, en leur nom propre ou sous un nom d'emprunt, soit pour leur compte, soit pour le compte d'autrui (can. 142).

51. — Il est pareillement interdit aux ecclésiastiques de se porter caution, même en engageant leurs biens personnels, fût-ce pour leurs parents ; d'accepter les fonctions de tuteur, de subrogé-tuteur ou de curateur, et aussi celles d'exécuteur testamentaire, si ce n'est pour un confrère, sans avoir auparavant pris l'avis de l'Ordinaire (can. 137).

52. — Il est interdit à tout curé ou vicaire de faire, sans Notre autorisation, même sous nom d'autrui, aucune acquisition immobilière dans la paroisse où il exerce ou a exercé son ministère.

La même défense s'applique à tout prêtre qui réside habituellement dans une paroisse.

Ordre, testament.

53. — Les ecclésiastiques se feront un devoir de conscience d'avoir toujours de l'ordre dans leurs affaires personnelles.

54. — Quels que soient leur âge et leur état de santé, ils feront leur testament. Il leur est conseillé d'instituer un confrère comme exécuteur testamentaire ou même légataire universel.

Ils feront leur testament en double (cf. annexe III) et en remettront un exemplaire à un confrère dont

Archives diocésaines de Quimper et Léon

ils feront connaître le nom à leur supérieur immédiat (archiprêtre, doyen, recteur, supérieur).

Par une note claire et précise, ils permettront à leurs succeseurs de bien distinguer de ce qui leur est personnel les honoraires de messes ou de services, les biens appartenant à l'église, aux œuvres ou à la paroisse.

55. — Chaque prêtre tiendra avec soin un carnet spécial des messes reçues et acquittées (can. 844, § 2).

Il est défendu d'emprunter à un dépôt pour messes ou services religieux, sous peine d'encourir « ipso facto » une suspense « a celebratione missæ » non réservée.

56. — Chaque prêtre doit aussi mettre de côté, sans retard et avec les indications utiles, les honoraires qu'il perçoit pour des messes de binage ou des messes célébrées à une intention particulière à la place des messes « pro populo » (cf. Avis divers de l'*Ordo*, § V). Ces honoraires doivent être transmis au Secrétariat de l'Evêché à la fin de chaque trimestre.

57. — Dès qu'il entre en possession, à quelque titre que ce soit, de biens ou revenus d'église, tout prêtre doit prendre, d'accord avec l'autorité diocésaine, les mesures nécessaires pour en perpétuer la destination ou en assurer la transmission régulière.

Assurance accidents.

58. — Tous les ecclésiastiques qui utilisent un véhicule à moteur sont tenus d'être assurés contre les accidents qu'ils pourraient causer à des tiers. C'est là une obligation grave.

CHAPITRE II. — LES CLERCS EN PARTICULIER

(Canons 215 à 486)

I. LES PRÉSÉANCES

59. — 1°) Nous établissons comme suit le tableau des préséances : les vicaires généraux ; les vicaires généraux honoraires ; le doyen du Chapitre ; le Chapitre cathédral ; l'official ; le supérieur du Grand Séminaire ; les chanoines titulaires ; les archiprêtres ; le chancelier et le secrétaire général de l'Evêché ; les directeurs diocésains de l'Enseignement et des Œuvres ; les chanoines honoraires ; les curés-doyens ; les recteurs ; les aumôniers ; les vicaires, professeurs et instituteurs.

2°) Pour les recteurs, aumôniers, vicaires, professeurs et instituteurs, les préséances s'établissent d'après l'ancienneté d'ordination ; pour les autres, d'après l'ancienneté de promotion.

60. — Dans son archiprêtré, l'archiprêtre a préséance sur les autres ecclésiastiques, excepté les vicaires généraux, le doyen du Chapitre, le Chapitre cathédral, l'official et le supérieur du Grand Séminaire.

Le doyen dans son doyenné a préséance sur les autres ecclésiastiques, excepté sur les vicaires généraux, le doyen du Chapitre, le Chapitre cathédral, l'official, le supérieur du Grand Séminaire, les chanoines titulaires et son archiprêtre.

61. — Prennent rang parmi les doyens : les supérieurs des maisons de Saint-Joseph et de Kéraudren ; les supérieurs des Petits Séminaires et des collèges

Archives diocésaines de Quimper et Léon

ecclésiastiques ; les curés inamovibles ; et, après dix ans de sacerdoce, les directeurs du Grand Séminaire, les secrétaires de l'Evêché, les inspecteurs diocésains des écoles, le directeur de l'Enseignement Religieux, les aumôniers d'Action Catholique et le sous-directeur du Centre diocésain des Vocations.

62. — Prennent place immédiatement après les doyens et les curés inamovibles, *dans les cérémonies religieuses seulement*, les ecclésiastiques qui ont le privilège de la mozette quand ils en sont revêtus

Nous accordons ce privilège aux directeurs du Grand Séminaire, aux secrétaires de l'Evêché, aux inspecteurs diocésains des écoles, au directeur de l'Enseignement Religieux, aux aumôniers d'Action Catholique et au sous-directeur du Centre diocésain des Vocations.

Entre eux la préséance s'établira d'après l'ancienneté d'ordination

63. — Dans une église, la première place appartient au curé ; dans une chapelle de communauté, à l'aumônier. Toutefois, elle revient aux vicaires généraux dans tout le diocèse et en toute circonstance (can. 370, § 1) et au supérieur ecclésiastique dans sa communauté.

64. — Les prêtres retirés du ministère conservent le rang correspondant au titre le plus honorable dont ils ont joui.

II. LE CHAPITRE CATHÉDRAL

65. — Le Chapitre Cathédral forme, par la nature même de ses attributions, le premier corps ecclésiastique du diocèse (can. 391, § 1). Il est régi par le Code de Droit Canonique et par les Statuts Capitulaires.

66. — Les chanoines doivent Nous assister dans les offices pontificaux et autres fonctions liturgiques. Ils doivent être présents à la cathédrale les jours d'office pontifical.

67. — Nous demandons aux chanoines honoraires de la ville qui n'ont pas charge de paroisse de prendre part aux offices pontificaux.

68. — Les chanoines titulaires et les chanoines honoraires, outre les pouvoirs extraordinaires qui leur sont accordés par l'article 229, ont, dans toute l'étendue du diocèse, le pouvoir :

1°) De bénir les ornements, vases et linges sacrés (can. 1304, § 4) ;

2°) De bénir solennellement les croix, statues, images ou bannières, destinées à être exposées dans une église ou chapelle ou à l'extérieur (can. 1279, § 4), *à l'exception : a*) des croix de Mission, qui seront toujours bénites par le président de la Mission, condition indispensable pour qu'elles bénéficient des indulgences ; — *b*) des chemins de croix, qui ne peuvent être bénits que par Nous et par ceux qui ont reçu des pouvoirs spéciaux du Saint-Siège (1).

69. — Le costume des chanoines honoraires comporte le camail et le rochet. La croix est facultative.

Les chanoines ne porteront leurs insignes qu'après leur prise de possession à la cathédrale.

---

(1) Les vicaires généraux dans tout le diocèse, les curés-archiprêtres dans leur archiprêtré (cf. le rescrit de la S. Pénitencerie du 30 Décembre 1957).

Archives diocésaines de Quimper et Léon

III. LE CLERGÉ PAROISSIAL

70. — 1°) La pastorale d'ensemble exige une coordination des efforts : sur le plan paroissial entre curé et vicaires, — sur le plan du doyenné entre curés, vicaire cantonal, aumôniers de secteurs, — sur le plan de la zone entre commissions pastorales, conseil de zone, prêtres, religieux, religieuses, responsables laïcs des mouvements d'Action Catholique, des écoles chrétiennes et des œuvres.

Cette coordination aux divers échelons a pour but d'obtenir une plus grande efficacité dans les différents secteurs du travail pastoral : sacrements, vie liturgique, enseignement religieux, écoles chrétiennes, œuvres diverses et, en particulier, dans l'Action Catholique.

2°) Il appartient au curé dans la paroisse, au doyen dans le doyenné, au conseil de zone dans la zone, d'assurer cette coordination en se conformant à Nos directives et en accord avec les Directions diocésaines.

3°) Dans ces perspectives, un prêtre peut être appelé par Nous à étendre son action au delà de ses attributions ordinaires : curé ou vicaire hors de sa paroisse, aumônier, professeur ou instituteur hors de son établissement.

Les archiprêtres et les doyens

Les archiprêtres.

71. — 1°) Les archiprêtres sont vicaires forains dans l'étendue de leur doyenné.

2°) Ils installent les doyens et les curés inamovibles de leur archiprêtré ; ils les visitent pendant leurs maladies, les assistent pour le règlement de leurs affaires et président à leurs funérailles.

En cette occurence, ils ont soin de mettre en sûreté les registres, les papiers et autres objets intéressant l'administration paroissiale (can. 447, § 3).

Les doyens.

72. — Les doyens sont vicaires forains dans leur doyenné. Ils y sont Nos représentants. Ils transmettent à leurs suffragants Nos décisions et veillent à leur exécution.

Responsables de la discipline ecclésiastique, ils doivent prévenir les abus et, s'ils ne peuvent les supprimer, en aviser l'autorité diocésaine.

Ils se considéreront comme les conseillers paternels des prêtres de leur doyenné, surtout des plus jeunes, et se montreront soucieux de leurs besoins spirituels, intellectuels et matériels.

73. — Deux ans après l'année de la Confirmation, ils font, en présence du curé, la visite canonique des églises et chapelles publiques du doyenné, suivant le questionnaire établi par l'Evêché.

Ils ont aussi à vérifier, dans le courant du premier trimestre de chaque année, les registres et les enquêtes de mariage dans les paroisses de leur doyenné (1).

---

(1) Le curé-doyen vérifiera la tenue et la conservation des registres, ainsi que la rédaction correcte de chacun des actes qui y sont portés ; il apposera sa signature sur chaque acte du registre des baptêmes.
En ce qui concerne les mariages, il aura soin de s'assurer
a) qu'aucun mariage n'a été célébré sans l'enquête préalable et sans le « Nihil obstat » quand celui-ci est exigé ;
b) que les délégations données pour assister aux mariages sont régulières ;
c) que toutes inscriptions et notifications nécessaires ont été faites (cf. art. 266 et 268) ;
d) que les dossiers de mariage sont bien au complet avec toutes leurs pièces classées, et qu'ils portent bien les mêmes numéros que les actes du registre de l'année.
Le curé-doyen ne paraphera les actes de mariage qu'après avoir constaté que toutes ces conditions sont réalisées.
Ce n'est qu'ainsi contrôlés et en règle que les registres seront adressés au Secrétariat de l'Evêché, *à Pâques au plus tard.*

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Ils se feront présenter le journal de caisse et, après vérification, ils y apposeront leur signature.

74. — Nous demandons en outre aux doyens de mettre tout en œuvre pour former avec les prêtres de leur doyenné une véritable communauté sacerdotale. Ils se considéreront comme les animateurs des différents mouvements d'Action Catholique en se conformant aux prescriptions et aux directives de l'autorité diocésaine.

75. — Les doyens dans leur doyenné, les curés inamovibles dans leur paroisse, ont, par concession spéciale, outre les pouvoirs extraordinaires mentionnés à l'art. 229, le pouvoir :

a) de permettre la bénédiction solennelle du Saint-Sacrement à une cérémonie religieuse extraordinaire ;

b) de faire les bénédictions réservées à l'Evêque, quand celles-ci ne requièrent pas l'usage des Saintes Huiles, comme celles des ornements, linges et vases sacrés (ostensoirs, ciboires, custodes, orceaux des Saintes Huiles), croix, statues, tableaux, images ou bannières, etc... (can. 1304, 4°, et can. 1279, § 4), à l'exception des croix de Mission et des chemins de croix.

76. — Les doyens président les récollections, les conférences et les autres réunions ecclésiastiques qui peuvent avoir lieu dans leur doyenné ; ils centralisent les recettes diocésaines et en transmettent le montant au Secrétariat de l'Evêché.

Les curés inamovibles

77. — Les curés inamovibles sont : les archiprêtres, les doyens, ceux qui étaient reconnus tels sous le

Concordat (1) et les chefs de paroisses érigées en curés.

Les curés et les recteurs

Profession de foi.

78. — Le prêtre nommé curé (2) d'une paroisse doit, avant d'en prendre possession, faire devant le vicaire général, le curé-archiprêtre ou le curé-doyen (que Nous déléguons à cet effet en leur permettant de désigner un autre prêtre pour les remplacer), la profession de foi et le serment antimoderniste (can. 461 et 1406, § 1, 7° ; Saint-Office 22 Mars 1918).

Prise de possession.

79. — 1°) Pour prendre possession, il présentera sa lettre de nomination à l'archiprêtre ou au doyen, Notre délégué, assisté des conseillers paroissiaux. Il signera avec eux le procès-verbal qui sera à l'instant établi sur le registre des délibérations de la paroisse, et dont un double sera envoyé au Secrétariat de l'Evêché (can. 1444).

En l'absence de l'archiprêtre ou du doyen, le prêtre le plus honorable par le rang parmi ceux dont le nouveau titulaire est accompagné sera qualifié pour présider la prise de possession et recevoir la profession de foi et le serment antimoderniste.

2°) Un curé n'a vraiment charge d'âmes qu'à partir du moment où il a pris ainsi canoniquement possession de sa paroisse.

3°) Pour ce qui concerne le temporel de sa paroisse, il observera les articles 420 et 421.

---

(1) Les curés de Saint-Martin de Brest, de Plougastel-Daoulas, de Plouguerneau.

(2) Pour le sens du mot « curé » voir la note de l'art. 21.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

80. — Si un curé est transféré d'une paroisse à un autre poste, la paroisse ne devient vacante qu'au moment où il prend possession du poste auquel il est promu (can. 194, § 1). Il en avisera immédiatement son successeur, lequel attendra cet avis avant de prendre lui-même possession de sa paroisse.

Un curé transféré d'une paroisse à un autre poste conservera, à titre de vicaire économe, tous les pouvoirs attachés à sa première charge jusqu'à la prise de possession canonique de son successeur (can. 472, 1°, et 473, § 1).

81. — En cas de décès du curé, si le défunt avait des vicaires, le premier devient, comme vicaire économe, l'administrateur provisoire de la paroisse ; s'il n'avait pas de vicaire, le curé-doyen désigne un prêtre pour remplir ce rôle d'administrateur.

Le vicaire ou le prêtre ainsi désigné aura, comme vicaire économe, les droits et les obligations d'un curé ; il est notamment soumis à l'obligation de la messe « pro populo ».

82. — Lorsqu'un curé est chargé par Nous, en plus de sa paroisse de résidence, d'une autre paroisse, il en est le vicaire-économe avec tous les droits et devoirs correspondants. Ses pouvoirs commencent dès qu'il a pris possession de la paroisse de résidence.

Il ne célèbre qu'une seule messe « pro populo » pour les paroisses dont il a la charge (cf. art. 454 à 456).

Chaque paroisse aura à part ses comptes et ses registres paroissiaux.

83. — Les curés se feront installer solennellement conformément aux usages du diocèse (cf. annexe IV).

Visite.

84. — Les curés feront la visite de leur paroisse aussitôt que possible après leur installation.

Il est à désirer que cette visite soit renouvelée au moins tous les deux ans.

Résidence.

85. — 1°) Le curé est tenu à la résidence dans sa paroisse à partir du jour de sa prise de possession (can. 465, § 1).

2°) Toutes les absences qu'il peut se permettre dans le cours de l'année ne doivent pas, réunies, dépasser deux mois. Mais Nous n'autorisons que trois semaines d'absence continue, comprenant deux dimanches seulement (can. 465, § 2).

Pour toute absence de plus d'une semaine, s'il n'a pas de vicaire, le curé doit demander et obtenir la permission écrite de l'Ordinaire et faire approuver un prêtre pour le remplacer (cf. can. 465, § 4). Ce prêtre a tous les pouvoirs d'un vicaire substitut, dès qu'il a été approuvé par l'Ordinaire.

Si, pour un motif grave et inattendu, le curé se voit obligé de s'absenter de sa paroisse pour plus d'une semaine sans avoir pu demander cette permission, il doit prévenir au plus tôt l'Ordinaire, en indiquant le motif de son départ et le prêtre qu'il a chargé de le remplacer (can. 465, § 5). Ce prêtre a tous les pouvoirs d'un vicaire substitut, avant même l'approbation de l'Ordinaire, dès qu'il a été désigné par le curé.

Rapports avec les paroissiens.

86. — Le curé s'efforcera de maintenir une bonne entente entre l'autorité religieuse et l'autorité civile et de la rétablir si elle avait été troublée.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

87. — Dans ses rapports avec les paroissiens, le curé évitera de prendre parti pour les uns au détriment des autres ; il se montrera impartial en tout et à l'égard de tous.

88. — Les curés s'abtiendront de supprimer ou de changer les usages reçus et même simplement tolérés par Nous, ou d'en introduire de nouveaux, sans une permission régulière.

Ils se conformeront à cette règle, même à l'égard des pratiques qu'ils jugeraient abusives, afin de ne pas entraver par la précipitation le succès des meilleures réformes.

Archives.

89. — Il doit y avoir, dans une salle de chaque presbytère, un meuble fermant à clef, spécialement réservé aux archives de la paroisse (can. 470, § 4). — Dans ces archives, on doit conserver :

1°) Les livres paroissiaux,
2°) Le registre des délibérations du Conseil paroissial, avec la série des comptes et budgets,
3°) Les actes constitutifs des fondations,
4°) Les authentiques des reliques,
5°) La collection complète des Mandements, Ordonnances et Circulaires des Evêques du diocèse,
6°) La collection des années de la *Semaine Religieuse*,
7°) Tous les titres, pièces, documents relatifs aux droits paroissiaux ou présentant quelque intérêt pour la paroisse,
8°) Les dossiers de mariages classés par année, rangés avec ordre et soigneusement numérotés,
9°) Les demandes de baptême classés par année (cf. art. 159).

Ces registres et documents seront conservés avec grand soin, et seront montrés au Visiteur lors de la visite canonique (can. 470, § 4). Ceux qui sont susceptibles d'être reliés devront l'être, autant que possible.

Les pièces officielles doivent être conservées dans leur intégrité, sans modification ni addition d'aucune sorte, les annotations canoniques exceptées.

90. — 1°) Les livres paroissiaux prévus par le Code de Droit Canonique (can. 470, § 1), par le Directoire pour les Actes Administratifs des Sacrements et les Statuts diocésains sont :

— les registres des baptêmes, confirmations, communions, mariages, enterrements,
— le « liber status animarum ».

2°) Les registres des baptêmes, confirmations, communions, mariages et décès seront rédigés au jour le jour, conformément aux prescriptions officielles (cf. can. 777, § 1 ; 798 ; 1103, § 1 ; et le Directoire pour les Actes Administratifs des Sacrements).

Nous faisons une grave obligation de conscience aux curés de veiller à la bonne tenue des registres.

3°) Nous souhaitons que, partout où c'est possible, le « liber status animarum » soit établi sous forme de fichier paroissial, de manière qu'en cas de changement de domicile, la fiche puisse être transmise au curé de la nouvelle résidence.

91. — Le curé veillera à relater dans le Journal historique de la paroisse les faits d'une certaine importance pour l'histoire locale.

92. — Chaque paroisse aura son sceau pour authentiquer les documents (can. 470, § 4).

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Les vicaires

Juridiction.

93. — Les vicaires coopérateurs sont placés à demeure dans une paroisse pour aider le curé dans l'administration des Sacrements, la direction des consciences, l'instruction des fidèles, le soin des malades et généralement toutes les œuvres paroissiales (cf. can. 476, § 6).

94. — Nous les déléguons « ad universitatem causarum » à partir du jour de leur nomination. Cette délégation s'étend uniquement à la paroisse, ou éventuellement aux paroisses confiées à leur curé.

Les vicaires peuvent assister validement à tous les mariages qui se célèbrent dans la paroisse. Ils peuvent aussi déléguer le pouvoir d'assister à tel ou tel de ces mariages, mais ils s'abstiendront de le faire, si ce n'est en l'absence ou du consentement du curé.

95. — Sont à considérer comme vicaires coopérateurs :

1°) *Les vicaires stagiaires,* c'est-à-dire les jeunes prêtres qui, pendant la première année de leur sacerdoce, suivent le « stage » tel que Nous l'avons établi et défini dans le diocèse.

2°) *Les vicaires cantonaux.* Ceux-ci, outre leur charge de vicaires coopérateurs auprès du curé d'une paroisse déterminée, sont chargés par Nous :

a) d'assurer au plan du doyenné, sous la direction du curé-doyen, l'animation spirituelle des mouvements d'Action Catholique qui leur sont confiés ;

b) de seconder pour le culte et l'administration des Sacrements les curés voisins.

Les vicaires cantonaux travailleront en collaboration étroite avec les curés de leur secteur sous la dépendance du curé-doyen, qui est responsable de l'organisation des tâches interparoissiales.

Les curés des paroisses où résident les vicaires cantonaux les dégageront le plus possible de certaines responsabilités paroissiales pour leur permettre de remplir efficacement leur rôle cantonal.

Résidence.

96. — 1°) Les vicaires résident au presbytère où ils doivent trouver réconfort, confiance et affection.

2°) Nous les autorisons à faire chaque année une absence continue de trois semaines, comprenant deux dimanches seulement ; l'époque est subordonnée à l'agrément du curé.

Ne comptent pas comme vacances, le temps de la retraite, d'une session, d'un pèlerinage officiel à la tête d'un groupe de paroissiens, les camps et les colonies de vacances.

97. — Aucun vicaire ne devra sortir de la paroisse ni prendre un repas hors du presbytère sans avertir son curé ; s'il ne peut le faire, il indiquera aux personnes du presbytère l'endroit où il va, pour qu'on puisse le rappeler en cas de nécessité.

Les vicaires n'accepteront d'invitation chez les paroissiens que rarement et avec l'agrément de leur curé.

Aucun vicaire ne doit se permettre de visites tardives, le soir, dans la paroisse, à moins d'y être dûment autorisé par son curé.

Rapports avec le curé.

98. — Aux termes du Droit, les vicaires ne sont pas vicaires de la paroisse mais du curé (can. 476,

Archives diocésaines de Quimper et Léon

§ 1). Dans tout ce qui tient à l'administration spirituelle ou temporelle de la paroisse, ils ne pourront rien établir, rien supprimer, rien changer sans sa permission formelle.

Ils éviteront avec soin tout ce qui pourrait blesser leur curé et agiront toujours en plein accord avec lui.

Ils n'engageront aucune dépense importante et ne contracteront aucun emprunt sans son autorisation écrite et ils lui rendront compte à la fin de l'année de la gestion financière de leurs œuvres (cf. art. 519).

IV. LE CLERGÉ NON-PAROISSIAL

Supérieurs et professeurs des collèges.

99. — Les collèges diocésains sont exempts de la juridiction curiale.

Un règlement approuvé par Nous précise les obligations particulières des ecclésiastiques qui y sont employés.

Aumôniers.

100. — Nous déclarons soustraits à la juridiction paroissiale les communautés religieuses et les établissements ayant un aumônier (can. 464, § 2). En conséquence, ces aumôniers exerceront leur ministère dans leurs maisons sans avoir à recourir aux curés des paroisses.

101. — 1°) Pour les offices ordinaires du culte, les prédications, les catéchismes, etc..., ils s'en tiendront au règlement et aux usages de chaque maison.

Pour les cérémonies et prédications extraordinaires, c'est à eux qu'il appartient, d'accord avec le directeur ou la supérieure de l'établissement, d'en régler les détails.

2°) C'est à eux qu'il revient de demander les pouvoir de prêcher ou de confesser pour les prêtres étrangers.

3°) Les aumôniers, ainsi que les chapelains, ne doivent pas s'immiscer dans les affaires de communauté.

Chapelains, prêtres habitués.

102. — 1°) Les ecclésiastiques établis dans une paroisse à titre de chapelains ou de prêtres habitués n'auront d'autre juridiction que celle qui leur sera accordée individuellement par l'Ordinaire.

Ils se montreront assidus aux offices de la paroisse et empressés à rendre, dans la mesure de leurs forces, les services qui leur seront demandés ; ils se garderont de toute intervention indiscrète dans le gouvernement de la paroisse.

2°) Les prêtres autorisés à prendre leur retraite voudront bien Nous consulter avant de choisir leur résidence. Sauf autorisation donnée par Nous, ils ne se retireront pas dans une paroisse où ils ont exercé le ministère.

Prêtres pensionnaires.

103. — Toute demande d'admission aux maisons de retraite de Saint-Joseph et de Kéraudren doit Nous être adressée.

Les ecclésiastiques, admis aux conditions fixées par Nous, sont soumis à un règlement compatible avec leur âge, leur état de fatigue ou leurs infirmités.

Ce règlement est interprété paternellement pour chacun d'eux par un supérieur auquel tous doivent obéissance.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Diacres.

104. — Nous demandons à nos prêtres de faciliter aux diacres en vacances l'exercice du ministère qui leur est accessible : baptiser, prêcher et, s'il y a une raison sérieuse, donner la communion.

V. LES PRÊTRES ÉTRANGERS

105. — Tout prêtre a le droit de célébrer le Saint Sacrifice de la Messe dans la paroisse où il se trouve, en se conformant à l'ordre et aux règlements établis.

106. — Sauf les exceptions prévues au canon 804, un prêtre étranger ne peut cependant être admis à célébrer la Sainte Messe, s'il n'est muni d'un celebret ou, s'il est religieux, de lettres d'obédience de son supérieur.

S'il veut résider plus de huit jours dans le diocèse et être autorisé à célébrer la messe, il devra dans l'intervalle faire viser ces documents à l'Evêché.

107. — Pendant leur séjour dans le diocèse, les prêtres étrangers devront porter l'habit ecclésiastique, se montrer toujours dignes dans leur tenue et leur allure (1).

Si la conduite d'un prêtre étranger laissait gravement à désirer, le curé devrait Nous en donner connaissance immédiatement et, le cas échéant, il userait à son égard des pouvoirs prévus à l'article 46.

---

(1) Voir en annexe V le règlement des camps et colonies de vacances. Voir aussi les art. 226, 3°, et 487.

Deuxième Partie. — LES RELIGIEUX

(Canons 487 à 681)

I. DISCIPLINE GÉNÉRALE

108. — Les Congrégations religieuses travaillent avec le clergé diocésain au développement de la vie chrétienne dans le diocèse. Elles sont régies par le Code de Droit Canonique (can. 487-681).

109. — Les œuvres créées dans le diocèse par les religieux ou religieuses doivent être soumises à Notre approbation par l'intermédiaire du Directeur des Œuvres (cf. art. 124).

110. — Les religieux Franciscains et Capucins appartenant à une maison établie dans le diocèse peuvent quêter avec la seule permission de leur supérieur (can. 621, § 1).

Les autres religieux ou religieuses, même de Notre diocèse, devront se conformer à l'article 471 (cf. can. 622 et 1503).

111. — Les religieux chargés du recrutement devront, pour se présenter dans les paroisses et les institutions étrangères à leur Congrégation, être munis de Notre permission écrite et s'être entendus avec les curés ou les directeurs (cf. annexe VI et art. 385).

112. — Un prêtre nommé par Nous est spécialement chargé du soin spirituel des communautés de religieuses.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Supérieurs ecclésiastiques des Religieuses.

113. — Les congrégations et communautés religieuses de femmes sont placées sous Notre autorité immédiate et personnelle. Cependant, pour Nous remplacer auprès du plus grand nombre, Nous désignons à chacune un supérieur ecclésiastique (cf. *Ordo*).

114. — Le supérieur est chargé :

1°) De faire observer dans chaque congrégation et dans chacune de ses maisons les lois canoniques, les règles et constitutions, et les règlements diocésains ;

2°) D'examiner les postulantes et les futures professes (can. 552, § 2), et aussi de présider les cérémonies de vêture et de profession. A son défaut, ces fonctions seront remplies par Notre délégué spécial ;

3°) De faire, dans la mesure établie par le droit, la visite canonique des maisons qui lui sont confiées, et de Nous en adresser un rapport (can. 512) ;

4°) De présider les funérailles des religieuses. A son défaut, cette fonction revient à l'aumônier.

II. CONFESSION DES RELIGIEUSES
(Canons 520 à 527)

Principe général.

115. — Les prêtres ne peuvent entendre licitement ni validement les confessions des religieuses, professes ou novices, s'ils n'ont pas reçus de Nous à cet effet une juridiction spéciale, en dehors des cas suivants :

1°) Lorsqu'une religieuse se présente spontanément à leur confessionnal pour la paix de sa conscience, ils peuvent l'absoudre validement et licitement. Ils ne pourraient toutefois la confesser de façon habituelle (can. 522).

2°) En cas de maladie grave, bien qu'il n'y ait pas danger de mort et pendant tout le cours de cette maladie, toutes les religieuses, même cloîtrées, peuvent faire appel à n'importe quel prêtre approuvé pour les confessions de femmes, même s'il n'est pas désigné pour les religieuses, et se confesser à lui aussi souvent qu'elles le désirent (can. 523).

Les supérieures doivent favoriser cette liberté.

Confesseurs ordinaires.

116. — La supérieure de chaque communauté Nous demandera, tous les trois ans, de lui désigner un confesseur ordinaire auquel, en principe, toutes les religieuses devront s'adresser.

Nous Nous réservons de renouveler le mandat de ce confesseur une ou deux fois aux termes du droit.

117. — Nous demandons aux confesseurs ordinaires de se mettre volontiers à la disposition des religieuses pour entendre leurs confessions, tous les huit jours suivant les prescriptions du droit.

Confesseurs extraordinaires.

118. — 1°) Chaque communauté de religieuses aura, outre son confesseur ordinaire, un confesseur extraordinaire approuvé par Nous et devant lequel toutes les religieuses se présenteront quatre fois par an, généralement à l'époque des Quatre-Temps (can. 521, § 1).

2°) Les curés-doyens deviennent, par le fait même de leur nomination, confesseurs extraordinaires des communautés de leur doyenné.

Cependant, pour qu'ils puissent faire face aux exigences de plus en plus lourdes de leurs fonctions de doyens, Nous souhaitons qu'ils se fassent aider ou

Archives diocésaines de Quimper et Léon

remplacer dans cette tâche de confesseur extraordinaire par un prêtre, que Nous approuverons sur leur demande.

Confesseurs supplémentaires.

119. — Nous désignons comme confesseurs supplémentaires :

1°) *pour les religieuses de l'ensemble du diocèse*, les chanoines titulaires et honoraires, les archiprêtres, les doyens et les curés inamovibles, les supérieurs des séminaires, des collèges, des maisons de Saint-Joseph et de Kéraudren et des communautés religieuses, tout confesseur ordinaire ou extraordinaire de religieuses, et les prêtres chargés par Nous d'assurer les récollections de religieuses.

2°) *pour les religieuses de la paroisse*, les curés qui n'en seraient pas les confesseurs ordinaires ;

3°) *pour les religieuses qui s'adresseraient à eux dans l'église*, tous les prédicateurs, à l'occasion des carêmes, retraites, adorations ou missions.

120. — Les confesseurs étudieront l'esprit des règles des communautés, afin d'y conformer leur direction. Ils ne se permettront jamais d'en dispenser de leur propre autorité, ni d'introduire dans ces maisons, sans Nous avoir consulté, de nouveaux usages ou de nouvelles pratiques de dévotion.

Ils ne s'immisceront pas dans l'administration de la Communauté.

Troisième Partie. — LES LAICS

(Canons 682 à 725)

CHAPITRE I.

L'ACTION CATHOLIQUE ET LES ŒUVRES

121. — Ayant la charge d'organiser l'apostolat, Nous appelons les laïcs à collaborer à Notre mission d'évangélisation par les mouvements d'Action Catholique générale et spécialisée.

122. — Les laïcs ont la responsabilité effective de ces mouvements. Ils travaillent sous Notre autorité, en liaison avec la direction diocésaine et les responsables nationaux.

Les responsables diocésains doivent être agréés par Nous et recevoir de Nous leur mission.

123. — Nous nommons un directeur diocésain chargé de promouvoir et de coordonner dans le diocèse toutes les formes d'apostolat ressortissant à l'Action Catholique et aux Œuvres.

124. — Aucun mouvement ou œuvre ne peut s'établir dans le diocèse sans Notre autorisation préalable, qui sera demandée par l'intermédiaire du directeur des Œuvres (cf. art. 109).

Il ne convient pas d'établir indifféremment dans chaque paroisse tous les mouvements ou œuvres autorisés dans le diocèse.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Responsabilité du curé.

125. — L'animation de l'Action Catholique fait partie intégrante de la charge pastorale. Elle se fera selon les directives diocésaines et dans le cadre des mouvements agréés par Nous.

126. — Le curé considérera les mouvements d'Action Catholique comme des moyens apostoliques voulus par l'Eglise :

— pour animer la communauté paroissiale (Action Catholique générale),

— pour aider ses paroissiens à vivre en chrétiens leurs problèmes de vie, à évangéliser les milieux de vie et à animer les institutions (Action Catholique spécialisée).

127. — Le curé doit promouvoir ces mouvements soit par lui-même, soit par ses vicaires ou par un prêtre mandaté dans le cadre du doyenné ou de la zone (cf. art. 24 et 519).

Dans les paroisses à plusieurs vicaires, la répartition des fonctions d'aumônier de ces mouvements appartient au curé, qui consultera le directeur des Œuvres et le curé-doyen.

128. — Pour assurer la coordination des mouvements et des œuvres d'une paroisse, les curés établiront un comité paroissial où seront représentés les dirigeants et dirigeantes de chaque mouvement ou œuvre de jeunes et d'adultes.

Aumôniers d'Action Catholique.

129. — Le prêtre, aumônier de mouvement d'Action Catholique, sera éveilleur, formateur et animateur spirituel de militants.

Il respectera l'esprit et la méthode des mouvements. Il sera attentif à bien relier et coordonner son action

avec leurs différents échelons : section ou équipe, secteur, zone, fédération ou comités diocésains. Il veillera à assurer la collaboration entre les divers mouvements.

130. — L'exercice de la fonction d'aumônier d'Action Catholique, à tous les échelons, exige un travail constant de formation et de coordination. L'aumônier participera aux réunions et sessions sacerdotales organisées à cet effet au plan local ou régional.

Compte tenu des exigences du ministère paroissial ou des horaires de classe, les curés et supérieurs encourageront et aideront (même financièrement selon les besoins et les possibilités) leurs vicaires ou professeurs à assister à de telles réunions.

Vicaires et professeurs, à leur tour, se rappelleront que leur premier souci doit être la paroisse ou le collège.

131. — 1°) Les aumôniers diocésains sont nommés par Nous pour un mouvement ou une œuvre déterminés. Ils sont chargés de veiller à ce que soit assurée l'éducation spirituelle et apostolique des militants dans le diocèse.

Ils travailleront en étroite collaboration, non seulement avec les aumôniers de zone et de secteur, mais aussi avec les responsables de zone, les curés-doyens et les curés.

2°) Les aumôniers diocésains dépendent, dans l'exercice de leur fonction, du directeur des Œuvres.

132. — La nomination des aumôniers de secteur et de zone est faite par Nous, après consultation du curé-doyen ou du conseil de zone par le directeur des Œuvres.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

I. ACTION CATHOLIQUE GÉNÉRALE ET SERVICES

133. — L'Action Catholique générale a pour but d'animer, sous la responsabilité du curé, la vie liturgique, charitable et apostolique de la communauté paroissiale.

L'Action Catholique générale doit être organisée dans chaque paroisse, en liaison avec les organismes diocésains.

134. — 1°) Pour réaliser leur mission d'évangélisation et porter un authentique témoignage de vie communautaire, le diocèse et les paroisses ont besoin de services organisés : services d'information (presse, radio, cinéma), de culture, bibliothèques ; services de charité (Secours Catholique, Conférences de Saint-Vincent-de-Paul) ; services de liturgie, d'éducation, association de parents, patronages.

Quelques-uns de ces Services relèvent directement des Mouvements.

2°) Il est souhaitable que les animateurs des Services soient militants d'Action Catholique générale.

II. ACTION CATHOLIQUE SPÉCIALISÉE

135. — L'Action Catholique spécialisée déborde le domaine paroissial ; elle est organisée selon les directives diocésaines dans le cadre des mouvements nationaux, en vue de la christianisation des différents milieux sociaux. A cet effet :

1) elle organise l'apostolat dans un milieu de vie, en cherchant à transformer par l'esprit chrétien les coutumes, la mentalité et les jugements de ce milieu,

2) elle entreprend l'éducation intégrale de ses membres dans toute leur vie humaine, afin qu'ils portent devant tous le témoignage d'un catholicisme authentique,

3) elle annonce Jésus-Christ et la Bonne Nouvelle du Salut aux personnes des différents milieux,

4) dans les mouvements d'adultes surtout, elle anime d'esprit chrétien par les militants les structures temporelles, afin qu'elles soient ordonnées à Dieu.

136. — Les mouvements spécialisés mandatés par Nous sont :

— pour les adultes : A.C.I., A.C.O., M.F.R.,

— pour les jeunes : J.A.C., J.E.C., J.I.C., J.M.C., J.O.C.,

— pour les enfants : Cœurs Vaillants et Ames Vaillantes.

137. — L'appartenance à l'Action Catholique générale ne doit pas empêcher la participation à l'Action Catholique spécialisée, et réciproquement. Les deux formes d'Action Catholique sont complémentaires. D'une part, tout chrétien doit vivre en chrétien dans sa vie, y prendre ses responsabilités et devenir apôtre de son milieu ; d'autre part, le militant d'Action Catholique spécialisée doit être membre actif de sa communauté paroissiale.

III. ACTION CATHOLIQUE PROFESSIONNELLE

138. — A côté des mouvements d'Action Catholique générale et spécialisée, Nous mandatons les mouvements d'Action Catholique professionnelle, tels que les *Enseignants Chrétiens* pour les membres laïcs de l'enseignement libre. La liste figure dans l'*Ordo*.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

IV. ACTION SOCIALE

139. — Pour mieux remplir leurs obligations de justice et de charité sociales, les chrétiens s'engageront dans les organismes temporels qui ont pour but de promouvoir le bien commun.

Ils s'inspireront dans leurs engagements de la doctrine sociale de l'Eglise.

140. — Le Secrétariat Social constitue :

— d'abord un organisme de diffusion et d'information en matière sociale ;

— ensuite, un centre d'étude pour les problèmes pratiques d'ordre social et économique qui se posent sur un territoire donné ;

— enfin, un centre favorisant la création des institutions sociales qui s'imposent. Il se livre aux enquêtes et aux démarches qui doivent les préparer et assurent au début leur fonctionnement. Il constitue ainsi, dans un territoire donné, un véritable trait d'union et un lieu de rencontre entre les divers éléments d'une profession ou entre les représentants des divers milieux.

Il est, par ailleurs, très utile qu'il y ait des rapports organiques entre les divers mouvements d'Action Catholique et le Secrétariat Social.

V. GROUPEMENTS DE PIÉTÉ

141. — 1°) Les curés et supérieurs d'institutions n'oublieront pas le rôle important que peuvent jouer dans la vie spirituelle des fidèles, les Tiers-Ordres, Confréries, groupements de piété. Ceux-ci sont les « œuvres auxiliaires » de l'Action Catholique (Pie XI).

2°) On veillera à garder à ces groupements leurs caractères spécifiques, conformément aux statuts nationaux.

Travaillant à la sanctification personnelle de leurs membres, ces différents groupements orienteront leurs préoccupations apostoliques vers les mouvements d'Action Catholique.

VI. MOUVEMENTS ET ŒUVRES D'ÉDUCATION

142. — Quelle que soit la forme adoptée par les mouvements ou œuvres d'éducation, on aura toujours en vue, comme but premier, la formation chrétienne des jeunes et leur orientation vers les mouvements d'Action Catholique.

Scoutisme et Guidisme.

143. — Le Scoutisme et le Guidisme catholiques ont pour but l'éducation humaine et chrétienne des enfants, des adolescents et des jeunes en vue du service dans la cité temporelle et dans l'Eglise.

Les curés et les supérieurs de maisons d'éducation veilleront à donner aux unités du Scoutisme et du Guidisme un bon encadrement de chefs et d'aumôniers qui auront le souci d'orienter les membres du mouvement vers l'apostolat dans la paroisse et dans le milieu.

Patronages.

144. — Les patronages (ou œuvres similaires) ont pour but d'organiser pour les enfants et pour les jeunes des activités culturelles et sportives. Par ces activités, ils s'efforceront de contribuer à la formation humaine et chrétienne des jeunes et chercheront à les orienter vers des tâches apostoliques.

BIBLIOTHÈQUE QUIMPER DIOCÉSAINE

Archives diocésaines de Quimper et Léon

145. — Les œuvres sportives masculines seront affiliées à la Fédération Sportive de France ; les sociétés sportives féminines au Rayon Sportif Féminin par l'intermédiaire de l'Union Départementale. Elles se conformeront aux règlements de ces fédérations.

Les œuvres sportives scolaires seront affiliées à l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre. (U.G.S.E.L.).

146. — Les aumôniers des patronages s'efforceront d'en confier la marche à des dirigeants laïcs compétents et éducateurs. Ils orienteront ces dirigeants vers l'Action Catholique générale pour qu'ils puissent y trouver l'animation spirituelle nécessaire à leur tâche d'éducateurs.

Chaque année, notamment, ils les inviteront à prendre part aux retraites et sessions d'étude qui leur sont destinées.

CHAPITRE II. **LOISIRS ET SPECTACLES**

147. — Les loisirs : théâtre, jeux, promenades, exercices divers, doivent eux-mêmes concourir à l'éducation des jeunes et ne pas être de simples moyens d'attraction et de plaisir.

Spectacles.

148. — Au sujet des spectacles, Nous voulons qu'on observe fidèlement les règles suivantes :

1°) Aucune représentation ne sera donnée sans l'autorisation du curé de la paroisse ;

2°) On choisira les pièces à caractère éducatif et culturel, à l'exclusion de toutes représentations ou chansons légères ;

3°) Il est interdit à tout prêtre de s'occuper directement de la préparation et de la représentation des pièces à rôles féminins.

Kermesses.

149. — Au sujet des fêtes et kermesses, Nous demandons expressément qu'on y assure une atmosphère de bon aloi, qu'on en écarte toutes attractions choquantes ou de mauvais goût et qu'on tende à en éliminer la vente des boissons alcoolisées.

Cinéma.

150. — Les prêtres utiliseront le plus possible le concours des laïcs pour l'organisation des cinémas.

Une entreprise régulière de cinéma ne peut être ouverte dans les locaux paroissiaux ou dans ceux d'une œuvre catholique, qu'après autorisation de la Direction diocésaine des Œuvres, qui indiquera les conditions auxquelles le fonctionnement du cinéma devra se soumettre.

151. — 1°) On ne fera jamais passer un film en public sans l'avoir auparavant sérieusement contrôlé ; on ne tolèrera sous aucun prétexte des scènes risquées, des gestes et des attitudes passionnées, des intrigues qui ne seraient pas honnêtes.

2°) Il faut veiller aussi à ne pas annoncer les films, même honnêtes, par des affiches provocantes et scandaleuses.

3°) Les directeurs de salles de cinéma ont l'obligation de se conformer aux règles établies par la

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Centrale Catholique du Cinéma et de la Radio et d'adhérer à un Circuit autorisé dans le diocèse.

Colonies de vacances.

152. — Les colonies de vacances ne devront jamais être mixtes. Les dirigeants et dirigeantes assureront, par des exercices variés et bien réglés, la bonne éducation, la santé, l'agrément et la bonne tenue des enfants qui en font partie (cf. annexe V).

153. — Ces colonies de garçons ou de filles doivent être affiliées à l'Union Française des Colonies de Vacances (U.F.C.V.), qui les renseigne et veille à leurs intérêts, bien qu'elle n'ait officiellement aucun caractère confessionnel.

LIVRE III

LES CHOSES

Première partie. — LES SACREMENTS

(Canons 731 à 1153)

154. — Le prêtre est tenu d'administrer les sacrements aux fidèles dont il a la charge. Il ne peut les refuser sans un motif grave et canonique. En cas de doute il doit consulter l'Ordinaire.

Il y a lieu de refuser les sacrements aux hérétiques, aux schismatiques, même de bonne foi, aux pécheurs publics, à ceux qui, connaissant la doctrine athée du parti communiste, y adhèrent « librement et sciemment ».

155. — Dans la célébration de la messe, dans l'administration des sacrements, les prêtres se conformeront exactement aux prescriptions de l'Eglise tant liturgiques que pastorales. Ils suivront aussi *le Directoire pour la pastorale des Sacrements, le Directoire pour la pastorale de la Messe* et *le Directoire pour les actes administratifs des Sacrements* (1), qui ont été et restent promulgués dans le diocèse (voir cependant les précisions données à l'article 159 au sujet des demandes de baptême, à l'article 185 au sujet des notifications de confirmation et à l'article 209 au sujet du registre des communions privées).

(1) Les références à ce *Directoire* sont indiquées ci-après par l'abréviation D.A.A.S.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

156. — L'administration des sacrements est pour le prêtre une précieuse occasion d'entrer en contact avec les paroissiens, notamment avec les parents qui viennent demander un baptême et les fiancés qui viennent pour l'interrogatoire. On s'efforcera :

— d'aménager dans chaque presbytère une salle ou un bureau où les visiteurs puissent se sentir à l'aise et converser librement avec le prêtre,

— de réserver aux paroissiens un accueil cordial, surtout aux plus négligents qui peuvent être intimidés d'avoir à se présenter au presbytère,

— d'excuser les maladresses de langage, les ignorances et les préjugés pour chercher les conditions d'un dialogue pastoral capable d'éclairer et d'éduquer les consciences. — Cf. aussi art. 37 et 457.

157. — Entre les deux solutions de facilité, l'une qui consiste à ne rien dire et à tout accepter, l'autre à appliquer automatiquement des sanctions, on cherchera l'attitude pastorale faite de douceur, de fermeté et de patience qui vise à faire réfléchir et à éveiller l'adhésion intérieure.

S'il faut, en des cas déterminés, prendre les sanctions prévues par le Droit, on le fera, selon l'esprit de l'Eglise, avec ménagement et bonté, en évitant dans la forme tout ce qui pourrait blesser.

CHAPITRE I. LE BAPTÊME

(Canons 737 à 779)

Le ministre.

158. — Le ministre du baptême solennel est normalement le curé de la paroisse où les parents du nouveau-né ont domicile (can. 738).

159. — 1°) Avant de baptiser un enfant (sauf cas de danger de mort) le curé doit faire remplir et signer par les parents (par le père autant que possible) une demande de baptême.

Il s'assurera, à cette occasion, de leur intention d'éduquer chrétiennement leurs enfants et de leur faire suivre le catéchisme.

2°) S'il découvrait que les aînés qui sont encore en âge de catéchisme n'y ont pas été envoyés, il s'efforcerait d'obtenir qu'ils y viennent.

En cas de refus des parents, le curé devra différer l'acceptation immédiate du baptême et consulter l'Ordinaire.

3°) Il convient de conserver les demandes de baptême classées par années de naissance de manière à pouvoir, le cas échéant, rappeler leurs devoirs aux parents (cf. art. 89, 9°).

160. — 1°) Nos prêtres rappelleront de temps en temps aux fidèles comment conférer le baptême à une personne en danger de mort (can. 743). Ils leur recommanderont de l'administrer, autant que possible, en présence de témoins et d'en avertir aussitôt le curé.

2°) Celui-ci, en un tel cas, s'assurera de la valeur du baptême avant de rédiger l'acte sur le registre. S'il doute de la validité du sacrement donné par un laïc, il rebaptisera sous condition.

Temps et lieu.

161. — Le baptême doit être célébré le plus tôt possible (can. 770 ; Saint-Office 18 Février 1958), et le lieu normal du baptême est l'église de la paroisse des parents.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

1°) Pour répondre aux exigences canoniques (can. 770 et 738), on suivra dans le diocèse les règles suivantes :

a) Les enfants qui naissent chez leurs parents ou dans une clinique voisine de leur église paroissiale doivent être baptisés dans le plus bref délai possible à l'église.

b) Les enfants qui naissent dans une clinique éloignée du domicile de leurs parents seront baptisés dans leur église paroissiale dès la sortie de clinique qui, dans les cas normaux, a lieu vers le dixième jour.

c) On ne baptisera dans la chapelle des cliniques et maternités que les enfants débiles, ceux dont la mère doit faire un séjour prolongé en clinique, ou ceux dont les familles auraient des raisons particulières.

d) En aucun cas le baptême ne pourra être retardé au delà du vingtième jour après la naissance (cf. art. 168).

2°) Si le baptême a lieu hors de la paroisse du domicile, le ministre devra exiger la demande de baptême visée par le curé ; après le baptême, il renverra au curé la demande complétée et transformée en avis de baptême.

Sujet.

162. — En dehors du péril de mort, on ne peut conférer le baptême à un sujet ayant l'usage de la raison ou recevoir l'abjuration et la profession de foi d'un hérétique sans Notre permission (can. 744).

Nous autorisons cependant les curés à baptiser, après une instruction suffisante, les candidats qui auraient moins de 12 ans et à utiliser le rite des enfants.

163. — 1°) Chaque fois que se présentera un candidat au baptême âgé de 12 ans et plus, on devra se mettre en relation avec la direction de l'Enseignement religieux qui donnera les indications utiles

— d'une part pour les candidats d'âge scolaire,

— d'autre part pour les candidats ayant dépassé l'âge de la scolarité ; ceux-ci seront soumis à un catéchuménat d'une durée minima de trois mois, comportant une sérieuse instruction, une initiation à la prière et un entraînement à la vie chrétienne.

2°) Nous ne donnerons l'autorisation de baptiser qu'après avis de la Direction de l'Enseignement religieux.

3°) Si le mariage du catéchumène est imminent, il faut demander une dispense de disparité de culte plutôt que d'écourter la préparation de son baptême.

164. — Pour les pupilles de l'Assistance publique, il faut, en cas de doute sur leur baptême, s'adresser au Secrétariat de l'Evêché, qui est habilité à demander à l'administration civile les renseignements nécessaires aux recherches (cf. D.A.A.S., n° 87-88).

Rites et cérémonies.

165. — Le baptême doit être conféré solennellement, c'est-à-dire avec toutes les cérémonies du Rituel. L'ondoiement, qui consiste en la simple ablution, est gravement interdit, sauf en péril de mort.

Voici la solution des divers cas pratiques qui peuvent se présenter :

1) Si l'enfant n'est pas en danger de mort, mais ne peut sans imprudence grave être conduit à l'église dans le délai de vingt jours, on peut le baptiser solennellement à domicile. Mais il faut pour chaque cas,

Archives diocésaines de Quimper et Léon

demander la permission à l'Ordinaire. Nous accordons cette permission par les présents Statuts pour les « prématurés » élevés en couveuse ;

2) Si l'enfant est en danger de mort prochain, mais non immédiat, on le baptisera solennellement à domicile de sa propre initiative ;

3) Si l'enfant est en danger de mort immédiat, c'est-à-dire s'il peut mourir d'un instant à l'autre, on se contentera de l'ablution et des cérémonies qui suivent. S'il se rétablit, on fera le supplément des cérémonies le plus tôt possible dans l'église paroissiale.

166. — Les prêtres veilleront à faire donner pour prénom à l'enfant le nom d'un saint ou d'une sainte. S'ils ne peuvent l'obtenir, ils en ajouteront un d'eux-mêmes, qu'ils feront figurer sur les registres des baptêmes et des confirmations avec les autres prénoms donnés à l'état civil (can. 761).

167. — Les curés et aumôniers veilleront à entourer les cérémonies du baptême du respect dû à ce sacrement : les fonts baptismaux seront tenus proprement, l'eau baptismale soigneusement préservée de la poussière, le sel fréquemment renouvelé, les tampons d'ouate brûlés régulièrement, le vêtement blanc et le cierge dignes de leur signification (cf. aussi l'art. 296).

On favorisera en outre ce qui peut manifester que le baptême est une entrée dans l'église ; publication des baptêmes de la semaine au prône, sonnerie des cloches, célébration solennelle. Mieux vaut éduquer les fidèles à accepter une célébration collective de baptêmes que se résigner à une célébration hâtive de baptêmes individuels.

168. — On ne refusera les honneurs que dans les cas suivants :

1) si les parents sont pécheurs publics,

2) si l'enfant est présenté au-delà d'un mois écoulé après le jour de la naissance. Mais en ce cas, on tiendra compte avec bienveillance des situations concrètes pour ne pas blesser des parents qui seraient dans la bonne foi.

Parrains et marraines.

169. — Le baptême ne doit pas être administré sans la présence d'un parrain ou d'une marraine. Conformément à l'usage du diocèse, chaque enfant aura un parrain et une marraine ; en cas de difficulté, on pourra se contenter de l'un ou de l'autre (can. 764).

Le désir de l'Eglise est d'assurer à l'enfant des tuteurs spirituels capables de veiller efficacement sur lui pour qu'il reste fidèle aux engagements de son baptême (can. 769). On rappellera souvent ce sens spirituel du parrainage dans la prédication ordinaire.

Quand les parents se présenteront pour demander le baptême, on n'omettra pas de leur expliquer que, dans le choix des parrains, ils doivent se conformer à l'idéal de l'Eglise au lieu de se laisser guider par des habitudes ou de simples convenances familiales, et l'on vérifiera si les parrains qu'ils ont choisis sont dans les conditions voulues par l'Eglise.

170. — La loi de l'Eglise (can. 765-766) demande en particulier au parrain :

1°) qu'il ait les dispositions spirituelles indispensables, notamment qu'il soit baptisé, qu'il ait l'intention de remplir son rôle de parrain et qu'il soit instruit des éléments de la foi ;

2°) qu'il soit en union avec l'Eglise. Doivent être écartés les hérétiques, les schismatiques, les apostats, les excommuniés, les personnes notoirement affiliées à des sectes ou organisations condamnées par l'Eglise,

Archives diocésaines de Quimper et Léon

les pécheurs publics notoirement scandaleux, les personnes mariées civilement ;

3°) qu'il ait l'âge requis. Normalement il doit avoir 14 ans ; cependant, le ministre peut accorder des dispenses d'âge pourvu que l'un des parrains ait fait sa communion solennelle et l'autre sa communion privée.

171. — Ne peuvent être parrains :

a) les parents du baptisé,

b) les clercs qui sont dans les ordres sacrés, à moins qu'ils ne soient autorisés par l'Ordinaire. Nous ne donnerons cette autorisation que dans les cas de parenté au premier et au second degré.

172. — Le prêtre ne peut ni transiger sur ces conditions prévues par le Droit, ni durcir les exigences de la loi. En cas de doute, il consultera l'Ordinaire (can. 767).

A l'occasion de chaque cérémonie de baptême, il rappellera aux parrains et marraines le rôle sérieux qu'ils assument. Le meilleur moyen semble être une courte exhortation au début de la cérémonie.

Inscription des baptêmes.

173. — Dès qu'un baptême a été administré, soit solennellement, soit d'une manière privée, le prêtre l'inscrit au registre, signe l'acte et le fait signer par le baptisé si c'est un adulte, par le parrain, la marraine et les parents si c'est un enfant.

174. — Lorsque le baptême aura été conféré par un laïc en cas de danger de mort, le curé ou l'aumônier responsable veillera à ce que soit faite l'inscription de ce baptême. L'acte, qui comportera autant que possible les signatures du ministre laïc et des témoins, sera authentifié par la signature du prêtre.

175. — Pour la rédaction de l'acte de baptême, il suffit, dans les cas normaux, de suivre les indications du registre, en ayant soin de se conformer à l'état-civil pour les prénoms et nom, date et lieu de naissance du baptisé, et pour le domicile des parents.

Pour les annotations de légitimité et surtout d'illégitimité, qui doivent, de façon délicate mais précise, figurer dans l'acte, on se référera aux règles détaillées du D.A.A.S., nn. 91-115.

176. — Une fois enregistré, l'acte constitue un document public ecclésiastique, et son texte est définitivement arrêté.

Les rectifications ou annotations qui peuvent s'imposer, qu'elles soient d'ordre civil ou canonique, prendront place dans la marge et se feront sur les deux exemplaires du registre.

A partir du jour où le double est déposé aux archives diocésaines, toute rectification doit être décidée par l'Ordinaire (cf. D.A.A.S., nn. 34, 110-113).

177. — 1°) Le baptême sera également inscrit au *Livret de famille catholique*, donné aux époux le jour de leur mariage. On y inscrira de même, par la suite, la confirmation, la première communion et la communion solennelle.

Ces mentions portées au livret de famille et munies des garanties régulières d'authenticité feront foi dans la vie courante, en particulier pour l'admission au catéchisme et aux écoles, mais non en vue de la réception d'un nouveau sacrement (confirmation, eucharistie, mariage).

2°) Lorsqu'il n'y aura pas de livret de famille, on aura soin de remplir une *carte individuelle de catholicité* (D.A.A.S., nn. 306-309) et de la remettre au responsable de l'enfant.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Avis, extraits et certificats de baptême.

178. — 1°) Tout baptême administré hors de la paroisse de domicile des parents doit être signalé sans retard au propre curé (can. 778 ; pour les modalités, voir D.A.A.S., nn. 42-44).

Cet avis sera transmis directement par la poste au propre curé du baptisé ; la pièce ne sera jamais laissée entre les mains des parents.

2°) Au reçu de cet avis, le propre curé du baptisé n'établit pas un nouvel acte sur son registre ; car il ne doit exister qu'un seul acte original, dressé au lieu du baptême. Mais il l'inscrira sur la liste spéciale, placée en fin de registre, des baptêmes conférés hors de la paroisse.

179. — Il est absolument interdit d'établir des extraits ou des certificats de baptême d'après cette liste. La même interdiction s'applique aux actes de baptême « transcrits », qui figurent en grand nombre dans les registres des paroisses, surtout de 1945 à 1957. Les demandes d'extraits ou de certificats seront obligatoirement transmises au lieu du baptême, dont le registre recevra seul les notifications ultérieures de confirmation et de mariage.

180. — Les extraits et certificats de baptême seront délivrés par le curé (ou l'aumônier) du lieu de baptême, sous sa signature et suivant le modèle prescrit (cf. D.A.A.S., n. 46).

La copie intégrale — ou *extrait* — reproduisant l'acte original et les mentions marginales, est exigée pour le mariage et pour l'entrée au Séminaire ou en religion.

Chaque fois que cette règle oblige à mentionner des détails qui risquent de blesser la délicatesse de l'intéressé, il y a une spéciale obligation de charité

d'adresser l'extrait directement au curé du mariage ou au supérieur compétent (comme il est d'ailleurs prescrit).

Lorsqu'il est impossible d'obtenir un extrait ou un certificat de baptême, on supplée en premier lieu par d'autres documents authentiques (livret de famille catholique, transcription de baptême, mention aux registres de communion solennelle ou de confirmation) et, à défaut, par les témoignages (can. 779 ; D.A.A.S., nn. 48-49 et 198).

Relevailles.

181. — Nos prêtres continueront d'encourager la coutume des relevailles et s'efforceront de la promouvoir là où il y a chance de pouvoir l'établir. A défaut de relevailles individuelles, on pourrait organiser une cérémonie collective pour toutes les jeunes mamans de l'année ; le jour de la Purification de la Vierge, le dimanche qui suit cette fête ou le dimanche de la fête des Mères semblent spécialement indiqués pour cette cérémonie.

CHAPITRE II. LA CONFIRMATION

(Canons 780 à 800)

182. — 1°) L'Evêque est le ministre ordinaire de la Confirmation (can. 782).

Toutefois, en vertu du décret *Spiritus Sancti Munera*, ont le pouvoir d'administrer la Confirmation aux malades, mêmes exempts, qui se trouvent en danger certain de mort sur leur territoire les curés et les prêtres régulièrement appelés à les remplacer à titre de vicaires-économes (cf. can. 472, § 1). Ils ne peuvent pas déléguer ce pouvoir.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Mais, ni les vicaires-substituts, ni les vicaires-coopérateurs, ni les auxiliaires, ne peuvent administrer validement ce sacrement.

2°) En vertu d'un indult (1), les aumôniers des hôpitaux et des cliniques ~~(auxquels est annexée une maternité)~~ peuvent donner la Confirmation aux ~~enfants en danger de mort qui n'ont pas encore 7 ans accomplis (2).~~

183. — Le prêtre qui donne la Confirmation doit :

a) observer les rites et cérémonies indiqués expressément en appendice dans le Rituel, au chapitre de la Confirmation,

b) porter le surplis et l'étole,

c) avertir les assistants que seul l'Evêque est ministre ordinaire et qu'il n'agit qu'en vertu d'une délégation du Saint-Siège.

Inscription de la confirmation.

184. — Toute confirmation donnée en vertu de l'Indult doit être inscrite sur le registre paroissial des Confirmations « urgente mortis periculo » et indiquée en note marginale sur le registre officiel des baptêmes. Elle doit donc être notifiée, au besoin, au curé de la paroisse du baptême (D.A.A.S., n° 128-141).

185. — Dans les cas ordinaires où la Confirmation est donnée à un groupe d'enfants par un Evêque dans une paroisse ou une institution,

1°) les curés inscriront sur le registre les nom et prénoms de tous les confirmés ; — veilleront à ce que mention du sacrement de Confirmation soit faite en marge des actes de baptême ; toutes les fois que le confirmé n'a pas été baptisé dans la paroisse, il sera

(1) Indult triennal de la S. C. des Sacrements.
(2) Réponse de la S. C. des Sacrements du 28 Novembre 1957.

donc nécessaire d'envoyer la notification au lieu du baptême (1) ; — inscriront, dans toute la mesure du possible, le lieu et la date de la Confirmation sur les livrets de famille catholique.

2°) Les supérieurs et aumôniers sont soumis aux mêmes règles. De plus, ils enverront au Secrétariat de l'Evêché un double de leur liste (correspondant au registre que les paroisses envoient à l'Evêché).

Sujet.

186. — L'Eglise désire que la Confirmation soit donnée aux environs de l'âge de raison. Les enfants devront donc recevoir ce sacrement au moins avant la Communion solennelle (Directoire pour la pastorale des Sacrements, n° 31 ; can. 788).

1°) Dans les paroisses où la Confirmation se donne tous les deux ans, on présentera les enfants ayant 8 et 9 ans dans l'année en cours.

2°) Dans les paroisses où la Confirmation se donne tous les quatre ans, on présentera les enfants qui ont entre 8 et 11 ans dans l'année en cours.

187. — 1°) Les enfants devront avoir une instruction et une formation chrétiennes adaptées à leur âge, c'est-à-dire qu'ils devront avoir suivi le cours d'initiation pendant un an (cf. art. 336 et 337).

2°) On organisera pour les préparer une retraite au cours de laquelle ils se confesseront. Pour qu'ils puissent communier, nous autorisons, là où on le jugera utile, la célébration d'une messe du soir la veille de la Confirmation.

(1) Cette prescription est conforme au Code (can. 470, § 2, et 798). Nous estimons que la dérogation au droit commun, autorisée pour la France par la S. C. des Sacrements (cf. D.A.A.S., nn. 125-127), n'est pas applicable dans notre diocèse, les conditions qu'elle exige ne pouvant être suffisamment réalisées.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

188. — On n'hésitera jamais à demander la confirmation pour un adulte, même s'il ne peut pas se présenter aux cérémonies générales.

Parrains et marraines.

189. — Pour le choix des parrains et des marraines, nous laissons le choix entre deux solutions : parainage de quartier, parrainage individuel.

1°) Dans le premier cas, l'initative du choix revient au curé, supérieur ou aumônier. Ils choisiront les chrétiens les plus fidèles et les plus militants.

2°) Dans le deuxième cas, l'initative du choix revient aux parents. On ne pourra écarter de cette fonction les parrains et marraines choisis par les parents que s'ils entrent dans les cas prévus par le Code (can. 795 et 796).

190. — Nous autorisons à choisir comme parrain ou marraine de confirmation les parrain ou marraine de baptême.

191. — Nous exhortons les curés, supérieurs et aumôniers à réunir les parrains et marraines pour leur expliquer leur rôle et le sens des cérémonies.

Visite pastorale de l'Evêque.

192. — Les curés rappelleront en temps opportun le sens de la visite pastorale : l'Evêque ne vient pas seulement pour conférer le sacrement de Confirmation aux enfants, mais, comme l'indiquent les canons 343 et 344, pour s'intéresser en tant que pasteur du diocèse à toute la vie paroissiale. Tous les paroissiens, spécialement les hommes, seront instamment invités à assister à la cérémonie.

CHAPITRE III. **L'EUCHARISTIE**

(Canons 801 à 869)

I. LE SAINT-SACRIFICE DE LA MESSE

193. — La Messe est l'acte le plus important de l'Eglise. Les prêtres la célébreront avec la plus grande dévotion et le plus grand respect, en suivant strictement les rubriques du Missel et le *Directoire pour la pastorale de la Messe.*

194. — La célébration de la Messe requiert un servant ou au moins un assistant. Il est formellement interdit de la célébrer seul (can. 813).

195. — On ne peut célébrer la Messe face au peuple qu'avec l'autorisation de l'Ordinaire (cf. *Directoire,* n° 50-52).

196. — 1°) La participation à la Messe est pour les fidèles l'acte essentiel du culte. Cette participation selon les règles du *Directoire* (chants, lectures, réponses communes, attitudes) est désormais obligatoire dans toutes les églises et chapelles.

2°) Les lectures françaises devront être faites dans le *Lectionnaire* autorisé pour les diocèses de France par le Saint-Office.

197. — La Messe doit toujours être célébrée dans une église ou un oratoire public ou semi-public.

La célébration de la Messe dans d'autres lieux, notamment en plein air, dans la sacristie, dans une salle annexe, dans un appartement, même à titre transitoire, doit faire l'objet d'un privilège, d'un Indult ou d'une permission particulière de l'Ordinaire (can. 822).

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Nous maintenons cependant les autorisations déjà accordées pour les lieux de pèlerinages où il est d'usage de célébrer la Messe solennelle, les jours de pardon, sur une estrade dressée hors de l'église.

Messe de binage.

198. — Il est interdit de biner, sauf permission de l'Ordinaire. Etant donné la diminution des prêtres, Nous accordons cette permission à toutes les paroisses qui n'ont pas autant de prêtres que de messes de règle à desservir.

L'autorisation cesse par la présence d'un autre prêtre qui peut dire la Messe.

Quand un prêtre chargé d'une Messe paroissiale prévoit une absence, il doit se faire remplacer ou demander à l'Ordinaire la permission de biner pour un de ses confrères.

199. — L'autorisation de biner accordée par l'article précédent vaut pour les dimanches et fêtes de précepte, et, en vertu d'un Indult de la S. C. du Concile, pour les fêtes secondaires et les jours fériés où l'on peut grouper une assistance notable.

200. — 1°) Le prêtre qui bine doit observer les prescriptions liturgiques.

2°) Pour les honoraires, il se conformera aux prescriptions de l'*Ordo*, Avis divers, § V.

Messe du soir.

201. — 1°) La permission de l'Ordinaire est requise pour célébrer une Messe le soir. En aucun cas, cette Messe ne pourra commencer avant 16 heures ni après 23 h. 30.

2°) Nous autorisons les Messes du soir :

— à condition qu'on puisse y grouper une assistance assez importante, le mercredi des Cendres, le jeudi de la Fête-Dieu, le vendredi du Sacré-Cœur, les fêtes de l'Immaculée-Conception, de la Circoncision, de la Purification, de l'Annonciation et de la Nativité de la Sainte Vierge, ainsi que les premiers vendredis du mois ;

— exceptionnellement, les jours de l'Adoration solennelle, de la Mission et de la retraite pascale, pour faciliter la communion des divers groupes ;

3°) On n'instituera pas de messe du soir le dimanche sans autorisation expresse de l'Ordinaire. A multiplier les messes, on risque de morceler la communauté paroissiale et de donner aux fidèles des habitudes de facilité impossibles à maintenir.

II. LA SAINTE COMMUNION

202. — 1°) Le désir de l'Eglise, c'est que les fidèles communient souvent. On poursuivra avec persévérance l'effort d'éducation déjà commencé pour que les fidèles prennent l'habitude de communier non seulement les dimanches et fêtes, mais aux messes de mariage, d'enterrement et de service.

2°) La communion doit être distribuée pendant la Messe, après la communion du prêtre. Exceptionnellement, on pourra aussi la distribuer avant ou après, en prenant soin qu'il n'y ait pas d'abus.

Le jeûne eucharistique.

203. — Quelle que soit l'heure de la communion et même si elle a lieu au cours d'une messe de minuit, les fidèles doivent :

Archives diocésaines de Quimper et Léon

a) pendant trois heures s'abstenir d'aliments solides et de boissons alcoolisées ;

b) pendant une heure s'abstenir de boissons non alcoolisées.

L'eau ne rompt pas le jeûne.

Les délais sont à compter pour les fidèles jusqu'au moment de leur communion, pour les prêtres jusqu'au moment du début de la Messe.

Les malades, même non alités, peuvent, sans limite de temps, prendre tout médicament et tout liquide non alcoolisé.

Première communion.

204. — Les enfants parvenus à l'âge de discrétion doivent être admis à faire leur première communion, d'une manière privée, s'ils ont les dispositions nécessaires (can. 853-854).

Il est du devoir des parents, du confesseur et des prêtres responsables de mettre tous leurs soins à instruire et à disposer les enfants à ce grand acte.

205. — En péril de mort, pour que la Sainte Eucharistie puisse et doive être donnée aux enfants, il suffit qu'ils sachent distinguer le Corps du Christ de la nourriture habituelle et l'adorer avec révérence (can. 854, § 2).

Dans ce cas, le curé a le devoir de veiller à ce que ces enfants communient et de les y faire préparer.

206. — C'est en principe au confesseur, aux parents et à ceux qui en tiennent la place, particulièrement au directeur du catéchisme, qu'il appartient de juger si un enfant a les dispositions requises (can. 854, § 4). Cependant, quand le confesseur aura admis un enfant, il est dans l'ordre qu'il en avise le propre pasteur de celui-ci.

Il revient au curé de veiller, même par un examen s'il le juge opportun, à ce que les enfants n'accèdent pas à la Sainte Table avant d'avoir l'usage de la raison, et sans les dispositions suffisantes (1).

207. — Avant d'admettre un enfant à la communion privée, on exigera de lui la promesse, ratifiée par ses parents ou ceux qui tiennent leur place, de compléter son instruction religieuse, en suivant les catéchismes régulièrement jusqu'à l'âge fixé pour la communion solennelle.

208. — Lorsque les enfants feront leur communion en groupe, on aura soin de leur donner dans les jours qui précèdent quelques instructions adaptées à leur âge (décret *Quam Singulari*).

La communion privée ne doit revêtir aucune solennité extérieure (brassards, cierges, etc...) ; les enfants ne doivent pas porter un costume spécial. On insistera près des familles pour qu'elles gardent à cet acte important de la vie chrétienne son caractère strictement religieux et surnaturel.

209. — Il y aura dans chaque paroisse ou établissement, un registre des communions privées où seront inscrits, avec la date de la communion, les noms et prénoms des communiants, le lieu et la date de leur naissance et de leur baptême.

Communion solennelle.

210. — Pour être admis à la communion solennelle, les enfants doivent :

1) appartenir à la paroisse ou avoir reçu de leur propre curé une autorisation spéciale (cf. art. 211) ;

(1) Il n'a pas à intervenir si tout se passe régulièrement ; mais dans les cas douteux, il décide après avoir examiné l'enfant.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

2) avoir eu onze ans avant le 1er Janvier de l'année en cours ;

3) avoir suivi régulièrement pendant trois ans le catéchisme préparatoire (cf. art. 338) ; en cas de changement de domicile, un certificat du curé de la paroisse d'où l'on vient justifiera du temps passé au catéchisme (cf. art. 332, 2°) ;

4) avoir assisté régulièrement à la messe le dimanche et les jours d'obligation pendant ces trois années; le contrôle en est obligatoire ;

5) avoir été fidèle à se confesser aux époques indiquées ;

6) avoir passé un examen satisfaisant sur les matières enseignées au catéchisme ; les enfants ajournés pour insuffisance d'instruction seront l'objet de soins particuliers et soumis à un nouvel examen.

211. — En principe, les enfants devront faire la communion solennelle dans l'église de leur paroisse.

Nous permettons cependant à tout enfant qui fréquente l'école d'une paroisse voisine ou une institution secondaire et y suit de façon régulière le catéchisme de faire la communion solennelle dans cette paroisse ou cette institution, si les parents le désirent.

212. — La Communion solennelle sera précédée d'une retraite de trois jours pleins.

On y insistera particulièrement sur la rénovation des promesses du baptême et la profession solennelle de la foi.

213. — Nous défendons d'ouvrir cette retraite avant le Ve dimanche après Pâques, à moins d'une autorisation spéciale de Notre part. Seules sont exceptées

de cette règle les paroisses où la confirmation est conférée entre le premier et le cinquième dimanche après Pâques.

214. — Etant donné, d'une part, la dispersion des enfants de douze ans dans différents établissements scolaires et dans différentes classes et, d'autre part, la désorganisation des études qui résulte de la multiplicité des dates des retraites et des Communions solennelles, Nous demandons :

1) de synchroniser dans un même secteur les dates des Communions solennelles et des retraites. Il serait souhaitable d'organiser dans ce but une réunion groupant d'une part les curés et d'autre part les directeurs ou aumôniers d'établissements scolaires ;

2) de regrouper les enfants en une retraite commune (interparoissiale ou de secteur) qui les marquera plus profondément au lieu de vouloir à tout prix organiser partout des retraites paroissiales, alors qu'il n'y a qu'un tout petit nombre d'enfants.

215. — Il y aura dans chaque paroisse ou établissement un registre où seront inscrits, avec la date de la communion solennelle, les noms et prénoms des communiants.

Communion des malades et Viatique.

216. — En péril de mort, tout fidèle doit recevoir le Viatique et le curé est tenu « sub gravi » de le lui porter. Au cas où le fidèle aurait communié le matin, il est fortement conseillé, s'il tombe en danger de mort, de lui donner le Viatique, même s'il n'est pas à jeun (can. 864, § 2).

217. — Tant que dure le danger de mort, il est permis et il convient de renouveler la communion en

Archives diocésaines de Quimper et Léon

viatique, à des jours différents, aussi souvent que le confesseur le juge utile (can. 864, § 3).

218. — Le port public de la Communion aux malades et le port de la Communion en viatique est une fonction curiale (can. 848-850).

Les curés ne feront pas de difficultés pour la confier à un autre prêtre, surtout si le malade le demande.

219. — La Communion ne devra jamais être portée pendant la nuit, si ce n'est pour un cas de danger de mort imminente (can. 867, § 5).

Pour les autres malades ou infirmes, on devra généralement attendre l'heure à laquelle il est permis de célébrer la Messe.

220. — Il est permis de porter la Sainte Communion en automobile, en prenant toutes dispositions pour que le Saint-Sacrement soit entouré du respect convenable.

Communion pascale.

221. — Tout chrétien qui a atteint l'âge de discrétion est gravement tenu de communier au moins une fois chaque année, à Pâques (can. 859).

Les enfants, tout comme les grandes personnes, sont soumis à cette prescription ; il importe donc que les parents soient instruits du devoir qui leur incombe de faire remplir à leurs enfants le devoir pascal, dès qu'ils ont l'âge de raison.

222. — 1°) Dans le diocèse, le temps pascal fixé pour satisfaire au précepte de la Communion Pascale s'ouvre le premier dimanche de la Passion et finit le deuxième dimanche après Pâques.

2°) Pour faciliter la tâche des confesseurs dans les paroisses, Nous permettons d'anticiper l'ouverture du temps pascal au 4e dimanche de Carême : *a*) pour les malades et infirmes retenus à la maison ; *b*) pour les enfants des catéchismes et des écoles.

3°) Enfin, le temps pascal pourra s'étendre aux jours où se donnent des exercices de Mission ou d'Adoration, pourvu que ce soit entre le 4e dimanche de Carême et le dimanche de la Sainte Trinité (can. 859, § 2).

CHAPITRE IV. **LA PÉNITENCE**

(Canons 870 à 936)

Juridiction.

223. — Les vicaires généraux et le chanoine pénitencier ont juridiction ordinaire pour entendre les confessions dans tout le diocèse ; les curés dans leur paroisse seulement (can. 873).

Ils peuvent, d'après le droit commun, absoudre leurs sujets partout où ils les rencontrent (can. 881, § 2).

224. — Nous déléguons le pouvoir de confesser dans toute l'étendue du diocèse (sauf restrictions imposées par les présents statuts ou par décision de l'Ordinaire) :

1°) à tous les prêtres qui occupent un poste dans le diocèse, à partir du jour de leur nomination ;

2°) aux prêtres du diocèse qui sont en congé régulier d'études ou mis à la disposition des mouvements d'Action Catholique ou Œuvres, du Vicariat aux Armées et de l'enseignement supérieur.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

3°) aux religieux qui font partie d'une des communautés établies dans le diocèse, dès que leur Supérieur nous aura informés de leur présence.

225. — Les prêtres des diocèses de Saint-Brieuc et de Vannes peuvent, dans les mêmes conditions que nos prêtres, entendre les confessions dans les doyennés de notre diocèse qui sont limitrophes des doyennés où ils exercent leur ministère.

226. — Pour ce qui concerne la confession des prêtres :

1°) ceux qui n'ont pas six ans accomplis de sacerdoce n'ont pas les pouvoirs pour entendre les confessions des prêtres ;

2°) pendant les retraites pastorales, seuls les prêtres désignés par Nous peuvent entendre validement les confessions des retraitants ;

3°) tout prêtre séculier ou régulier, étranger au diocèse, a le pouvoir de confesser, dans toute l'étendue du diocèse, les prêtres qui s'adresseraient à lui, à condition qu'il ait six ans accomplis de sacerdoce et qu'il soit approuvé pour les confessions par son Ordinaire ou son Supérieur.

227. — Dans tous les autres cas, on devra demander les pouvoirs à l'Evêché par écrit. Sauf cas de nécessité, on évitera de les demander par téléphone.

228. — Les prêtres qui se retirent du ministère perdent leur juridiction à partir du jour où ils quittent effectivement leur poste, et ils ne peuvent confesser validement ; mais ils peuvent demander de nouveaux pouvoirs « ad annum ».

Pouvoirs extraordinaires.

229. — *a*) Aux chanoines titulaires et honoraires, aux archiprêtres, aux doyens et curés inamovibles, au supérieur et aux directeurs du Grand Séminaire, aux supérieurs des maisons de Saint-Joseph, de Kéraudren, des Petits Séminaires, des établissements d'éducation de plein exercice, aux supérieurs des communautés de religieux, — *b*) pendant la durée des exercices : aux prédicateurs et confesseurs des Missions, Adorations, retraites fermées ou retraites spéciales données dans les paroisses, aux prédicateurs de carême ou de retraite pascale, aux confesseurs des jours de pardon dans les grands sanctuaires des quatre Vierges couronnées (1) et de Sainte-Anne-la-Palud, — Nous donnons le pouvoir :

1°) d'absoudre au for sacramentel des censures de droit commun simplement réservées au Saint-Siège dans les cas occultes (can. 2237, § 2) et des censures de droit commun réservées à l'Ordinaire ;

2°) de commuer au Saint Tribunal les vœux qui ne sont pas réservés au Souverain Pontife, excepté toutefois ceux d'une profession religieuse, quelle qu'en soit la nature ou la durée ;

3°) de dispenser, en vue seulement de l'exercice des Ordres déjà reçus, des irrégularités encourues pour un délit occulte autre que l'homicide volontaire ou l'avortement (can. 990, § 1).

230. — Nous rappelons que, dans les cas urgents, où le recours à l'Ordinaire est impossible, tout confesseur peut relever des irrégularités dont il est parlé à l'article précédent (3°) s'il y a péril imminent

(1) Le Folgoët, Rumengol, Kernitron à Lanmeur, N.-D. des Portes à Châteauneuf-du-Faou.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

de grave dommage ou d'infamie, mais seulement pour que le pénitent puisse exercer les ordres déjà reçus.

Confession.

231. — Les curés auront soin de fixer et d'annoncer aux fidèles les jours et les heures où ils entendront ordinairement les confessions, en s'inspirant non de leur commodité personnelle, mais de celle de leurs paroissiens.

232. — 1°) Les enfants parvenus à l'âge de raison seront confessés au moins tous les trois mois, et, pendant les trois années qui précèdent la Communion solennelle, tous les mois. A partir de cette époque, on les maintiendra le plus longtemps possible dans cette pieuse pratique, qui est pour eux le grand moyen de persévérance.

2°) Pour que les confessions d'enfants puissent être faites dans les meilleures conditions, nous conseillons de les organiser en plusieurs groupes et nous demandons aux prêtres voisins (curés, vicaires, aumôniers) de s'entr'aider pour ce ministère.

233. — Le confessionnal sera placé dans un endroit convenable, ouvert et bien en vue, généralement dans une église ou un oratoire public ou semi-public (can. 909, § 1).

Le guichet doit être garni d'un treillis serré et fixe (can. 909, § 2).

234. — Dans les sacristies, il y aura toujours un confessionnal pour les infirmes, ou tout au moins un panneau descendant jusqu'à terre et muni d'un grillage séparant le confesseur du pénitent.

235. — Les prêtres ne doivent confesser les femmes et les jeunes filles qu'au confessionnal, sauf dans les cas de maladie ou d'infirmité (can. 910, § 1).

236. — Les curés procureront à leurs paroissiens, le plus souvent possible, la faculté de recourir à des confesseurs étrangers.

CHAPITRE V. L'EXTRÊME-ONCTION

(Canons 937 à 947)

Sujet.

237. — L'Extrême-Onction ne se donne qu'aux personnes gravement malades. Mais elle doit se donner à tous les fidèles, même aux enfants, pourvu qu'ils aient l'âge de discrétion, aux faibles d'esprit, aux personnes tombées en aliénation après usage probable de la raison, à celles qui sont privées de connaissance, quand il y a vraisemblance qu'elles auraient demandé ce sacrement (can. 940, § 1, et 943).

238. — Quand la mort est subite ou accidentelle, on peut donner l'Extrême-Onction, ainsi que l'absolution, sous la condition « *Si vivis* », avec la formule brève, un certain temps, même deux heures, après la mort apparente.

Quand la mort est causée par la maladie, on peut pareillement conférer ces deux sacrements, sous condition, une demi-heure environ après le dernier soupir (can. 941).

Tout cela avec discrétion, pour éviter l'étonnement des fidèles présents et pour empêcher que cette pra-

Archives diocésaines de Quimper et Léon

tique n'accrédite l'habitude déplorable de n'appeler le prêtre que lorsque le malade est mort ou sans connaissance.

239. — On doit refuser l'Extrême-Onction aux pécheurs impénitents qui s'obstinent à demeurer manifestement dans le péché mortel. Dans le doute, il y a lieu de la donner sous condition (can. 942).

Indulgence « In articulo mortis ».

240. — Tout prêtre qui assiste un malade peut et doit lui donner la bénédiction apostolique avec indulgence plénière à l'article de la mort (can. 468, § 2).

Si la mort est imminente, on se contentera de la formule : « *Ego, facultate mihi ab Apostolica Sede tributa, indulgentiam plenariam et remissionem omnium peccatorum tibi concedo, et benedico te. In nomine Patris, et Filii, + et Spiritus Sancti. — Amen* ».

Assistance des malades.

241. — Le prêtre a le devoir de ne pas abandonner les malades après les derniers sacrements, mais il aura soin de les visiter pour les encourager, les entretenir dans leurs bonnes dispositions et, autant qu'il le pourra, les assister dans leurs derniers moments.

CHAPITRE VI. **L'ORDRE**

(Canons 948 à 1011)

242. — L'ordination des clercs aux ordres majeurs sera annoncée au prône de la grand'messe dans la paroisse de leur domicile, suivant la formule donnée en annexe aux présents statuts (cf. annexe VIII).

Cette publication sera faite une quinzaine de jours avant l'ordination. Un certificat de publication, accompagné, s'il y a lieu, des révélations ou oppositions survenues, sera envoyé, trois jours après, par le curé au supérieur du Grand Séminaire.

243. — Les curés auront soin de transcrire immédiatement sur les registres des baptêmes les notifications qui leur seront faites de l'ordination au sous-diaconat, suivant les prescriptions du can. 470, § 2, et du D.A.A.S. n° 157 (1).

CHAPITRE VII. **LE MARIAGE**

(Canons 1012 à 1143)

Préparation morale et spirituelle.

244. — Le temps qui précède le mariage est un moment privilégié pour faire l'éducation chrétienne des jeunes (cf. art. 364).

Nos prêtres veilleront à toujours donner à leurs contacts avec les futurs un caractère cordial et confiant. Ils en profiteront pour leur montrer la grandeur du mariage chrétien et les exhorter à la prière.

Ils orienteront les futurs qui sont vraiment bien disposés vers les retraites de fiancés organisées dans le diocèse et vers les sessions du soir organisées dans certaines villes par la Direction des Œuvres.

(1) Rappelons à cette occasion l'obligation d'inscrire sur les registres de baptême la profession religieuse solennelle (can. 470, § 2).

Archives diocésaines de Quimper et Léon

245. — Ils rappelleront toujours aux futurs que le mariage doit se préparer par une bonne confession et leur demanderont d'apporter un billet de confession. Ce rappel sera fait avec un grand respect des conscience, de telle sorte que nul ne puisse se sentir contraint. On exhorterea ceux qui sont bien disposés à communier à la messe de leur mariage.

Enquête canonique.

246. — 1°) C'est le curé qualifié pour assister au mariage qui est responsable de l'enquête canonique. Mais, il peut déléguer son vicaire.

2°) Le curé qualifié est, en principe, celui de la future.

S'il existe un juste motif de célébrer le mariage dans la paroisse du futur, c'est le curé de celui-ci qui est qualifié.

Si le mariage doit être célébré dans une paroisse qui n'est ni celle du futur, ni celle de la future, la charge de l'enquête incombe au curé de la future.

247. — Par paroisse du futur ou de la future, on entend :

— la paroisse du domicile, ou du quasi-domicile, ou au moins de la résidence d'un mois ;

— s'il s'agit d'un mineur : la paroisse du domicile de ses parents ou tuteurs ou celle de son quasi-domicile ou celle de la résidence d'un mois ;

— s'il s'agit de « vagi » : la paroisse de la résidence actuelle.

248. — Le curé chargé de l'enquête canonique n'est pas tenu de se la réserver exclusivement.

Il peut interroger lui-même les deux futurs, mais ce n'est ni obligatoire, ni conseillé ; en pratique, c'est

souvent impossible quand, par exemple, les futurs ont des résidences éloignées.

Il est, au contraire, indiqué qu'il se fasse aider par le curé de l'autre futur. Nous exhortons nos prêtres à être complaisants sur ce point à l'égard des fiancés, pour leur épargner des complications ennuyeuses et onéreuses (D.A.A.S., nn. 163 à 165).

249. — Cette enquête est prescrite « sub gravi » (Instruction *Sacrosanctum*). Elle doit être faite par écrit et chacun des futurs doit être interrogé séparément et individuellement (ibid. et *Directoire pour la Pastorale des Sacrements*, n. 73 ; can. 1020, § 2).

250. — En règle ordinaire, les futurs devraient se présenter pour l'enquête environ six semaines avant la date projetée de leur mariage. Ce délai permettrait de faire toutes les démarches canoniques éventuellement nécessaires et de pourvoir à la formation spirituelle des fiancés.

Contenu du dossier d'enquête.

251. — Les curés conserveront soigneusement dans les archives paroissiales les dossiers d'enquête concernant les mariages dans leur paroisse. Ces dossiers doivent contenir :

a) les interrogatoires des futurs ; les certificats de publication des bans et ceux du baptême et de la confirmation (sauf quand les originaux figurent aux registres de la paroisse du mariage) ;

b) s'il y a lieu, les serments supplétoires, les rescrits concédant des dispenses, les documents relatifs à un précédent mariage, les interrogatoires de parents ou de témoins.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Toutes ces pièces doivent obligatoirement être mises dans le *Status documentorum*, qui sera lui-même soigneusement rempli.

252. — L'extrait de baptême en vue du mariage devra être exigé sur la feuille spéciale prévue par le D.A.A.S., et dater de moins de six mois. La demande et la transmission doivent s'en faire de curé à curé.

S'il était impossible d'obtenir un extrait de baptême, il faudrait faire la preuve du sacrement reçu en recourant aux suppléances prévues par le droit (can. 779 ; D.A.A.S., nn. 48-49). En cas de doute persistant, on en référera à l'Ordinaire.

253. — La confirmation est normalement requise pour le mariage (can. 1021, § 2). Les futurs qui ne l'auront pas reçue devront y être présentés, à moins d'inconvénient sérieux (c'est le cas, par exemple, quand il n'y a pas d'espoir d'obtenir les dispositions spirituelles requises). Cf. articles 189 et 365.

S'il est impossible de procurer à temps la confirmation d'un conjoint, il convient de l'inviter à se faire confirmer le plus tôt possible après son mariage.

254. — Dans tous les cas où l'état libre ne peut être établi avec certitude par les moyens ordinaires, on aura recours aux témoignages et, au besoin, au serment supplétoire (D.A.A.S., nn. 176-179).

Publication des bans.

255. — Les bans seront publiés :

1) pour les majeurs : dans la paroisse de leur domicile ; dans celle de leur quasi-domicile ; dans celle de leur ancien domicile, s'ils l'ont quitté depuis moins de six mois ;

2) pour les mineurs : dans la paroisse de leurs parents ou tuteurs (qui est considérée comme leur propre domicile, can. 931) ; dans celle de leur quasi-domicile, s'ils en ont un ;

3) pour les militaires, les mêmes règles s'appliquent. Mais les publications doivent, en outre, être faites par l'aumônier militaire (D.A.A.S., n. 241).

256. — Les publications peuvent se faire par proclamations du haut de la chaire ou par affichage (can. 1024 et 1025).

Nous autorisons l'affichage dans toutes les paroisses du diocèse. Il devra se faire « aux portes de l'église », ou du moins à un panneau bien en vue et accessible aux fidèles même en dehors des offices.

La règle canonique (can. 1024-1025) est :

— pour la proclamation des bans, qu'elle soit faite trois dimanches ou jours de fête d'obligation consécutifs ;

— pour l'affichage, qu'il soit fait pendant au moins huit jours comportant deux jours d'obligation (dimanches ou fêtes).

257. — La publication des bans étant obligatoire « sub gravi », on ne peut en accorder dispense que s'il y a des raisons.

Il faut une raison grave lorsqu'il s'agit d'une dispense totale de publications : celle-ci est réservée à l'Ordinaire.

Pour des raisons moindres, dont ils sont juges, nous donnons délégation à tous les curés pour accorder des dispenses partielles de proclamation (un ou deux bans) ou d'affichage, le minimum comportant toujours un dimanche ou une fête d'obligation.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

258. — Les publications de bans sont à omettre dans les cas de mariages mixtes, à moins d'une raison spéciale dont l'Ordinaire sera juge (can. 1026 ; D.A.A.S., n° 206).

Contrôle de l'enquête par l'Ordinaire.

259. — Tout interrogatoire établi dans le diocèse et destiné à une paroisse d'un autre diocèse doit être adressé à l'Evêché de Quimper, qui donnera le visa attestant l'état libre et transmettra au curé destinataire.

Quand le mariage doit être célébré dans le diocèse, le dossier complet doit être adressé à l'Evêché de Quimper pour le *Nihil obstat* dans les dix cas déterminés énumérés dans le D.A.A.S., n. 226, et reproduits dans l'*Ordo* diocésain (Avis divers, § II).

Le cas le plus fréquent est celui où les futurs sont de diocèses différents. Nous rappelons, à ce propos, que les militaires relèvent du Vicariat aux Armées et, à ce titre, sont considérés comme appartenant à un diocèse différent. Quand le futur est militaire, le dossier doit toujours être soumis à l'Evêché pour le *Nihil obstat*.

Célébration du mariage.

260. — 1°) Pour la validité, le mariage doit être célébré devant l'Ordinaire ou le curé du lieu, ou devant un prêtre délégué par l'un d'eux, et devant deux témoins.

Les vicaires coopérateurs ont le pouvoir d'assister au mariage dans leur paroisse et de déléguer un autre prêtre.

La délégation doit être donnée expressément pour chaque cas.

2°) Pour la licéité, le mariage doit être normalement célébré dans la paroisse de la future. Mais, pour une raison plausible, il peut être célébré dans la paroisse du futur ou même dans une autre paroisse.

Pour être célébré dans une paroisse qui n'est ni celle de la future ni celle du futur, il faut une autorisation donnée par le curé de la future ou, à défaut, par le curé du futur.

Nous recommandons, selon l'esprit du Droit (can. 1097), de ne pas contrarier sur ce point le choix des familles, toutes les fois que leur demande est fondée.

Le curé n'a pas le droit de demander d'honoraire pour son désistement.

261. — Les témoins étant nécessaires pour la validité du mariage, on aura soin de les placer dans l'église aux côtés des futurs conjoints, pour qu'ils puisent exercer leur rôle. On inscrira très lisiblement leurs noms et prénoms sur l'acte de mariage.

Lieu, temps, cérémonie.

262. — Les mariages ne seront jamais célébrés hors de l'église paroissiale sans Notre autorisation (can. 1109, § 1 et 2).

Aucun mariage ne sera célébré sans la Sainte Messe, à moins de circonstances exceptionnelles dont on devra Nous rendre compte (can. 1101).

263. — Les mariages mixtes doivent en principe être célébrés en dehors de l'église et sans cérémonie, sauf autorisation de l'Ordinaire (can. 1102 et 1109). La Messe n'est jamais permise (can. 1102, § 2).

264. — Les mariages peuvent être célébrés en tout temps (can. 1108, § 1).

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Pour ce qui est de l'heure, Nous souhaitons que, le jeudi, on donne priorité aux catéchismes et que les mariages, s'il y en a, soient fixés en conséquence.

Quant au jour, on pourra, si on le juge opportun, déconseiller le samedi, mais on ne pourra refuser de marier ceux qui choisiront ce jour.

265. — La bénédiction nuptiale est interdite durant le temps clos, c'est-à-dire du premier dimanche de l'Avent au jour de Noël inclusivement et du Mercredi des Cendres au dimanche de Pâques inclusivement (can. 1108, § 2).

Nous autorisons tous les curés à dispenser du temps prohibé. Cependant, pour les mariages qui auraient lieu entre le premier dimanche de la Passion et le dimanche de Pâques, Nous nous réservons de donner la dispense.

(Interprétation : le dodches sont permises sauf en semaine sainte

Registre des mariages.

266. — Aussitôt après la célébration, le curé ou celui qui le remplace doit consigner le mariage sur les registres, avec toutes les indications qui y sont prévues.

Si le mariage est célébré par un prêtre délégué, il sera fait dans l'acte mention expresse de la délégation accordée. En outre, le curé devra signer l'acte du mariage pour authentiquer la délégation.

Livret de famille.

267. — On remettra aux époux un Livret de Famille catholique (cf. art. 177).

Notification.

268. — Le mariage doit être inscrit en marge des actes de baptême des conjoints. Le curé du mariage

doit veiller à l'exécution de cette prescription (can. 1103).

Celui-ci doit, après chaque mariage, envoyer à l'archiviste diocésain deux imprimés de notification, un par conjoint, après avoir fait l'inscription sur les registres de sa paroisse, si les époux y ont reçu le baptême.

Les curés (ou aumôniers ayant les registres) ont le devoir de reporter sans retard sur les registres de baptême, les notifications que leur transmet l'Evêché.

Ils doivent renvoyer les notifications avec attestation de transcription. Ces pièces, revenues au lieu du mariage, sont à classer au dossier de mariage.

Le divorce.

269. — Le divorce, permis par la loi civile, est contraire à la loi divine. Un catholique peut demander la séparation de corps, il ne peut ni demander le divorce ni l'accepter volontairement, sans se rendre gravement coupable et indigne des sacrements.

Dans des circonstances exceptionnelles, dont Nous sommes seul juge, un catholique peut être autorisé à recourir au divorce civil, envisagé comme moyen de régler une situation matérielle ou morale, mais non comme une dissolution du lien matrimonial.

270. — Le divorcé non remarié dont le divorce a été prononcé sans qu'il l'ait demandé, peut être admis à recevoir les sacrements.

Le divorcé non remarié qui se repent d'avoir volontairement demandé ou accepté le divorce peut être admis à recevoir les sacrements. Dans certaines circonstances, il pourra être utile d'imposer un temps d'épreuve, et il y aura lieu d'exiger une réparation pour le scandale produit.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

271. — Le divorcé civilement remarié doit être traité comme un pécheur public pendant sa vie et au moment de sa mort. Il en est de même de celui ou de celle qui l'épouse. Cette rigueur, imposée par la loi de l'Eglise, s'accompagnera, surtout à l'égard de ceux qui souffrent de leur situation sans voir comment en sortir, d'une grande charité.

Deuxième partie. — LIEUX ET TEMPS SACRÉS

(Canons 1154 à 1254)

CHAPITRE I. LES EGLISES

(Canons 1154 à 1202)

272. — 1°) La propreté, la bonne tenue et l'entretien des églises sont un devoir de conscience pour les curés (cf. art. 476 et ss.).

Les chaises seront tenues en ordre et soigneusement entretenues.

L'église sera balayée au moins tous les huit jours ; les autels et le mobilier seront époussetés.

2°) Les autels seront toujours munis de nappes très propres et recouverts en dehors des messes et des offices d'un tapis convenable ; ils ne doivent jamais servir d'armoires.

Les linges servant au sacrifice de la Messe seront toujours d'une parfaite propreté. On aura soin de les changer aussi régulièrement que possible.

273. — Pour les offices à l'autel, ainsi qu'autour du catafalque, on ne peut pas se servir uniquement de luminaire électrique : celui-ci est admis, mais en supplément du luminaire de cire requis par les rubriques, auxquelles on doit se conformer.

Employés de l'église.

274. — Tous les employés de l'église doivent jouir d'une bonne réputation, avoir une conduite exemplaire et pratiquer leurs devoirs religieux.

On ne leur permettra jamais de remplir leurs fonctions dans une tenue négligée.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

CHAPITRE II. **LA SÉPULTURE ECCLÉSIASTIQUE**

(Canons 1203 à 1242)

275. — Les funérailles se feront dans l'église du domicile ou du quasi-domicile du défunt, à moins que celui-ci n'ait fait choix, régulièrement, d'une autre église pour ses funérailles (can. 1216, § 1).

Lorsqu'un défunt a plusieurs domiciles ou quasi-domiciles et qu'il est décédé dans l'un d'eux, l'église des funérailles est celle de la paroisse sur le territoire de laquelle a eu lieu le décès (ibid., § 2).

276. — Si le défunt est mort hors de son domicile ou de son quasi-domicile, pour les funérailles on doit transporter son corps dans son église paroissiale la plus proche, si cela est possible (soit que le trajet puisse se faire à pied, soit que la famille fasse les frais du transfert).

Dans le cas contraire, c'est au curé du lieu où le décès s'est produit qu'il appartient de célébrer les funérailles (can. 1218).

277. — Le droit reconnu au curé de célébrer les funérailles de ses paroissiens comprend celui de faire la levée du corps et de le conduire, avec l'étole et la croix, jusqu'à sa propre église. S'il use de ce droit sur le territoire d'une autre paroisse, il doit en donner avis au curé du lieu lorsqu'il s'agit d'un cas isolé, mais non si la situation le requiert de façon habituelle (can. 1230, § 2).

278. — Un seul membre du clergé paroissial sera présent pour la levée de corps et la conduite au cimetière, quelle que soit la classe de l'enterrement, sauf dans le cas où le cimetière est contigu à l'église.

279. — Quand le corps d'une personne décédée dans sa propre paroisse est transféré pour les funérailles dans une paroisse voisine, il convient, sauf usage contraire, que le propre curé du défunt fasse la levée du corps et le conduise jusqu'aux limites de sa paroisse.

280. — Lorsque le corps est amené pour l'inhumation dans une ville où le défunt n'était pas domicilié, sans qu'il ait fait choix d'une des paroisses de la localité pour la cérémonie des obsèques, Nous laissons à la famille ou aux héritiers la faculté de désigner l'église des funérailles. C'est alors au curé de la paroisse ainsi désignée que revient le droit de faire la levée du corps.

281. — Avant de procéder à l'inhumation d'un défunt étranger à sa paroisse, le curé a le devoir de s'assurer que rien ne s'oppose à la sépulture ecclésiastique (cf. art. 289).

Séminaires, collèges, communautés, hospices.

282. — Dans toutes les maisons auxquelles Nous avons accordé le privilège de l'exemption paroissiale (séminaires, collèges, communautés religieuses), les funérailles des directeurs et des séminaristes, des professeurs et des élèves internes, des religieuses et des novices, des employés attachés à la maison et y résidant, pouront être célébrées dans la chapelle de l'établissement par le supérieur ou l'aumônier.

283. — Les funérailles des personnes qui résident dans les hôpitaux, les hospices, les asiles, d'une manière permanente ou qui y ont séjourné plus de six dant, pourront être célébrées dans la chapelle de de l'établissement, à moins que les familles ne demandent à faire les funérailles dans leur paroisse.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Quant aux personnes qui y sont transportées accidentellement pour maladie, opération, traitement d'une durée inférieure à six mois, etc..., leurs funérailles doivent se faire dans la paroisse de leur domicile. Cependant, si la paroisse de leur domicile est trop éloignée et que la famille renonce à transporter le corps, les funérailles se feront dans la chapelle par les soins de l'aumônier.

Cérémonies des funérailles.

284. — Pour les cérémonies des funérailles, on est tenu de se conformer au Rituel Romain.

Un Directoire diocésain précise ce qui est commandé, ce qui est permis, ce qui est défendu. On s'en tiendra rigoureusement aux limites qu'il détermine.

285. — Nous souhaitons que l'on réalise progressivement l'unité des classes d'enterrement.

286. — Aucun éloge funèbre ne sera prononcé dans une église sans Notre permission expresse.

Dans le cas où un discours serait fait au cimetière, le clergé devrait se retirer aussitôt après la cérémonie religieuse ; cette prescription, cependant, ne s'étend pas aux prêtres qui seraient présents comme parents ou amis du défunt et ne seraient pas revêtus de l'habit de chœur.

287. — Le ministre des funérailles ne doit tolérer sur le cercueil ou dans le cortège aucun emblème ou drapeau considéré comme séditieux ou antireligieux. S'il ne peut réussir à faire enlever ces insignes, il doit refuser de procéder à la cérémonie et se retirer.

Services pour les défunts.

288. — Les services doivent être acquittés selon les règles liturgiques et conformément aux règlements du Directoire diocésain sur les funérailles (cf. art. 472 et 473).

Refus de la sépulture ecclésiastique.

289. — Les personnes auxquelles le Droit Canonique refuse la sépulture ecclésiastique sont :

1°) les non baptisés (can. 1239) ;

2°) à moins qu'ils n'aient donné avant de mourir quelques signes de repentir :

a) les apostats, les schismatiques ou les hérétiques notoires et ceux qui, notoirement, se sont affiliés à une secte maçonnique ou à une autre société du même genre ;

b) les excommuniés ou les interdits, après condamnation ou sentence déclaratoire ;

c) ceux qui se sont délibérément donné la mort. S'il est établi par un certificat médical que le suicidé n'était pas entièrement responsable de ses actes, on pourra l'enterrer religieusement, y compris la messe, après avoir donné connaissance au public du certificat médical. On n'accordera les honneurs demandés par les familles que dans les cas d'irresponsabilité évidente et notoire, non coupable dans sa cause ;

d) ceux qui meurent dans un duel ou de ses suites;

e) ceux qui ont demandé la crémation de leur corps ;

f) les autres pécheurs publics, par conséquent : les divorcés remariés civilement, les concubinaires notoires, ceux qui meurent en commettant une action gravement coupable, et ceux qui, dans leur dernière maladie, auraient refusé avec obstination et devant

Archives diocésaines de Quimper et Léon

témoins de recevoir les sacrements ou auraient demandé, par une déclaration non rétractée, un enterrement civil.

290. — En cas de doute, on recourra à l'Ordinaire. Si le temps fait défaut et que le doute subsiste, on pourra accorder la sépulture religieuse, en prenant les précautions nécessaires pour éviter le scandale, au moyen, par exemple, d'une déclaration aux assistants (can. 1240, § 2).

On ne pourra refuser les honneurs que pour des raisons graves approuvées pour chaque cas par l'Ordinaire.

CHAPITRE III. LES TEMPS SACRÉS

(Canons 1243 à 1254)

291. — En France, par indult de la S. C. du Concile en date du 27 Août 1957, les jours de jeûne sont ainsi fixés : en Carême, le mercredi des Cendres et le Vendredi-Saint ; le 7 Décembre, veille de la fête de l'Immaculée-Conception, et le 23 Décembre (ou le 22, si le 23 est un dimanche), avant-veille de Noël.

292. — Dans le cadre liturgique du Carême, les prêtres inviteront les fidèles à s'unir à l'effort de prière, de pénitence et de renouvellement de l'Eglise se préparant à célébrer le mystère pascal.

Le Code (can. 1346) conseille une intensification de la catéchèse pendant le Carême.

Troisième partie. — LE CULTE DIVIN

(Canons 1255 à 1321)

CHAPITRE I. LA PRIÈRE COMMUNE

(Canons 1255 à 1264, 1290 à 1295)

Cérémonies.

293. — 1°) Il n'est pas permis de laisser à l'arbitraire de personnes privées, même ecclésiastiques, ce qui concerne le culte public, d'introduire de nouvelles coutumes liturgiques ou de faire revivre des rites périmés, surtout dans la célébration de la Sainte Messe.

2°) Quant à l'usage de la langue bretonne ou française dans les cérémonies liturgiques, on s'en tiendra aux prescriptions officielles. Toute autre pratique est interdite et, le cas échéant, doit disparaître.

294. — Toutes les règles liturgiques doivent être observées, même pour des cérémonies qui ont lieu sans assistance de fidèles.

295. — Les fidèles assistant aux diverses cérémonies religieuses, messes de mariage ou autres, seront toujours correctement vêtus et observeront une attitude pleine de respect ; la toilette des femmes doit être conforme à la décence et à la modestie (can. 1262).

Conformément à l'instruction de la S. C. du Concile en date du 12 Janvier 1930, « les jeunes filles et les femmes qui portent des vêtements indécents seront écartées de la Table Sainte et de la charge de marraine aux Sacrements de Baptême et de Confirmation ».

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Les curés rappelleront de temps en temps ces règles élémentaires de bienséance chrétienne et veilleront avec le tact voulu à leur observation.

Les vicaires forains s'efforceront d'obtenir une certaine uniformité dans leur doyenné pour l'interprétation et l'application de ces règles.

Enfants de chœur.

296. — On mettra beaucoup de soin à recruter des enfants de chœur et à veiller sur eux, particulièrement sur les vocations sacerdotales ou religieuses possibles.

On s'efforcera de leur donner une véritable éducation liturgique : le respect de l'autel, le sens du sacré (attitudes dignes, habit de chœur propre et adapté à la taille de l'enfant), l'intelligence des rites, la formation à la prière, la fréquentation des sacrements...

On invitera les meilleurs d'entre eux à participer aux retraites d'enfants organisées pendant les vacances d'été.

Chant et musique.

297. — 1°) Dans l'exécution du chant et de la musique on suivra fidèlement les règles tracées par le Saint-Siège, particulièrement l'*Instruction De musica sacra* du 3 Septembre 1958 de la S. C. des Rites (1).

2°) La Commission diocésaine de Pastorale Liturgique est chargée de promouvoir et d'orienter la musique et le chant sacrés en conformité avec ces documents et dans le respect des traditions légitimes (cf. annexe IX).

(1) On peut s'en procurer le texte aux éditions de la Bonne Presse, Paris.

298. — Le chant grégorien, « toutes choses égales d'ailleurs, doit être préféré aux autres genres de musique sacrée » (*Instruction* n° 16).

Les responsables du chant auront à cœur de le promouvoir non seulement à l'église, mais aussi dans les écoles et les catéchismes (1).

299. — 1°) Le chant populaire religieux est « hautement recommandé » (ibid. n° 9). Sans méconnaître la nécessité de nouveaux cantiques, Nous demandons que cet effort de renouvellement soit progressif et ne conduise pas à un rejet pastoralement imprudent des cantiques traditionnels.

2°) La coutume du diocèse, approuvée par Nous, permet le chant des cantiques bretons et français dans les offices liturgiques, quelle que soit leur solennité.

300. — La polyphonie et la musique sacrée moderne conviennent particulièrement aux cérémonies solennelles. Nous en recommandons la pratique dans les paroisses qui le peuvent et dans les maisons d'éducation.

301. — L'assemblée des fidèles doit participer au chant : réponses au célébrant, parties communes de la messe, cantiques... On s'efforcera de l'y entraîner : courtes répétitions avant certains offices, éducation des enfants dans les écoles, les catéchismes (cf. art. 345), etc...

(1) Ils chercheront à répondre à la demande de l'*Instruction* (n° 25) : « il faudra veiller à ce que, dans le monde entier, les fidèles apprennent les mélodies grégoriennes suivantes : le *Kyrie*, le *Sanctus* et l'*Agnus Dei* n° XVI du Graduel romain, le *Gloria in excelsis Deo* avec l'*Ite missa est* n° XV, le *Credo* n° I et III ».

Archives diocésaines de Quimper et Léon

302. — 1°) Nous souhaitons que, par un appui efficace, les paroisses favorisent le développement de leur chorale. Loin de contrarier le chant de l'assemblée, elle peut et doit le soutenir ; elle a par ailleurs un rôle propre : assurer les chants plus difficiles, exécuter diverses polyphonies...

2°) Les répétitions seront toujours données à l'église ou dans une salle paroissiale. Un certain temps y sera consacré à la formation liturgique.

3°) Les solos ne seront utilisés qu'avec discrétion.

303. — 1°) L'orgue (ou l'harmonium) a sa place dans les cérémonies, non seulement pour accompagner le chant, mais comme instrument soliste.

Cependant, les messes dites « en musique », c'est-à-dire celles où l'orgue joue pratiquement sans interruption, sont interdites (*Instruction*, n° 29).

2°) Tout projet d'acquisition d'orgue, traditionnel ou électronique, doit être soumis à la Commission de Pastorale Liturgique.

Cérémonies de la Semaine Sainte.

(1) **304.** — L'esprit de la réforme liturgique de la Semaine Sainte est d'assurer la solennité des cérémonies et le regroupement des fidèles aux offices paroissiaux. En conséquence,

1°) toutes les paroisses organiseront les offices du Jeudi et du Vendredi Saints. Pour la veillée pascale, les petites paroisses qui ne pouraient en assurer la célébration convenable s'abstiendront de faire l'office et prendront l'eau baptismale à une église voisine.

2°) Nous n'autorisons la procession du dimanche des Rameaux et les offices des Jeudi, Vendredi et Samedi Saints en dehors des églises paroissiales que

(1) Jurisprudence : interpr. large pour cliniques et hôpitaux (accord à donner - Vu Mgr - 11-2-61)

dans les cas suivants : dans les chapelles des religieuses cloîtrées, dans les chapelles des hôpitaux où un groupe *notable* de malades assistent aux offices

3°) Nous demandons aux aumôniers et aux religieuses des autres communautés ou cliniques de participer aux offices paroissiaux.

305. — L'autorisation accordée à certaines paroisses de devancer l'heure de la Veillée pascale n'est valable qu'une seule année. Si les circonstances pastorales qui la justifient demeurent, elle peut être renouvelée, mais la permission doit être demandée chaque fois et ne peut être présumée.

Messes dominicales et vêpres.

306. — A toutes les messes du dimanche, on se conformera aux indications du *Directoire pour la pastorale de la Messe :* animation de la Messe, monitions et lectures (cf. art. 196, 2°), participation des fidèles par les chants, les réponses et les attitudes communes et surtout par la Sainte Communion (cf. art. 202, 2°).

307. — La grand'messe reste la messe paroissiale par excellence. On peut y ramener les fidèles à condition de faire un effort persévérant pour éduquer la communauté paroissiale (réunions de quartiers, diffusion d'albums « Fêtes et Saisons », réunions d'Action Catholique, bulletin paroissial, etc...) et pour assurer à la grand'messe une haute qualité liturgique et communautaire.

Le prône sera court, allégé autant que possible des listes de services (cf. annexe X) ; il pourra être suivi d'un seul *Pater, Ave, De profundis*. Pour ces prières on demandera à l'assemblée de se lever et l'on

(12-5-11-

Archives diocésaines de Quimper et Léon

s'efforcera patiemment d'obtenir une réponse claire et distincte.

308. — Les vêpres seront maintenues dans toutes les églises et chapelles où elles peuvent grouper une assistance convenable. Elles seront fixées à l'heure la plus pratique pour les fidèles.

Là où l'on estime ne pouvoir les garder, on organisera une réunion liturgique en fin de journée : Complies, prière du soir, Célébration, Salut.

Processions et pardons.

309. — Nous demandons qu'un effort particulier soit fait dans les paroisses pour assurer une grande solennité aux deux processions majeures des Rameaux et de la Fête-Dieu.

Les autres processions demandées par la liturgie (Purification, Saint-Marc, Rogations), par la tradition (Assomption) et l'usage (Communions solennelles, Pardons) seront maintenues si elles gardent ou peuvent retrouver, grâce à un effort d'éducation, un caractère vraiment religieux. Dans le cas contraire, mieux vaut supprimer la procession et organiser la prière sous d'autres formes, dans l'esprit de la liturgie.

310. — Les pardons sont des jours de prière et de dévotion non seulement pour les fidèles de la paroisse, mais encore pour un grand nombre de personnes étrangères, de touristes et d'estivants. Les curés veilleront à la qualité liturgique des cérémonies du pardon et s'efforceront d'assurer à tous les pèlerins la possibilité de s'approcher des sacrements.

CHAPITRE II. LE CULTE DU SAINT-SACREMENT

(Canons 1265 à 1275)

Matière du Sacrifice, Sainte Réserve.

311. — Nos prêtres prendront toutes les précautions possibles pour que le pain d'autel soit de pure farine de froment, sans mélange d'aucune substance étrangère, et bien confectionné, et pour que le vin du Saint Sacrifice soit naturel, pur, sans lie et sans aigreur appréciable.

312. — Nous défendons de consacrer des hosties confectionnées depuis plus d'un mois, et Nous ordonnons de renouveler, au moins tous les quinze jours, plus souvent même si l'humidité des lieux l'exige, les saintes espèces du ciboire et de la custode.

313. — Nous autorisons d'une façon permanente toutes les communautés religieuses, et les maisons d'éducation du diocèse où l'on dit régulièrement la messe, à conserver la Sainte Réserve dans leur chapelle (can. 1265, § 1, 2°).

314. — Le tabernacle, où repose le Saint-Sacrement, se trouve obligatoirement sur un autel, normalement l'autel principal de l'église (S. C. des Rites, 1er Juin 1957 ; cf. art. 481). Il doit être orné d'un conopée et signalé à la dévotion des fidèles par une lampe.

Cette lampe doit être, autant que possible, entretenue avec de l'huile d'olives ou, à défaut, avec d'autres huiles, végétales de préférence.

Nous autorisons cependant l'usage de la lumière électrique.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Exposition et bénédiction du Saint-Sacrement.

315. — L'exposition du Saint-Sacrement pourra avoir lieu, suivant les usages de chaque paroisse, les dimanche, lundi et mardi de la Quinquagésime et pour solenniser le temps de la Fête-Dieu et la fête du Sacré-Cœur.

316. — 1°) Il est défendu de célébrer la messe, lue ou chantée, à l'autel où le Saint-Sacrement est exposé. On n'exposera donc le Saint-Sacrement qu'après la communion ou à la fin de la dernière messe célébrée à l'autel de l'exposition, conformément aux règles liturgiques ; c'est à cette messe que l'on doit consacrer l'Hostie qui sera exposée.

2°) Nous défendons formellement de donner le salut du Saint-Sacrement aussitôt après la messe lue ou chantée, les fidèles étant exposés à perdre de vue la suprême excellence du Sacrifice de la Messe.

317. — La bénédiction solennelle du Saint-Sacrement est autorisée dans toutes les églises paroissiales et chapelles publiques :

1°) après les vêpres et aux exercices du soir, les dimanches et fêtes célébrées au chœur ;

2°) les jours de Carême où il y a des exercices ;

3°) le premier et le dernier jour de l'an ;

4°) le premier vendredi de chaque mois, à l'exercice du soir seulement ;

5°) chaque jour pendant les missions, adorations et retraites ;

6°) pendant le mois du Rosaire et le mois de Marie, à l'exercice du soir seulement, toutes les fois que la réunion du soir comptera une assistance assez nombreuse.

318. — Les paroisses, communautés ou établissements en faveur desquels auront été accordées des permissions particulières pour l'exposition et la bénédiction du Saint-Sacrement, les feront inscrire sur un tableau, qui sera approuvé par Nous. Les concessions portées sur ce tableau sont valables jusqu'à révocation.

Toute permission accordée de vive voix n'est que provisoire.

319. — Les chants en langue bretonne ou française peuvent être utilisés aux Saluts du Saint-Sacrement ; seul le motet *Tantum ergo,* avec le verset et l'oraison, est obligatoirement en latin.

CHAPITRE III. LE CULTE DES SAINTS

(Canons 1276 à 1289)

Images et statues.

320. — Les images et statues exposées à la vénération publique devront être bénites. Si la bénédiction est solennelle, elle ne peut être donnée qu'en vertu d'une délégation générale ou spéciale de l'Ordinaire (can. 1279, § 4 ; cf. art. 68, 2°).

321. — On évitera de multiplier les statues dans les églises et chapelles. Le choix des statues nouvelles et de leur emplacement doit être soumis à l'approbation de la Commission Diocésaine d'Art sacré.

322. — Les images ou statues précieuses par leur antiquité, leur beauté artistique, ou par la vénération dont les fidèles les entourent, ne peuvent subir aucune modification ou réparation sans le consentement écrit de l'Ordinaire (can. 1280).

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Reliques.

323. — Les reliquaires seront placés dans un endroit convenable, où ils ne soient exposés à aucune irrévérence ou profanation.

324. — Nous défendons absolument de briser le sceau des reliquaires appartenant à une église ou à une chapelle et d'en extraire des parcelles de reliques, sans une autorisation formelle de Notre part.

325. — Aucune relique ne sera placée sur l'autel, ni exposée à la vénération des fidèles,

a) si elle n'appartient pas à un saint solennellement reconnu par l'Eglise ou du moins honoré d'un culte public depuis un temps immémorial ;

b) si elle n'est pas reconnue authentiquement. L'original de l'authentique doit être conservé avec soin dans les archives paroissiales.

326. — Pendant l'exposition des reliques, deux cierges doivent brûler continuellement devant elles.

Quatrième partie. — LE MAGISTÈRE

(Canons 1322 à 1408)

CHAPITRE I. L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

(Canons 1327 à 1336)

I. ORGANISATION DIOCÉSAINE

327. — Il est institué un Office Catéchétique Diocésain (cf. S. C. du Concile, 12 Janvier 1935). Nous lui donnons mission de diriger, contrôler et promouvoir, sous Notre autorité, tout ce qui vise à l'enseignement religieux des fidèles.

328. — La Direction de l'Enseignement Religieux, sous Notre autorité directe, est l'organe exécutif en matière d'enseignement religieux à tous les degrés et pour tous les âges.

329. — Le Directeur diocésain de l'Enseignement Religieux est responsable de la Direction diocésaine et de ses services.

Il veillera à l'enseignement religieux des fidèles de tous âges. Il sera notamment responsable de la formation de tous les catéchistes et du contrôle de leur enseignement, y compris les religieux et religieuses exerçant leur activité dans le diocèse (cf. l'Instruction de la S. C. des Religieux du 25 Novembre 1929).

330. — En ce qui concerne les écoles relevant de la Direction de l'Enseignement Libre, programmes et examens seront arrêtés en collaboration avec le Directeur de l'Enseignement Libre.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

II. L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX DES ENFANTS

331. — Tous les cours de catéchisme commenceront dès le début de l'année scolaire et se poursuivront jusqu'à la fin de celle-ci.

332. — 1°) Une fiche individuelle d'inscription, d'un modèle unique pour le diocèse, est obligatoire pour les enfants entrant pour la première fois au catéchisme, qu'ils soient de l'école chrétienne ou de l'école communale. Elle sera tenue à jour par le responsable de l'année de catéchisme que suit l'enfant.

2°) Lorsqu'un enfant changera de paroisse ou d'institution, la fiche, à jour, sera obligatoirement et immédiatement communiquée aux nouveaux catéchistes de l'enfant. Elle servira d'attestation de la formation reçue et fera foi pour l'admission au catéchisme et aux écoles, mais non en vue de la réception d'un nouveau sacrement (confirmation, eucharistie).

333. — Un enfant qui a déjà fréquenté les catéchismes d'une paroisse ou d'une institution ne peut être admis dans les catéchismes d'une autre paroisse ou institution que s'il présente une attestation indiquant la formation reçue.

Pour les enfants venant d'une autre paroisse ou d'un autre diocèse, le curé exigera, à l'inscription dans l'un ou l'autre catéchisme, un certificat de Baptême et, éventuellement, l'attestation des autres sacrements qu'ils ont pu recevoir (cf. art. 340).

334. — Avant 6-7 ans, la formation religieuse sera donnée en famille ou par petits groupes d'enfants ou en écoles maternelles, selon les directives de la « Formation Chrétienne des Tout-Petits ». Le curé aura soin de rappeler ce grave devoir aux familles et de les aider à le remplir.

335. — Pour les enfants de 6 à 14 ans, afin de permettre dans le diocèse un enseignement religieux suivi et organisé, les curés, aumôniers et tous autres responsables de catéchisme établiront trois cours distincts de catéchisme : un cours d'initiation, un cours moyen et un cours supérieur.

Le cours d'initiation.

336. — Tous les enfants, même ceux qui se présenteront pour la première fois au catéchisme à 9 ans ou plus, devront suivre une année durant un cours d'initiation avant d'être admis à suivre les trois années de cours moyen préparatoire à la Communion Solennelle.

Ce cours d'initiation préparera les enfants à la première Confession, à la première Communion et, éventuellement, à la Confirmation. Les enfants peuvent donc y entrer dès qu'ils arrivent à l'âge de raison.

337. — 1°) On utilisera pour ce cours un petit catéchisme, selon les directives diocésaines.

L'usage du Catéchisme National, sous toutes ses formes, sera fait avec beaucoup de discrétion avant le cours moyen.

2°) La durée minima de ce cours sera d'une année pleine, à raison d'une heure au moins par semaine. Pour les enfants plus jeunes et de familles moins chrétiennes, une deuxième année pourra être jugée nécessaire avant l'admission aux sacrements. En toute occurence, la première Communion ne se fera jamais avant l'équivalent d'une année complète d'initiation.

3°) Les enfants qui ont fait leur année d'initiation (avec première Communion) et qui n'ont pas encore l'âge requis pour entrer dans le cours moyen prépa-

Archives diocésaines de Quimper et Léon

ratoire à la Communion Solennelle, poursuivront leur formation religieuse dans le sens d'une initiation approfondie.

Le cours moyen.

338. — Le cours moyen pourra être appelé, de façon équivalente, cours de Communion Solennelle. Il durera trois années pleines.

Y seront admis officiellement à la rentrée des classes, les enfants qui auront 9 ans accomplis au 1er Janvier suivant et qui auront fait leur première Communion. Aucun enfant n'y sera admis s'il n'a pas suivi pendant un an le cours d'initiation.

La Communion Solennelle aura lieu à la fin de la troisième année de ce cours moyen.

339. — 1°) Le cours moyen aura lieu au moins deux heures par semaine. En paroisse, la matinée du jeudi sera utilisée au maximum.

2°) Le Catéchisme National sera la base de l'enseignement du cours moyen. Il sera enseigné selon les méthodes et avec les manuels approuvés par la Direction de l'Enseignement Religieux.

Le texte du Catéchisme National n'est pas à voir obligatoirement en entier chaque année. A 12 ans, l'enfant doit avoir parcouru dans son ensemble le contenu du Catéchisme National.

340. — Aucun enfant ne pourra suivre le cours de catéchisme d'une autre paroisse que la sienne s'il n'en a reçu l'autorisation écrite de son propre curé.

Le cours supérieur.

341. — 1°) Après la Communion Solennelle, les enfants seront invités à suivre, au moins une fois par

semaine, un cours de catéchisme pendant un an ou plus selon les possibilités

2°) Ce cours devra être l'objet de soins tout spéciaux de la part des prêtres. Il doit donner aux préadolescents une instruction organisée quoique moins didactique. Il doit être conçu comme une préparation à l'Action Catholique et orienter vers le mouvement spécialisé correspondant à la situation sociale des participants.

Méthode.

342. — Dans la préparation de leurs séances, les catéchistes se souviendront que le but essentiel du Catéchisme est l'éducation de la Foi vive. Ils subordonneront à ce but leur enseignement et l'utilisation des moyens pédagogiques. Ils joindront à l'enseignement doctrinal le souci de la formation chrétienne de la conscience et de l'initiation liturgique.

343. — Le catéchisme doit s'insérer dans un ensemble dont il faudra sans cesse tenir compte : d'une part la famille, l'école et les mouvements d'enfants, d'autre part la pratique religieuse et la réception des sacrements.

344. — On veillera à faire la place qui convient, dans tous les cours, aux différents langages utilisés pour la transmission de la Vérité révélée : l'Ancien et le Nouveau Testament, les prières liturgiques et les prières usuelles, les formules doctrinales du catéchisme, l'histoire de l'Eglise.

345. — Chaque séance de catéchisme comportera : la récitation de la leçon exposée à la séance précédente ; une causerie faite par le catéchiste sur le sujet du jour ; des exercices pratiques (écrits ou oraux,

Archives diocésaines de Quimper et Léon

individuels ou collectifs) pour l'assimilation de la leçon exposée. La prière et le chant ont leur place normale dans toute séance de catéchisme.

346. — Les notes au catéchisme ne doivent pas avoir un but de compétition ; elles sont utiles pour concrétiser les progrès ou les reculs de chaque enfant et pour maintenir la collaboration nécessaire avec les familles.

Les catéchistes.

347. — Les prêtres considéreront l'enseignement du catéchisme comme un de leurs devoirs essentiels. Ils s'en occuperont personnellement et ne se déchargeront jamais entièrement de ce ministère sur des catéchistes.

Ils se préoccuperont cependant de recruter et de former, au plan paroissial, des catéchistes laïcs, spécialement parmi les membres de l'Action Catholique.

348. — Il ne faut pas confier la responsabilité d'un catéchisme, même celui du cours d'initiation, à des personnes qui n'auraient que de la bonne volonté sans avoir la compétence requise ou au moins le désir de l'acquérir.

349. — La formation des catéchistes bénévoles et professionnels des paroisses et des écoles doit être l'objet de la sollicitude particulière du clergé. Les curés et aumôniers veilleront, en accord avec la Direction de l'Enseignement Religieux, à leur donner ou à leur faire donner une formation doctrinale, spirituelle et pédagogique suffisante.

Ils se feront un devoir de les suivre régulièrement pour les soutenir dans leur apostolat et contrôler leur enseignement.

Parents et catéchisme.

350. — Les curés auront à cœur de former les parents à leur fonction de premiers catéchistes des enfants (réunions, contacts individuels, bulletin paroissial, mouvements d'Action Catholique, retraites de fiancés, mouvements de foyers...).

351. — Les curés, supérieurs ou aumôniers organiseront une réunion de parents avant la première Communion, avant la Confirmation, avant la Communion Solennelle.

Journée paroissiale du catéchisme.

352. — Dans chaque paroisse, une journée de l'enseignement religieux aura lieu, chaque année, conformément au Décret de la S. C. du Concile en date du 12 Janvier 1935. La quête sera faite, à cette occasion, pour le budget paroissial de l'enseignement religieux.

III. L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES

353. — Dans toutes les maisons d'éducation d'adolescents et de jeunes, les élèves suivront les programmes fixés par la Commission Nationale ou par la Direction diocésaine de l'Enseignement Religieux en accord avec la Direction diocésaine de l'Enseignement Libre.

354. — Pour les jeunes gens et jeunes filles étudiant dans les lycées, collèges, établissements techniques ou professionnels et cours complémentaires de l'Etat, les curés, les catéchistes et les parents ont le devoir de les orienter vers les aumôniers de ces établissements et de faciliter les contacts avec eux.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

IV. L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX DES ADULTES

La prédication.

355. — Nous accordons le pouvoir de prêcher dans le diocèse à tous ceux de Nos prêtres qui ont le pouvoir de confesser, à tous les religieux qui résident dans le diocèse lorsqu'ils sont appelés par les chefs de paroisses, aux prêtres des diocèses voisins employés dans les doyennés limitrophes du nôtre.

356. — Les prêtres étrangers, séculiers ou réguliers, ne pourront exercer dans Notre diocèse le ministère de la prédication sans autorisation préalable de Notre part.

Le curé, supérieur ou aumônier doit demander Notre permission avant d'inviter un prédicateur étranger.

357. — Aucune conférence dialoguée, aucune causerie avec projections lumineuses ne pourra avoir lieu dans les églises ou chapelles du diocèse sans Notre autorisation personnelle.

La défense concernant les projections lumineuses ne vise pas les catéchismes, quand ces projections sont strictement religieuses.

358. — Nos prêtres écarteront absolument de la chaire toutes les questions purement politiques, comme aussi toutes les questions personnelles ; ils éviteront dans la prédication tout ce qui ne convient pas au ministère qu'ils remplissent : les expressions vulgaires ou triviales, les termes recherchés, les mots puristes incompris des fidèles.

Prédication dominicale.

359. — Une prédication sera faite à toutes les messes du dimanche et des fêtes d'obligation dans les églises et chapelles paroissiales ainsi que dans les autres chapelles où le public est admis à satisfaire au précepte dominical, sauf dispense de Notre part.

La durée de cette instruction ne devra pas dépasser 10 minutes aux messes basses, et le prône devra être aussi bref que possible (cf. art. 306).

Nous n'entendons pas limiter la durée des prédications qui se font en des circonstances plus solennelles.

360. — Les prédications pourront être interrompues pendant les mois d'Août et de Septembre ; en ce cas, on fera la lecture d'un court commentaire de l'Evangile du jour. Mais, étant donné l'affluence de touristes dans un grand nombre de nos paroisses, Nous exhortons les prêtres à prêcher même pendant les vacances.

361. — Pour les instructions ordinaires du dimanche, on devra suivre le plan que Nous publions chaque année.

362. — Pour assurer une meilleure préparation des sermons et, par là, une plus grande efficacité, on s'efforcera de promouvoir des échanges, soit au plan du doyenné à l'occasion des réunions, soit au plan paroissial là où il y a plusieurs prêtres. Il ne s'agit pas seulement d'établir le tableau de prédication et d'indiquer à chacun le sujet qu'il aura à traiter, mais de favoriser un vrai travail de recherche commune.

La catéchèse des adultes.

363. — Un enseignement religieux organique doit être donné aux adultes eux-mêmes, en plus de la pré-

Archives diocésaines de Quimper et Léon

dication et de la formation religieuse qui leur est fournie dans les mouvements ou œuvres.

Dans ce but, la création de cours de catéchèse d'adultes et de centres de culture religieuse pour adultes est à développer en dépendance de l'Office Catéchétique et de la Direction de l'Enseignementt Religieux et en liaison avec la Direction des Œuvres.

364. — La préparation au mariage devra, de plus en plus, être l'occasion d'une forme adaptée de la catéchèse prescrite par le Rituel (titre I, § 10). L'enquête canonique a un double but canonique et pastoral. Elle sera une ouverture sur la foi (cf. art. 244).

Catéchuménat d'adultes.

365. — Les adultes qui se préparent aux sacrements de Baptême, Confirmation et Eucharistie recevront un enseignement religieux approprié (cf. art. 163 et 253).

CHAPITRE II. LES RETRAITES ET LES MISSIONS

(Canons 1337 à 1349)

I. LES RETRAITES ET LES RÉCOLLECTIONS

366. — Les prêtres doivent faciliter en toutes occasions à leurs fidèles l'approfondissement de leur vie intérieure. Ils considéreront les récollections et les retraites comme l'un des meilleurs moyens de sanctification.

Pour inciter les fidèles, jeunes et adultes, à participer aux retraites, l'action personnelle du prêtre est indispensable, outre l'annonce en chaire.

367. — Nous recommandons spécialement :

— les retraites fermées organisées chaque année par le diocèse pour les adultes (exercices spirituels de trois ou cinq jours) ;

— les retraites organisées par les mouvements d'Action Catholique, jeunes et adultes ;

— les retraites pour les groupes spécialisés : grands élèves, conscrits, fiancés, jeunes foyers, foyers, etc..

368. — Les retraites paroissiales et les semaines liturgiques sont des moyens excellents pour éclairer et stimuler la communauté paroisiale, sans qu'elles puissent remplacer les retraites fermées ou les retraites spécialisées.

369. — En plus des retraites, les curés organiseront des récollections d'une journée qui seront souvent le meilleur acheminement vers la retraite fermée.

II. LES MISSIONS ET LES ADORATIONS

(Canons 1349 à 1351)

Les missions.

370. — Une grande mission sera donnée dans chaque paroisse tous les dix ans (can. 1349, § 1). Toute mission doit se proposer comme buts la conversion des cœurs et l'amélioration de l'équipement pastoral, notamment de l'Action Catholique.

371. — Toute mission doit s'inscrire dans l'effort de pastorale du doyenné et de la zone.

Nous encourageons la mission régionale, et nous demandons que dans chaque zone on s'efforce de créer les conditions qui la rendent possible.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Les missions paroissiales restent approuvées. Mais, pour que leur dispersion ne gêne pas l'organisation des missions régionales, l'autorisation devra en être demandée à l'Ordinaire au moins un an avant la date proposée et avant toute prise de contact avec une équipe de missionnaires.

372. — 1°) Toute mission, régionale ou paroissiale, sera soigneusement préparée. Cette préparation devra engager d'une part les missionnaires et d'autre part le clergé (curés, vicaires, aumôniers d'Action Catholique, aumôniers de communauté ou d'établissement scolaire, professeurs et instituteurs), religieux et religieuses, laïcat.

Le vicaire général devra être avisé de toutes les réunions préparatoires importantes.

2°) Le travail de préparation devra permettre la mise au point des objectifs de mission. Ceux-ci devront être envoyés au vicaire général avant la visite que Nous faisons à toute paroisse en mission.

Adoration perpétuelle.

373. — Le tableau de l'Adoration perpétuelle est publié dans l'*Ordo*.

Aucune paroisse ou école ne peut, sans Notre autorisation, se décharger de ce devoir de l'Adoration sur une communauté religieuse.

374. — La forme des exercices de l'Adoration perpétuelle variera selon les possibilités de la paroisse.

Là où les cérémonies traditionnelles peuvent avoir lieu dans la journée, on les conservera fidèlement : exposition du Saint-Sacrement, prédications, confessions. Pour atteindre les travailleurs, il sera bon

d'ajouter aux exercices traditionnels une cérémonie du soir, qui pourra être la Messe (cf. art. 201, 2°).

Dans un nombre croissant de paroisses, les paroisses de ville notamment, il est pratiquement impossible de grouper les fidèles dans la journée, et l'accent devra être mis sur les cérémonies du soir. Nous recommandons :

— la messe, en demandant aux prêtres de veiller à ce que toutes facilités soient données aux fidèles de se confesser,

— les veillées devant le Saint-Sacrement exposé qui pourraient être organisées par groupes pendant les premières heures de la nuit.

CHAPITRE III.

LES SÉMINAIRES ET LES VOCATIONS

(Canons 1352 à 1371)

Centre diocésain des Vocations.

375. — Eveiller et soutenir les vocations est l'œuvre commune de tous : l'œuvre des prêtres en union avec Nous ; l'œuvre de toute la communauté paroissiale responsable avec ses prêtres.

On s'attachera d'abord à faire prendre aux chrétiens une vive conscience que c'est la communauté paroissiale toute entière qui doit s'intéresser, en même temps que ses prêtres, à ce problème.

376. — L'Action Catholique Générale est le lien naturel entre la paroisse et le Centre Diocésain.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Les mouvements d'Action Catholique tant générale que spécialisée peuvent avoir une grande influence pour faire connaître l'idéal sacerdotal et préparer, dans les divers milieux, un climat favorable à l'épanouissement des vocations.

377. — Pour les autres moyens à mettre en œuvre, il faut signaler :

a) la présentation opportune du sacerdoce aux enfants, dans les familles, au catéchisme, à l'école, au confessionnal, dans les mouvements : Croisade Eucharistique, Enfants de Chœur, Cœurs Vaillants, Scouts, etc..., et spécialement au cours des retraites d'été.

b) la Journée des Vocations, organisée chaque année dans toutes les paroisses. C'est une journée de prière et d'information, pour laquelle on peut demander un prédicateur spécial au Centre Diocésain.

c) une quête sera faite, ce jour-là, à toutes les messes pour le Centre Diocésain, en vue d'alimenter les bourses d'études, sauf dans les paroisses où l'on a établi la quête à domicile.

d) dans les communautés, les collèges et les écoles, on veillera aussi, par les moyens qu'on jugera les plus adaptés, à faire connaître et aimer l'idéal sacerdotal, l'idéal religieux et l'idéal missionnaire.

378. — Pour le choix des candidats, on se conformera aux prescriptions du *Directoire pour la Pastorale des Sacrements* (n° 66). Elles rappellent l'importance primordiale des qualités humaines de base, de la générosité, de la valeur chrétienne de la famille, sans minimiser pour autant le rôle du désir d'être prêtre (1).

(1) On peut demander au Centre Diocésain des Vocations, au Grand Séminaire, les brochures sur les critères de la vocation.

Petits Séminaires.

379. — Les Petits Séminaires sont destinés à recevoir les jeunes qui présentent des signes suffisants de vocation possible. Ils y trouvent le climat et les conditions d'épanouissement humain et spirituel les plus capables de soutenir une option, à la fois libre et généreuse, quand le moment est venu de prendre une décision.

380. — Il appartient aux prêtres d'agir auprès des familles pour obtenir que soient orientés vers le Petit Séminaire, dès la sixième, tous les enfants chez qui ils ont pu discerner un germe sérieux de vocation de prêtre diocésain.

L'entrée en sixième est subordonnée, d'une part à un examen scolaire et, d'autre part, à une enquête menée par le Centre Diocésain ou par le Supérieur du Petit Séminaire, en liaison avec le clergé paroissial.

381. — Le Centre Diocésain attribue des bourses aussi largement que lui permettent ses ressources. Il sera toujours bon cependant d'associer les familles à la formation de leurs enfants, en leur demandant de verser une contribution financière proportionnée à leurs moyens (2).

382. — Pendant les vacances, les prêtres aideront les jeunes séminaristes à demeurer généreux. Ils leur faciliteront en particulier la participation aux camps de vacances et aux récollections organisées pour eux.

(2) Une Commission des Bourses se réunit chaque année au Grand Séminaire pour examiner les dossiers fournis par les paroisses et les collèges.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Ecoles et collèges.

383. — On ne négligera aucun effort auprès des élèves des autres écoles et collèges (cours complémentaires, établissements techniques ou secondaires) pour éveiller et soutenir les vocations sacerdotales.

Vocations tardives.

384. — Le discernement des vocations retardées ou tardives demande beaucoup d'attention. On les trouvera le plus souvent parmi les membres des mouvements d'Action Catholique.

Vocations de religieux, religieuses, missionnaires.

385. — Nos prêtres apporteront le plus grand soin à discerner les vocations de religieux et de religieuses et à les encourager, en particulier par la prédication, les catéchismes, la direction spirituelle, les retraites, les journées de Vocations, etc...

On se souviendra en particulier que, parmi toutes les vocations féminines, la vocation des religieuses est la plus parfaite et qu'il faut tout faire pour la favoriser.

Les religieux et les missionnaires sont autorisés à visiter les paroisses, les écoles et les familles en vue de leur recrutement. Ils doivent se conformer au règlement établi à ce sujet (cf. annexe VI).

Grand Séminaire.

386. — Pour demander son admission au Grand Séminaire, chacun des candidats écrit personnellement au Supérieur.

387. — 1°) Les dossiers doivent être remplis avec un grand souci d'objectivité et une parfaite loyauté.

En paroisse, ce travail est fait par le curé, en collaboration avec ses vicaires et avec les prêtres de

l'école, s'il y en a. Au Petit Séminaire et dans les collèges, les appréciations sont rédigées par le Supérieur, en collaboration avec les prêtres (professeurs et surveillants) chargés de la Division.

2°) Les dossiers sont examinés par la Commission d'Admission au Grand Séminaire, présidée par un vicaire général. La Commission se réunit fin Juin.

L'avis formulé par la Commission sur chaque demande Nous est communiqué pour décision.

388. — Normalement, les candidats au Séminaire doivent être titulaires des deux parties du baccalauréat. Cette règle admet les exceptions raisonnables.

389. — Pendant les vacances, les séminaristes seront accueillis paternellement au presbytère, où une chambre sera mise à leur disposition, quand c'est possible.

Conscients de leur responsabilité d'éducateurs, les prêtres veilleront, en paroisse comme au cours des colonies de vacances, etc..., à soutenir l'effort des séminaristes dans la vie spirituelle comme dans la vie apostolique. Ils leur donneront, par leur propre vie, le témoignage de prière, de charité et de dignité, conforme à l'idéal sacerdotal.

Un certificat de vacances rédigé loyalement et objectivement est demandé chaque année aux curés et aux directeurs de colonies concernant leurs séminaristes.

390. — Un règlement est communiqué aux directeurs des colonies de vacances, précisant les conditions minima nécessaires pour garantir la vie spirituelle et morale, ainsi que la santé de leurs moniteurs-séminaristes.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

CHAPITRE IV. **LES ÉCOLES**
(Canons 1372 à 1383)

I. LES DEVOIRS DES CURÉS

391. — Les curés mettront au premier plan de leurs préoccupations l'éducation et la formation chrétienne des enfants de leur paroisse.

Ils se feront aider dans leur tâche par des associations de pères et de mères de famille qui auront le souci d'assumer leurs responsabilités en matière d'éducation au foyer, à l'égard des écoles et des œuvres ou mouvements péri-scolaires et post-scolaires.

392. — 1°) Les enfants des écoles publiques doivent être l'objet d'un soin particulièrement vigilant.

Le prêtre s'efforcera d'avoir des relations courtoises avec les maîtres de l'enseignement public et de régler au mieux les questions d'horaires de catéchismes, de participation aux offices religieux, de Communions Solennelles et de retraites préparatoires.

2°) Aux catholiques qui, pour diverses raisons, auraient dû choisir l'école publique, l'Eglise rappelle qu'ils ont le devoir grave de pourvoir au bien spirituel de leurs enfants, non seulement en les envoyant au catéchisme, mais aussi en veillant à ce que l'école soit vraiment respectueuse de la foi. Le moyen normal qui s'offre à eux est de participer aux réunions de parents d'élèves.

393. — Les curés doivent éclairer leurs paroissiens sur le devoir qui leur incombe de procurer une éducation chrétienne à leurs enfants (cf. can. 1374).

Ils mettront tout leur zèle à établir, maintenir et développer des écoles chrétiennes dans leur paroisse.

394. — Les curés ont la responsabilité immédiate des écoles chrétiennes de leurs paroisses. Ils ont donc le devoir de les visiter souvent, d'encourager les maîtres et maîtresses, de s'intéresser à la bonne conduite et aux progrès des élèves, de surveiller d'une manière spéciale l'enseignement du catéchisme et la formation religieuse des enfants (cf. art. 349).

Mais ils doivent s'abstenir de s'immiscer dans les questions purement professionnelles ; si, sur ce point, quelque chose leur paraît insuffisant ou répréhensible, ils en aviseront la Direction diocésaine.

395. — Il est souhaitable que, dès le début de l'année scolaire et de chaque trimestre, le clergé s'entende avec les directeurs et directrices d'école pour les programmes et la répartition de l'enseignement religieux. Dans chaque classe, un prêtre prendra effectivement en charge des heures régulières d'instruction religieuse, et aidera le maître à acquérir la formation nécessaire pour cet enseignement.

396. — Les curés se préoccuperont du recrutement des instituteurs et des professeurs de l'enseignement chrétien. Ils dirigeront sur les maisons de formation, après entente avec le Directeur diocésain de l'Enseignement, les jeunes qui leur paraîtront aptes à cette mission particulièrement importante.

II. ORGANISATION SCOLAIRE

Direction.

397. — La direction de l'enseignement est confiée à un Directeur assisté d'Inspecteurs. C'est avec lui que les curés et les responsables des écoles doivent s'entendre pour la création et le bon fonctionnement des établissements scolaires.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

398. — La direction d'un établissement ecclésiastique secondaire ou technique est confiée au Supérieur de la maison, assisté d'un sous-directeur, d'un préfet de discipline et d'un économe.

Fondation et entretien.

399. — Le curé ou le responsable ne doit entrer en relation avec aucune congrégation religieuse avant d'avoir obtenu un avis favorable de la Direction de l'Enseignement.

400. — Pour assurer la prospérité d'une école, il faut y intéresser les parents eux-mêmes afin qu'ils exercent à l'égard de l'école un patronage efficace.

Auprès de chaque école doivent être constitués :

1°) une Association des Parents de l'Enseignement Libre (A.P.E.L.) rattachée au Comité diocésain. Son but sera de promouvoir et de soutenir l'école chrétienne (cf. art. 514), d'aider les parents dans leur tâche d'éducateurs, d'assurer une liaison constante et un climat de compréhension et de soutien mutuels entre les familles et l'école, particulièrement par le moyen des cercles de parents, suivant les instructions données par la Direction diocésaine ;

2°) pour les écoles primaires, une Association d'Education Populaire (A.E.P.) dont les membres sont choisis en accord avec le curé de la paroisse qui doit y occuper la place que lui attribuent les statuts.

Caractère religieux.

401. — Nos écoles seront chrétiennes avant tout. L'enseignement tout entier, les loisirs, l'exemple des enseignants doivent contribuer à la formation religieuse et morale des enfants.

La liste des manuels utilisés dans l'école sera établie par le directeur ou la directrice et présentée, avec la liste des livres prévus pour l'année suivante, à l'Inspection diocésaine

Nous recommandons de préparer, au moins dans les grandes écoles, le plus grand nombre possible de candidats au Brevet d'instruction religieuse, d'après les programmes approuvés par Nous.

On veillera tout particulièrement à la formation eucharistique des enfants (messe, communion, Croisade Eucharistique).

402. — Afin de rendre l'enseignement religieux plus adapté aux divers âges des élèves, surtout dans les établissements féminins du second degré, les cours d'instruction religieuse seront assurés par des prêtres spécialement désignés par Nous pour cette tâche, notamment pour les élèves des hautes classes. Ces prêtres pourront être distincts de l'aumônier de la maison.

403. — L'école chrétienne ne peut réaliser son but que dans la mesure où la famille elle-même est soucieuse d'une éducation chrétienne pour ses enfants.

C'est pourquoi Nous demandons aux directeurs et directrices (dans les établissements du Second degré notamment) d'exiger des parents qui sollicitent pour leurs enfants l'entrée à l'école, des garanties solides quant à l'éducation chrétienne désirée par la famille et leur promesse de se conformer au règlement de nos maisons, en particulier pour ce qui est des loisirs, sorties et spectacles de leurs enfants.

404. — Chaque année, une retraite de deux ou trois jours, sera donnée aux plus grands élèves, pour les préparer aux vacances ou à leur sortie définitive de l'école.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Personnel enseignant.

405. — Les maîtres et maîtresses des écoles libres doivent être approuvés par la Direction diocésaine. C'est aussi à cette autorité qu'il appartient de régler les mutations ou exclusions à opérer dans le personnel de l'enseignement. Le Statut diocésain de l'enseignement libre fixe les droits et les obligations du personnel enseignant.

406. — Nous souhaitons que tous les maîtres et maîtresses de nos écoles possèdent au moins le Brevet élémentaire d'instruction religieuse et qu'ils prennent tous en charge dans leur classe la partie du programme d'Instruction religieuse non assurée par le clergé.

Les prêtres de la paroisse auront à cœur de les préparer et de les aider dans leur tâche de catéchistes (cf. art. 349).

Nous demandons aux enseignants de se conformer aux directives de la Direction de l'Enseignement religieux et de suivre les cours ou sessions qu'elle organise.

407. — Tous les instituteurs et institutrices sont convoqués périodiquement à des conférences pédagogiques. C'est pour tous un devoir d'y assister. Les écoles devront vaquer les jours de conférences pédagogiques du secteur.

408. — Une retraite annuelle de trois jours sera prêchée aux instituteurs et institutrices ; Nous leur faisons une obligation de suivre ces exercices, sauf excuse valable qui sera soumise à la Direction de l'Enseignement.

Vacances et congés.

409. — Les vacances seront fixées par l'Ordinaire dès le début de chaque année scolaire. Cette ordonnance est impérative et ne souffre pas de dérogation. En dehors des vacances réglementaires, les élèves ne pourront être envoyés en congé dans leurs familles sans l'autorisation expresse de la Direction de l'Enseignement.

Gestion financière.

410. — 1°) Les directeurs d'établissement scolaire doivent tenir un journal de caisse à double colonne et y inscrire par ordre de date les recettes et les dépenses de l'établissement.

Après l'année scolaire, ils devront soumettre à la Direction diocésaine, au mois de Septembre, leurs comptes annuels signés par eux, et par le curé de la paroisse s'il s'agit d'une école paroissiale.

2°) Quant aux projets d'amélioration, d'agrandissement ou de transformation des locaux entraînant des dépenses extraordinaires, ils devront être présentés à l'autorité diocésaine, et après approbation par le curé s'il s'agit d'un établissement paroissial.

Inventaire.

411. — Un inventaire du mobilier de l'établissement scolaire doit être établi en double exemplaire et soigneusement tenu à jour par le directeur.

Un exemplaire est déposé à la Direction de l'Enseignement.

En cas de changement de directeur, l'inventaire est présenté au nouveau titulaire qui doit le vérifier et

Archives diocésaines de Quimper et Léon

au besoin le compléter. Dans les trois mois qui suivent son installation, il doit faire parvenir à la Direction de l'Enseignement une copie de l'inventaire rectifié.

Les dispositions de cet article concernent également les établissements ecclésiastiques secondaires et techniques.

Après l'école.

412. — Pour continuer le bienfait de l'école et fortifier son influence, Nous engageons fortement les directeurs et directrices à créer, avec le concours de leurs adjoints et de leurs adjointes, des associations amicales d'anciens ou d'anciennes élèves, même dans les externats ; ces Amicales seront placées sous la direction des Inspecteurs de l'Enseignement.

Cinquième partie. — LE TEMPOREL

(Canons 1409 à 1494)

CHAPITRE I. LE TEMPOREL DU CLERGÉ

413. — 1°) Les ressources nécessaires à la subsistance et au ministère des prêtres qui sont au service d'un doyenné, d'un secteur ou d'une zone doivent être fournies par les paroisses qui bénéficient de leurs services.

2°) C'est au curé-doyen, au responsable de zone ou de secteur qu'il incombe de rassembler ces ressources et de les tenir à la disposition des intéressés.

En cas de difficulté, on en référera au vicaire général archidiacre.

Aumôniers de l'enseignement public.

414. — Pour faire face à leurs besoins personnels et aux besoins de leur ministère, les aumôniers de l'enseignement public doivent s'efforcer d'obtenir des familles des enfants dont ils s'occupent les sommes nécessaires.

Il est souhaitable que les paroisses qui ont des enfants dans les établissements publics aident pécuniairement les aumôniers.

Partage des revenus paroissiaux.

415. — Quand, par suite d'un déplacement ou d'un décès, il y aura lieu à partage des revenus d'un bénéfice entre deux titulaires successifs, les parties intéressées s'arrangeront à l'amiable d'après les méthodes

Archives diocésaines de Quimper et Léon

usitées. En cas de désaccord, les recteurs en référeront aux doyens, les doyens à l'archiprêtre, et en dernier ressort à l'Ordinaire.

Les règles suivantes seront toujours appliquées :

a) Les allocations fournies par le Denier du Culte, ainsi que le produit net des quêtes soit en nature, soit en argent, seront partagés entre les titulaires successifs au prorata du service fourni pendant l'année par chacun d'eux. Le temps est compté du 1er Janvier au 31 Décembre.

b) En ce qui concerne les sommes reçues à l'occasion des prières prônales, l'ancien titulaire en doit toujours une part à son successeur, lorsqu'elles sont versées d'avance, c'est-à-dire au moment des inscriptions ; au contraire, le nouveau titulaire en doit une part à son prédécesseur, lorsqu'elles sont versées après que les prières ont été dites. Cette part est invariablement fixée à la moitié, si les inscriptions sont reçues et les sommes versées à toute époque de l'année ; elle est calculée proportionnellement au temps de service de chaque ayant droit, si elles sont reçues à une même date fixe, comme le 2 Novembre ou le 1er Janvier.

416. — Au départ d'un curé ou d'un vicaire, il lui sera tenu compte de ses droits acquis dans le casuel des cérémonies auxquelles il aura pris part, mais qui n'auraient pas encore été payées.

Au décès d'un curé ou d'un vicaire, le casuel qui lui restait à percevoir sera employé à faire prier pour le repos de son âme (ou à payer ses dettes, s'il en a).

CHAPITRE II. LE TEMPOREL DES PAROISSES

I. L'ADMINISTRATION PAROISSIALE

Règles générales.

417. — L'administration temporelle des paroisses, qu'elle concerne les ressources paroissiales revenant au clergé et à la paroisse ou les sommes à verser à l'Evêché, est une grave question de justice. La parfaite régularité de cette administration et de sa comptabilité est une stricte obligation de conscience.

Les curés devront administrer les biens à eux confiés avec le soin qu'ils apporteraient à la gestion de leurs biens de famille. Ils prendront toutes les mesures nécessaires pour en assurer la conservation et le bon emploi, suivant les prescriptions du droit et la volonté des donateurs (can. 1523).

418. — La conservation, l'entretien de tous les biens paroisiaux (église, presbytère, écoles, patronages, salles diverses, cinéma, colonies de vacances), l'administration, l'organisation financière de toutes les œuvres paroissiales même gérées par des laïcs dépendent du curé qui en est responsable devant Nous (can. 1519).

419. — Aucune acquisition, construction, aménagement ou transformation de biens paroissiaux ne peut se faire sans l'autorisation du curé et de l'Ordinaire.

Prise en charge, inventaire.

420. — Le nouveau titulaire d'une paroisse exigera la remise de tous les titres et papiers concernant les biens de sa cure, de toute la comptabilité paroissiale,

Archives diocésaines de Quimper et Léon

des valeurs et deniers existant en caisse et en particulier des sommes d'argent reçues par son prédécesseur pour messes, services et autres charges à acquitter dans la paroisse.

Il exigera la présentation de la comptabilité des œuvres, écoles, patronages, cinéma, colonies de vacances, etc... relevant de la paroisse, même si la gestion est confiée à des laïcs.

421. — 1°) Dès son arrivée dans une paroisse, le curé doit établir en triple :

a) un inventaire exact, complet, descriptif de tous les biens meubles et immeubles de la paroisse. Il peut se servir de l'inventaire existant sur lequel il notera les objets qui sont en plus ou en moins (can. 1522).

b) un état présentant les situations financières de la paroisse, des œuvres, et la situation juridique des immeubles paroissiaux. Cet état est à signer par le nouveau curé et son prédécesseur ; à défaut de celui-ci, par le curé-doyen ou l'archiprêtre selon le cas.

2°) Un exemplaire de l'inventaire et de l'état doit rester dans les archives de la paroisse, un exemplaire doit être envoyé à l'Evêché sitôt sa rédaction terminée (au plus tard dans les trois mois qui suivent l'installation), le troisième est remis au curé-doyen ou à l'archiprêtre.

Administration paroissiale.

422. — S'ils n'ont pas obtenu préalablement la permission écrite de l'Ordinaire du lieu, les curés font invalidement les actes qui dépassent les limites et la mesure de l'administration ordinaire (can. 1527, § 1).

423. — L'autorisation de l'Ordinaire est requise pour toute aliénation (vente, apport, donation, mise en gage, concession de droit d'usage...) d'immeuble,

de titre, d'objet mobilier d'une certaine valeur ou d'une certaine qualité religieuse ou artistique, ainsi que pour tout emprunt (1).

Lorsque la valeur du bien ou le montant de l'emprunt est compris entre 1.000 et 10.000 francs or (2.000 à 20.000 N.F.), il faut de plus le consentement du Chapitre cathédral.

Si la valeur du bien ou le montant de l'emprunt dépasse 10.000 francs or (20.000 N.F.) ou s'il s'agit d'un objet précieux, il faut recourir au Saint-Siège (can. 1532 ; S. C. Consistoriale, 18 Octobre 1952).

424. — 1°) Avec l'autorisation écrite de l'Ordinaire, il est permis de prêter de l'argent d'une paroisse à l'autre. Le prêt de cet argent à des particuliers est défendu.

2°) Aucun placement de l'avoir paroissial en valeurs mobilières ou en bien-fonds, aucun changement dans les placements, ne devra être fait sans l'autorisation écrite de l'Ordinaire. En la demandant, on aura soin de préciser la nature des titres ou des biens à acquérir.

425. — Lorsque les curés ou les vicaires prêtent eux-mêmes à la paroisse ou à une œuvre paroissiale, ils doivent faire authentifier le prêt par la signature du vicaire général.

426. — Les curés n'établiront pas à leur nom les actes concernant les biens paroissiaux : tels que baux, contrats d'assurances, etc...

427. — Il est souhaitable que chaque paroisse ait un compte postal ou bancaire concernant les biens paroissiaux. Il devra être ouvert, non pas au nom personnel du curé, mais d'une façon générale à M. le

(1) Pour demander l'autorisation d'emprunter, on se servira d'un formulaire que l'on peut se procurer à l'Evêché.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Curé ou M. le Recteur de la paroisse de N... Ce compte sera exclusivement réservé à l'avoir paroissial.

428. — 1°) Les fonds et les titres appartenant à la paroisse, aux œuvres et aux écoles doivent être conservés dans des caisses, des comptes de dépôts bancaires ou postaux distincts de ceux du curé, des vicaires ou des gérants laïcs.

La destination des biens qui s'y trouvent doit être clairement indiquée.

2°) Les caisses et les relevés de comptes de dépôts doivent être vérifiés par les doyens au cours de la visite canonique.

429. — Les titres de propriété ou de location, les documents concernant les biens paroissiaux doivent être soigneusement conservés.

Comptes et budgets.

430. — 1°) Pour établir sa comptabilité avec la régularité désirable, le curé tient ou fait tenir par les gérants pour la paroisse, pour chaque œuvre, chaque école, chaque patronage, le cinéma, les colonies de vacances, un journal de caisse dans lequel sont inscrites fidèlement, par ordre de date, toutes les recettes et toutes les dépenses (cf. can. 1523, 5°).

2°) Toutes les pièces justificatives doivent être conservées cinq années : reçus, mémoires, factures, quittances...

3°) Ces journaux de caisse seront contrôlés par le curé-doyen chaque année dans le courant du premier trimestre.

431. — A la fin de chaque année civile, le curé et les gérants des différentes œuvres font la balance de

ces comptes, totalisant les recettes et les dépenses pour faire ressortir les résultats de l'exercice.

L'état des différentes caisses doit correspondre exactement aux données des écritures. Au cours de sa visite annuelle, le curé-doyen vérifiera cette correspondance.

432. — 1°) Chaque année, au cours de la dernière semaine de janvier, le curé réunit le Conseil paroissial, lui soumet les comptes de l'année écoulée, ceux de la paroisse, des diverses œuvres, des écoles, des patronages, du cinéma, des colonies de vacances, etc., lui présente les prévisions de l'année en cours et recueille ses observations.

Le curé fait présenter les différents comptes par leurs gérants.

2°) Les feuilles de comptes et budgets signées par le curé et les conseillers présents sont adressés au vicaire général, en double exemplaire, avant le 15 Février.

Les budgets et les comptes doivent être établis sur des formules prévues à cet effet.

433. — Avant d'engager des dépenses qui n'ont pas été prévues au budget et qui dépassent 1.000 N.F., le curé devra prendre l'avis de son Conseil paroissial et obtenir l'autorisation de l'Ordinaire.

Conseils paroissiaux.

434. — Le curé est assisté dans l'administration temporelle de sa paroisse par un Conseil paroissial qui comprend, outre le curé et un vicaire : a) cinq membres dans les paroisses de moins de 2.000 âmes, sept dans les paroisses qui comptent de 2.000 à 5.000

Archives diocésaines de Quimper et Léon

âmes, et neuf dans les paroisses dépassant ce chiffre de population, — b) et, dans chaque paroisse, un représentant des mouvements d'Action Catholique.

Le curé est toujours président de droit de ce Conseil. Le vicaire (s'il y en a plusieurs, le premier vicaire) en est membre de droit.

435. — 1°) Le représentant de l'Action Catholique est nommé pour trois ans par Nous sur la proposition du curé.

2°) Les autres conseillers paroissiaux sont nommés par Nous sur la proposition du curé, d'accord avec son Conseil.

Leur mandat est de six ans ; il est renouvelable jusqu'à leurs 70 ans ; à l'expiration de leur mandat, ils deviennent conseillers honoraires. Le renouvellement se fait partiellement tous les trois ans, par moitié et par rang d'ancienneté.

En cas de décès ou de démission d'un conseiller, il est pourvu dans le délai de deux mois à son remplacement pour le temps qui lui restait à courir.

Il est souhaitable que l'on choisisse les nouveaux membres parmi les hommes de moins de 40 ans.

436. — Le Conseil paroissial de l'église cathédrale est présidé par Nous. Il comprend : les vicaires généraux, le doyen du Chapitre, le curé-archiprêtre et quatre catholiques notables de la paroisse choisis par Nous et un représentant des mouvements d'Action Catholique.

437. — Les conseillers donnent leur avis au curé sur les affaires qu'il leur soumet. Ils lui prêtent leur concours et leur appui moral pour tout ce qui intéresse le temporel de la paroisse, mais n'encourent pour cela aucune responsabilité légale ou financière.

Ils ne peuvent s'immiscer dans aucune des questions relatives à l'organisation du culte ou à la direction spirituelle de la paroisse.

Le curé seul a qualité pour nommer et révoquer les employés de l'église et désigner les prédicateurs.

438. — Les conseillers paroissiaux se réunissent obligatoirement une fois par an, au cours de la dernière semaine de Janvier (cf. art. 432). Ils se réunissent, en outre, toutes les fois que le curé le juge opportun.

On consignera sur un registre spécial le procès-verbal de chaque séance. Ce registre des délibérations est également destiné à recevoir les procès-verbaux d'installation des nouveaux curés et des vicaires.

Fondations.

439. — Aucune fondation nouvelle ne pourra, sous peine de nullité, être acceptée sans que Nous ayons donné par écrit Notre consentement, après en avoir réglé les charges et toutes les conditions (can. 1545 et 1546).

Chaque fondation doit être consignée par écrit en deux exemplaires, dont l'un pour l'Evêché, l'autre pour la paroisse ou la personne morale qui en est chargée. Cette pièce sera conservée dans les archives (can. 1548).

440. — Les sommes ou la valeur des biens mobiliers donnés en dotation doivent être déposées en lieu sûr et au plus tôt placées dans l'intérêt de la fondation, selon les indications de l'Ordinaire.

Les valeurs affectés à une fondation doivent être gardées avec le plus grand soin, et porter une indication qui fasse connaître clairement la fondation qu'elles doivent assurer (can. 1547).

Archives diocésaines de Quimper et Léon

On ne peut ni les aliéner, ni en modifier le placement sans l'autorisation de l'Ordinaire.

441. — Dans chaque paroisse il doit y avoir un tableau des charges de fondations, précisant les obligations et les revenus qui y font face. Ce tableau doit être signé par l'Ordinaire et présenté à la visite canonique (can. 1549, §1).

En outre, il doit être tenu un registre spécial pour l'exécution des fondations. Au fur et à mesure qu'elles seront desservies, le curé notera les charges acquittées, les dates d'acquittement et les honoraires perçus. Ce registre sera présenté lors de la visite canonique (can. 1549, §2).

442. — Les volontés des fondateurs doivent être fidèlement observées. La justice exige que les messes ou les services soient célébrés et toutes les charges acquittées dans le temps, dans le lieu et de la manière qu'indique le titre de fondation ; si on en a été empêché, on satisfait à cette obligation au plus tôt et de la meilleure manière possible.

443. — Au 31 Décembre de chaque année, on est tenu d'envoyer à l'Evêché les honoraires des messes de fondation qui n'ont pu être célébrées. Ces honoraires ne doivent pas être assimilés à ceux des messes manuelles ; on n'a pas la liberté de les donner à d'autres confrères, même du diocèse, pour faire célébrer les messes ailleurs que dans l'église où la fondation est établie (can. 841).

444. — La réduction des charges qui grèvent les fondations pieuses est réservée au Saint-Siège, sauf disposition contraire de l'acte de fondation (can. 1551, § 1).

Par des dispositions du Code ou par indult, le Saint-Siège concède ce pouvoir, dans certains cas, à l'Ordinaire du lieu (can. 1517 et 1551, § 2 et 3).

445. — Etant donné l'instabilité de la monnaie, les fondations en faveur des bonnes œuvres ou des défunts seront acceptées seulement avec la clause qu'on pourra toujours proportionner les charges aux revenus qui en répondent.

446. — Les ecclésiastiques auxquels sont confiés des dons ou legs en faveur d'une cause pie doivent avertir l'Ordinaire et lui indiquer tous les biens meubles et immeubles donnés ou légués avec les charges qui y sont attachées (can. 1516, § 1).

Ils doivent se soumettre à ses décisions en ce qui concerne la conservation des biens et l'exécution de la volonté pieuse (can. 1516, § 2).

Honoraires de messes.

447. — Le taux de l'honoraire des messes manuelles est fixé par l'Ordinaire du lieu. Toute somme exigée en sus, sauf motif extrinsèque à la messe, devra être restituée.

448. — Les messes manuelles doivent être célébrées à la date expressément stipulée par celui qui a offert l'honoraire (can. 834, § 1).

Lorsqu'aucune date n'a été fixée, les messes demandées pour un motif urgent doivent être célébrées au plus tôt et en temps utile (ibid., § 2). Dans les autres cas, les messes doivent être acquittées dans un délai assez court, proportionnellement à leur nombre, soit : dans un délai d'un mois pour une seule messe, de six mois pour cent messes (can. 834 ; S. C. du Concile, 11 Mai 1904).

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Si le temps de la célébration est expressément laissé au gré du prêtre, il pourra célébrer les messes quand il lui plaira. Toutefois, il ne lui est pas permis d'accepter pour lui-même plus de messes qu'il n'en pourra célébrer dans l'espace d'un an (can. 835).

449. — Dans toutes les églises et chapelles fréquentées par les fidèles pour les offices du dimanche, il y aura un tronc « *Pour les messes* ». Les fidèles y déposeront leurs offrandes que le curé relèvera chaque mois pour faire célébrer des messes au plus tôt.

450. — 1°) Il est désirable que, dans un sentiment de charité, Nos prêtres réservent à leurs confrères du diocèse, de préférence à tous autres, les honoraires dont ils peuvent disposer. En tout cas, ils ne peuvent en donner qu'à un prêtre qu'ils savent, par eux-mêmes ou par le témoignage de son Ordinaire, parfaitement digne de leur confiance (can. 838).

2°) Les prêtres qui transmettent des messes à des confrères en demeurent personnellement responsables jusqu'au moment où ils reçoivent l'attestation que ces messes sont acceptées et les honoraires reçus (can. 839).

451. — Les messes manuelles qui ne pouraient être célébrées dans le courant d'une année à partir du jour de leur réception doivent être transmises à l'Evêché (can. 841).

452. — Quant aux messes demandées dans les sanctuaires ou chapelles de dévotion avec la condition d'y être desservies (la condition est suffisamment indiquée par le versement d'un honoraire majoré) on doit pareillement, si on ne peut les y célébrer dans les délais ordinaires, les transmettre à l'Evêché qui

en assurera la célébration en vertu de l'Indult de la S. C. du Concile dont il est pourvu.

453. — En aucun cas, personne, ni prêtre, ni laïque, ne peut transmettre directement des honoraires de messes aux prêtres établis en Orient. Ces intentions doivent être confiées à la S. C. de l'Eglise orientale (S. C. du Concile, 18 Mars 1908).

Messes « Pro populo ».

454. — 1°) Tous les curés ont l'obligation grave, et de justice, d'offrir le Saint Sacrifice de la messe pour leurs paroissiens, dans les conditions et aux jours indiqués par le Code (can. 466 et 339).

Ces jours sont : *a*) les dimanches ; *b*) les fêtes de précepte : par cette expression, le Code entend désigner, outre les fêtes chômées dans chaque pays, toutes celles qui étaient obligatoires autrefois, et dont l'*Ordo* reproduit chaque année la liste complète d'après le décret du 28 Décembre 1919 de la S. C. du Concile (1).

2°) Une seule messe est obligatoire, même au jour de Noël ou les dimanches qui coïncident avec une fête de précepte (can. 339, § 2) ; — et aussi pour le curé qui est à la tête de plusieurs paroisses ou qui administre une autre paroisse en plus de la sienne (can. 466, § 2).

Néanmoins, si les patrons des paroisses sont différents, le curé doit dire la messe pro populo le jour de la fête de chacun d'eux.

455. — Le curé doit s'acquitter personnellement de cette obligation, sans qu'il lui soit loisible de se faire remplacer s'il peut lui-même y satisfaire.

(1) Un indult de la même Congrégation dont les clauses sont indiquées dans l'*Ordo*, limite à certains de ces jours l'obligation de célébrer sans intention particulière et sans honoraire.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

S'il se présente un empêchement légitime : la maladie, l'infirmité, etc..., il doit faire célébrer la messe par un autre prêtre.

456. — La messe pro populo doit être célébrée au jour fixé et dans l'église paroissiale à moins que les circonstances n'exigent ou ne conseillent un autre lieu (can. 466, § 4). S'il n'était pas possible de célébrer au jour fixé, le curé devrait satisfaire à son obligation au plus tôt par lui-même ou par un autre (can. 339, § 4).

Si le curé est absent pour une raison légitime, il peut, à son choix, célébrer la messe là où il se trouve ou la faire célébrer dans sa paroisse par le prêtre qui le remplace (can. 466, § 5).

Enfin, s'il n'a pas satisfait à l'obligation de la messe pro populo, il doit y suppléer au plus tôt par autant de messes qu'il en a omises (can. 339, § 6).

Casuel.

457. — Le casuel dû à l'église, à ses ministres et au diocèse à l'occasion de l'exercice de certaines fonctions ne peut être perçu que d'après un tarif paroissial aprouvé par l'Ordinaire.

Il est interdit de rien changer dans ce tarif sans une permission expresse de l'Ordinaire.

Il est interdit également de rien exiger au delà de la taxe approuvée, sous peine d'avoir à restituer la partie excédant cette taxe (can. 463, § 2).

Un tableau des tarifs en usage, signé par l'Ordinaire, doit être affiché à la sacristie.

En réclamant les droits du casuel, le prêtre évitera tout ce qui pourrait le faire paraître intéressé.

Il ne sera rien demandé aux indigents.

458. — Le casuel sera réparti à raison de : 32 % à la paroisse, 40 % au clergé paroissial, 28 % au diocèse.

La part revenant au clergé se divise comme suit :

— dans les paroisses à un vicaire : 70 % au curé, 30 % au vicaire ;

— dans les paroisses à deux vicaires : 60 % au curé, 40 % aux vicaires ;

— dans les paroisses à trois vicaires : 50 % au curé, 50 % aux vicaires.

459. — 1°) Le taux des prières prônales est précisé dans le tableau des tarifs. Le bénéfice en revient au curé, à moins d'usage contraire.

2°) Les anciens curés décédés dans la paroisse sont inscrits de droit sur la prière prônale pendant trente ans, et les vicaires pendant quinze ans, sans aucune rétribution pour le titulaire actuel.

460. — Une taxe au profit du curé sera perçue à l'occasion de la publication des bans de mariage, et au profit de la paroisse à l'occasion de la délivrance d'une copie ou d'un extrait des registres paroissiaux.

Une autre taxe sera perçue au profit de la paroisse et du Secrétariat de l'Evêché à l'occasion de l'établissement et de l'expédition des dossiers de mariage.

Le montant de ces taxes sera déterminé par Nous (cf. *Ordo*, Avis divers, § II).

461. — Les oblations volontaires à l'occasion de certaines cérémonies (quêtes aux messes de mariage, cierges de première communion, offrandes de processions, etc.) appartiennent à l'église, au curé ou au clergé paroissial, suivant l'usage établi dans chaque paroisse.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Troncs.

462. — Le curé visitera fréquemment les troncs disposés dans son église. Il affectera fidèlement les offrandes recueillies à l'œuvre dont le nom se trouve inscrit sur le tronc.

Chaque église doit obligatoirement avoir un tronc en faveur de l'Association diocésaine. Les offrandes reçues sont versées au Secrétariat de l'Evêché avec les autres recettes, à la fin de chaque trimestre.

Quêtes.

463. — Toutes les quêtes prescrites par Nous sont obligatoires dans toutes les paroisses et dans les chapelles où le public est admis aux offices.

Elles seront annoncées le dimanche précédent et faites aux jours indiqués, autant que possible par un membre du clergé.

464. — Les quêtes pour le Grand Séminaire pourront être faites en nature, là où un tel usage a été établi.

465. — Là où la quête prescrite est faite à part et en supplément des quêtes ordinaires, le produit doit être versé intégralement au Secrétariat de l'Evêché.

466. — Là où on ne fait qu'une seule quête pour les chaises, les besoins paroissiaux et l'intention recommandée par Nous : après déduction du droit de chaises, on retiendra un tiers du reste pour la paroisse, et le supplément sera versé au Secrétariat comme représentant le don des fidèles pour l'œuvre recommandée par Nous.

La retenue prévue pour la paroisse poura être au maximum d'un cinquième lorsque la quête prescrite sera faite pour le Grand Séminaire, le Centre Diocésain des Vocations, les Œuvres diocésaines et les Œuvres pontificales (Denier de Saint-Pierre, Propagation de la Foi, Sainte-Enfance, Terre Sainte, Afrique noire).

467. — Nous reconnaissons aux curés le droit de percevoir à leur profit le tiers des offrandes « données au Saint » et des quêtes faites dans la paroisse pour l'église.

Ce droit n'est cependant applicable ni au revenu des chaises, ni à la quête pour les trépassés, ni au produit des quêtes ou des troncs affectés à une œuvre déterminée.

468. — 1°) Nous réglons comme suit la répartition des oblations faites dans les sanctuaires (quêtes, troncs, offrandes, cierges) les jours de pardon, de rassemblement, de réunions où viennent beaucoup d'étrangers à la paroisse : après prélèvement du montant des frais de la journée, 1/4 reviendra à la paroisse, 1/4 au curé, 1/4 au Grand Séminaire, 1/4 à la Caisse d'Entr'aide.

Actuellement sont à considérer comme sanctuaires : Le Folgoët, Rumengol, N.-D. des Portes à Châteauneuf-du-Faou, Sainte-Anne-la-Palud, N.-D. de Kernitron en Lanmeur, N.-D. de Penhors en Pouldreuzic.

2°) Les oblations faites dans les autres chapelles seront réparties comme suit : 1/3 au curé, 2/3 à la paroisse.

469. — Nous maintenons, là où l'usage en existe, la quête, en argent ou en nature, pour le curé et les vicaires. Mais, pour aider les prêtres des paroisses

Archives diocésaines de Quimper et Léon

déshéritées, Nous demandons qu'un dixième du produit de ces quêtes soit versé à la Caisse d'Entr'aide.

470. — Le produit des quêtes et troncs pour les trépassés peut être utilisé pour faire chanter des services classés ou pour des petits services et messes, à raison d'une messe pour six services (cf. art. 472).

Quêtes à domicile.

471. — 1°) Pour prévenir les abus, Nous déclarons qu'en dehors des quêtes régulièrement ordonnées, toute personne sollicitant des aumônes en faveur d'une œuvre quelconque devra être munie d'une autorisation revêtue de Notre signature et ne datant pas de plus d'un an. Avant de commencer la quête, elle devra présenter cette autorisation au curé de la paroisse (can. 1503).

Les religieux Franciscains et Capucins appartenant à une maison établie dans le diocèse ne sont pas atteints par cette prescription (can. 621, § 1 ; cf. art. 110).

2°) Aucune collecte ne doit jamais être faite par un clerc d'Orient sans autorisation de la S. C. pour l'Eglise Orientale (Instruction du 7 Janvier 1930).

Petits services.

472. — 1°) Nous limitons à cinq le nombre des petits services (1) qu'un prêtre est autorisé à réciter dans sa journée, le dimanche exclus.

2°) Les sommes reçues dans une paroisse pour un plus grand nombre de petits services, soit directement, soit par le tronc des trépassés, devront être transmises à l'Evêché qui les enverra aux paroisses dépourvues de petits services.

(1) Le petit service pour lequel les fidèles versent une obole consiste en un nocturne ou une grande heure de l'office des défunts psalmodié au chœur par un prêtre portant un surplis et une étole.

473. — Nous autorisons dans chaque paroisse la transformation en un service solennel (1) auquel assistera tout le clergé paroissial des 2/3 des petits services qu'il est permis de réciter pendant une semaine d'après la règle ci-dessus.

Employés de l'église.

474. — Le prêtre qui utilise des employés pour le service de l'église, du presbytère, des écoles, des œuvres, doit veiller à leur bien-être matériel. Il s'efforcera de leur assurer un salaire honnête, compte tenu de leur condition et des circonstances de leur travail. En particulier, il respectera les exigences de la Sécucité Sociale, des allocations familiales et des assurances contre les accidents. Il y a là une obligation de justice pour sauvegarder les droits présents et futurs des employés.

Assurances.

475. — Le curé veillera à ce que tous les biens paroissiaux immobiliers et mobiliers d'église, de sacristie, de presbytère, d'écoles, de salles, de patronages, de colonies de vacances, etc..., soient assurés dans de bonnes conditions.

(1) Ce service comprendra toujours une messe chantée, accompagnée du chant d'un nocturne de l'office des défunts et de l'absoute. Si la messe célébrée n'est pas celle des défunts, on pourra simplement psalmodier les chants du propre (Introït...), mais on sera tenu de chanter le reste exactement comme pour une grand'messe.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Commission d'Art Sacré.

476. — Une Commission d'Art Sacré est chargée de guider les curés et leurs coopérateurs pour la construction, l'aménagement, l'ornementation des immeubles paroissiaux, l'acquisition de mobilier ayant un caractère décoratif, qu'il s'agisse d'église, de chapelle, d'école, de salles (cf. annexe XI).

Elle peut utilement renseigner au moment du choix des collaborateurs à engager.

On doit lui présenter les projets dès leur départ et au point d'arrivée avant commande du travail.

Le Secrétariat de la Commission est à l'Evêché ; ses réunions sont annoncées dans la *Semaine Religieuse*.

II. LES EGLISES ET LES CHAPELLES

Construction et réparations.

477. — Tout projet de construction, d'agrandissement, de restauration, d'aménagement d'église, de chapelle, de lieu de culte, devra être soumis à l'Ordinaire et à la Commission d'Art Sacré ; leur approbation est nécessaire avant tout commencement d'exécution (cf. can. 1162).

478. — 1°) Les réparations à faire aux églises, aux chapelles et à leurs dépendances, qui appartiennent légalement aux communes, incombent normalement à leurs propriétaires. Les paroisses ne peuvent y participer qu'avec l'agrément de l'Ordinaire et dans la mesure fixée par lui.

2°) S'il s'agit de monuments, d'objets classés ou inscrits, on se rappellera qu'aucun travail de restauration, d'embellissement ou de réparation ne peut être

entrepris en dehors de l'approbation et de la surveillance des services des Beaux-Arts.

479. — Il est du devoir du curé de veiller attentivement à l'entretien des édifices du culte (églises, chapelles, sacristies et dépendances) ; de se rendre compte particulièrement de l'état des toitures, chéneaux, gouttières, verrières, revêtements extérieurs, fermetures, etc. ; de faire en temps voulu les réparations ou de signaler aux autorités compétentes les réparations reconnues nécessaires, surtout lorsqu'il y a danger pour la sécurité des personnes.

Mesures de sécurité.

480. — La prudence fait un devoir aux curés d'entourer les églises, les chapelles et les sacristies de toutes les mesures de protection et de sécurité nécessaires pour les mettre à l'abri soit des accidents causés par la foudre, les tempêtes ou les incendies, soit des dégradations commises par la malveillance.

A cet effet, ils veilleront au parfait entretien des paratonnerres, à la solide fermeture des portes, à la protection des fenêtres par des barreaux de fer ou un treillis de fils de fer, surtout dans les églises isolées.

Ils feront soigneusement fermer l'église, les chapelles et les sacristies, selon les indications de la prudence. Une clef sera gardée au presbytère.

Ils ne négligeront pas de se garantir, par des contrats appropriés, contre les risques qu'ils peuvent courir à titre d'occupants.

481. — Ils prendront surtout les mesures nécessaires pour prévenir tout attentat sacrilège contre les tabernacles dans lesquels est gardée la Sainte Réserve. Ces tabernacles seront solidement fixés aux autels,

Archives diocésaines de Quimper et Léon

munis d'une serrure en bon état et solidement fermés. Il serait même désirable que, partout où cette disposition peut être réalisée, l'on adaptât à l'intérieur du tabernacle un coffre-fort, avec serrure de sûreté.

La clef du tabernacle doit être gardée dans un local fermé à clef.

482. — Ils veilleront enfin à ce qu'en visitant l'église on ne puisse facilement dérober des menus objets : statuettes, reliquaires, objets d'art, etc... Pour cela, ils les feront fixer solidement.

Police des églises.

483. — Le curé seul a le droit de régler, en se conformant aux lois de l'Eglise et aux ordonnances diocésaines, tout ce qui regarde l'exercice du culte dans l'intérieur de son église.

Seul il a le droit d'y prendre la parole, de déterminer l'heure des offices, d'ordonner les cérémonies religieuses, de fixer la place des bancs et des chaises.

484. — Nous recommandons aux curés d'exercer le droit de police que le Droit Canonique leur confère et que la loi civile leur reconnaît avec beaucoup de prudence, d'impartialité, de calme et de douceur.

Si quelque désordre grave venait à se produire dans l'église, le curé devrait aussitôt Nous en informer et signaler en même temps ces désordres à l'autorité locale. Il ne prendra l'initiative d'aucune poursuite judiciaire sans Notre autorisation écrite (can. 1526).

Chapelles publiques et semi-publiques.

485. — Aucune chapelle ne pourra être abandonnée ou désaffectée sans Notre permission.

486. — Si une chapelle publique appartient à des particuliers, les ressources qui en proviennent seront affectées exclusivement à l'entretien de l'édifice et aux frais du culte.

487. — Les patronages ou colonies de vacances qui viennent séjourner dans nos paroisses ne pourront établir d'oratoire pour y célébrer la messe qu'avec Notre autorisation écrite. Celle-ci ne sera donnée qu'après examen d'un rapport présenté par le curé de la paroisse, sur la situation de l'oratoire, son affectation exclusive au culte et sa conformité aux règles liturgiques.

Oratoires privés ou domestiques.

488. — 1°) Le privilège d'un oratoire privé ne peut être concédé que par Indult apostolique en faveur d'une famille ou de personnes déterminées. L'Indult demeurera affiché dans l'oratoire.

2°) Avant qu'il ne soit permis d'en user, Nous Nous assurerons, par le rapport du curé, que le local est décent et soustrait à tout usage profane, que le mobilier de l'autel est complet, que les ornements sacerdotaux, les linges et les vases sacrés sont conformes aux prescriptions liturgiques.

489. — On devra s'en tenir strictement aux termes de la concession, soit pour les messes et cérémonies concédées, soit pour les assistants qui sont admis à en bénéficier.

D'après la teneur ordinaire des Indults, on ne peut y dire chaque jour qu'une seule messe basse, et toujours en présence de l'une des personnes titulaires de l'Indult. Cette unique messe n'est pas autorisée aux jours de fête les plus solennelles : Noël, Epi-

Archives diocésaines de Quimper et Léon

phanie, Pâques, Ascension, Pentecôte, Saint-Joseph, Assomption, Immaculée Conception, Ss. Pierre et Paul, Toussaint (1).

Cependant Nous pourrions, dans un cas particulier et pour des raisons autres que celles qui sont visées dans l'Indult, permettre la messe à ces jours de fête solennelle (can. 1195, § 2).

490. — Aucun prêtre étranger n'y sera admis à célébrer la messe, s'il n'est muni d'un « celebret » ou autorisé par le curé.

491. — On n'y établira pas de confessionnal sans Notre autorisation.

Pour conserver la Sainte Réserve, il faudrait un Indult spécial du Saint-Siège, et la messe devrait y être dite tous les huit jours.

492. — Les oratoires domestiques sont soumis à l'inspection et à la surveillance du curé de la paroisse. Celui-ci fera acquitter chaque année le droit d'usage dû à l'Evêché, faute de quoi l'autorisation cessera par le fait même.

Mobilier sacré.

493. — Chaque église doit être pourvue de tous les objets nécessaires au culte divin : meubles, ornements, vases et linges sacrés.

Tous ces objets seront conformes aux prescriptions liturgiques.

494. — Il est interdit, sous peine de nullité, d'aliéner, sans autorisation de l'Ordinaire, aucun objet appartenant aux églises, même détérioré et hors d'usage.

(1) S. C. des Sacrements, Instruction du 1er Octobre 1949.

Il est, à plus forte raison, expressément défendu de vendre, d'échanger, de céder à titre gratuit, même à d'autres paroisses, sans les autorisations et formalités prescrites, les objets d'art ou antiques qui sont dans les églises, chapelles, sacristies et lieux qui en dépendent (can. 1530 et ss.).

Statues et bannières.

495. — 1°) L'autorisation de l'Ordinaire est nécessaire pour mettre une nouvelle statue dans une église, une chapelle publique ou semi-publique, pour utiliser une nouvelle bannière.

2°) Avant d'acheter ou de recevoir une nouvelle statue, une nouvelle bannière pour une église ou une chapelle, le curé ou le responsable devra en présenter un dessin ou une photo à l'Ordinaire et à la Commission d'Art Sacré.

Baptistère.

496. — Le baptistère devra être tenu en état de grande propreté convenant au respect dû au sacrement de baptême.

Sous aucun prétexte, il ne devra servir de dépôt à divers objets.

La cuve baptismale devra être en bon état et munie d'un couvercle fermant à clef.

Sonneries des cloches.

497. — L'usage des cloches doit être réservé aux cérémonies religieuses.

Les curés ne permettront pas que ces sonneries soient exécutées par un sonneur autre que celui qu'ils ont chargé de ce soin.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

498. — Ils veilleront à ce que les cloches ne soient employées pour des sonneries civiles que : *a*) dans les cas de péril commun, qui exigent un prompt secours; *b*) dans les cas où cet emploi est prescrit par les dispositions des lois et règlements, ou autorisé par les usages locaux (1)..

499. — Le maire peut avoir une clef du clocher, et même de la porte de l'église si l'entrée du clocher n'en est pas indépendante.

III. LES SACRISTIES

500. — Les sacristies doivent être tenues dans un état de propreté parfaite. L'ordre et le silence doivent y régner constamment.

On doit y trouver : un crucifix au-dessus du meuble où le prêtre revêt les ornements ; un confessionnal avec grille pour les infirmes ; une fontaine avec essuie-mains et une piscine établie conformément aux prescriptions liturgiques ; des armoires pour y renfermer et ranger avec ordre les ornements, les linges, les vases sacrés et les autres objets qui servent au culte ; des cartons indiquant le nom du titulaire de l'église, celui de l'Evêque et, à l'occasion, les oraisons impérées ; les registres réglementaires, à moins qu'il

(1) Loi du 9 Décembre 1905 et Décret du 16 Mars 1906 ; Règlement de 1885 intervenu entre Mgr Nouvel et le Préfet du Finistère :

Les sonneries de cloches sont autorisées : *a*) pour annoncer le passage officiel du Président de la République ; *b*) la veille et le jour des fêtes nationales ; *c*) lorsqu'il est nécessaire de réunir les habitants pour prévenir ou arrêter quelque accident de nature à exiger leur concours, comme le cas d'incendie, d'inondation, d'invasion de l'ennemi, d'émeute et dans tout autre cas de nécessité publique ; *d*) pour annoncer l'ouverture des séances du Conseil municipal ; *e*) pour annoncer l'heure normale de la fermeture des cabarets ; *f*) pour annoncer l'heure de l'ouverture et celle de la fermeture du scrutin les jours d'élection, et pour annoncer l'installation de la municipalité.

Dans la mesure où les sonneries ainsi autorisées sont passées en usage dans telle ou telle localité, on continuera de les permettre.

n'y ait des motifs de les conserver au presbytère ; le tableau des bénédictions du Saint-Sacreemnt concédées par permission particulière ; le tableau des tarifs signé par l'Ordinaire.

501. — Les transformations à faire aux sacristies sont à soumettre à l'Ordinaire et à la Commission d'Art Sacré, au même titre que celles à faire aux églises et chapelles.

IV. LES CIMETIÈRES ET LES PLACITRES

Les cimetières.

502. — 1°) D'après les prescriptions de l'Eglise, tout cimetière doit être bénit, soit par l'Evêque, soit par un prêtre délégué par lui (can. 1205, § 1), et une croix doit être érigée en son milieu.

On bénira donc solennellement tout nouveau cimetière, s'il remplit les conditions canoniques et si la cérémonie est acceptée par la municipalité.

2°) Si un cimetière n'a pas été bénit, ou si, après l'avoir été, il vient à être pollué, il y a obligation pour le prêtre de bénir chaque fosse avant que le cercueil y soit descendu.

503. — Les curés veilleront à l'entretien des tombes des prêtres qui ont exercé leur ministère dans la paroisse et qui sont inhumés dans le cimetière. Les frais d'entretien seront assumés par la caisse paroissiale.

Les placitres.

504. — Les enclos d'église et de chapelle sont à considérer comme des dépendances des lieux de culte, et la loi de Séparation prévoit qu'ils doivent demeurer

Archives diocésaines de Quimper et Léon

à l'usage du clergé et des fidèles, même quand ils ne servent pas de cimetière.

Toutes les fois qu'il sera question de les modifier, on devra en avertir l'Ordinaire avant tout commencement de transformation.

V. LES PRESBYTÈRES

Utilisation.

505. — Les presbytères, leurs jardins et leurs dépendances sont affectés exclusivement à l'usage du clergé paroissial

Aucune location ou concession de droit d'usage de terrain ou de bâtiment dépendant du presbytère ne doit se faire sans l'autorisation écrite de l'Ordinaire.

Impôts.

506. — Si le paiement des contributions foncières incombe au clergé, la paroisse en prend la charge.

La paroisse paie également les deux tiers de la contribution mobilière, l'autre tiers est à la charge du curé.

Réparations, entretien, assurances.

507. — Les réparations et l'assurance des immeubles et du mobilier paroissial sont à la charge de la paroisse, sauf obligations de la commune. Le curé assure à ses frais son propre mobilier.

508. — Le curé doit entretenir le presbytère et ses dépendances ou les faire entretenir par le propriétaire selon le cas, comme un bon père de famille.

Il ne faut pas différer de faire les réparations ou de prendre les mesures d'entretien qui s'imposent.

509. — Les aménagements, les transformations requièrent l'accord écrit de l'Ordinaire.

Location.

510. — La location des presbytères dont les communes, les bureaux de bienfaisance ou les hospices sont propriétaires, ne pourra se faire qu'avec Notre approbation et suivant les conditions acceptées par Nous. Elle est à la charge non du curé, mais de la paroisse.

Autant que possible la location sera faite au nom de l'Association diocésaine.

Mobilier.

511. — Dans chaque presbytère on doit constituer, aux frais de la caisse paroissiale, un fond de mobilier pouvant passer d'un curé à son successeur et comprenant les meubles les plus indispensables : *a*) fourneau, table et ustensiles de cuisine ; *b*) table, chaises et buffet de salle à manger ; *c*) mobilier sommaire d'une ou deux chambres : lit, bois de bibliothèque, table, chaises, literie.

VI. LES ECOLES

512. — Les écoles paroissiales dépendent du curé. Chaque année au début du mois d'Août, elles lui présenteront des comptes. Si son concours financier est demandé, il le donnera après examen des comptes, s'il y a lieu.

Une copie des comptes, approuvés par le curé, sera envoyée à la Direction de l'Enseignement (cf. art. 410, 1°).

Aucune acquisition, construction, transformation ne doit être faite sans son consentement.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

513. — 1°) Aucune école ne sera construite, agrandie, transformée, sans que les plans et devis aient été soumis à la Direction de l'Enseignement et approuvés par elle, après avis de la Commission diocésaine d'Art sacré.

2°) Il est en outre rappelé qu'en ce qui concerne les dépenses à engager, les emprunts à contracter, le curé ou le responsable doit se munir des autorisations qui sont requises, suivant le Code, pour toute entreprise paroissiale (cc. 1530 et ss. ; cf. art. 423, 425).)

514. — Le curé s'efforcera de constituer des associations de parents d'élèves et des sociétés d'éducation populaire, qui aideront les écoles au point de vue matériel (cf. art. 400).

VII. LES COLLÈGES

515. — Les établissements scolaires dirigés par les membres du clergé séculier qui ne dépendent pas d'une paroisse (établissements secondaires et techniques) doivent se conformer à l'article 513 ci-dessus.

516. — Aucune acquisition ou aliénation d'immeuble ne doit être faite sans l'autorisation de l'Ordinaire.

517. — Ils présenteront leurs comptes au Directeur diocésain de l'Enseignement chaque année à la fin de Septembre. L'année d'exercice pour les comptes ira du 1er Septembre au 31 Août.

518. — Ils doivent participer aux dépenses d'ensemble du diocèse en versant chaque année 3 % de leurs recettes de pension et de scolarité, déduction faite des traitements versés aux professeurs ecclésiastiques et laïcs.

VIII. LES ŒUVRES

519. — Dans chaque paroisse les œuvres confiées à des vicaires ou à des laïcs restent sous la dépendance, l'autorité et la responsabilité du curé tant au point de vue spirituel que matériel (cf. art. 98).

520. — 1°) Tous les ans, au début de Janvier, chacune des œuvres paroissiales établit le compte de l'année écoulée et le fait approuver par le curé et son Conseil paroissial. Ce compte, présenté sur des imprimés spéciaux, est envoyé à l'Evêché avant le 15 Février.

Les comptes des œuvres sont présentés par leurs gérants au Conseil paroissial, chaque année dans la dernière semaine de Janvier.

2°) Les cahiers de comptes de tous les groupements paroissiaux doivent être présentés au visiteur canonique au moment de sa visite.

521. — Aucune acquisition de terrain ou d'immeuble, aucune construction ou transformation de bâtiments, aucun emprunt et généralement aucune dépense extraordinaire ne peut être décidé, en vue d'une œuvre, sans l'avis de la Direction des Œuvres, l'autorisation écrite de l'administration diocésaine et l'observation des formalités prescrites par le droit canonique (can. 1530-1534). Dans tous les cas, ces opérations seront entreprises sous la direction et la responsabilité du curé de la paroisse.

522. — La vie de la paroisse requiert l'organisation des buts et des moyens. La paroisse, les œuvres et les écoles doivent s'entr'aider matériellement. C'est au curé, avec son Conseil paroissial et un représentant de chaque œuvre ou école intéressée, qu'il revient de

Archives diocésaines de Quimper et Léon

déterminer chaque année les dépenses qui seront engagées par la paroisse, les œuvres, les écoles, les moyens qui seront utilisés pour y faire face et les concours financiers que la paroisse, les œuvres, les écoles devront se procurer les unes aux autres.

CHAPITRE III. LE TEMPOREL DU DIOCÈSE

Conseil d'administration.

523. — Pour Nous aider dans l'administration temporelle du diocèse, il a été institué un Conseil d'administration, conformément au canon 1520, § 1.

Recettes diocésaines.

524. — Les recettes diocésaines seront versées à Notre Secrétariat dans la quinaine qui suivra la fin de chaque trimestre. Les archiprêtres et les doyens centraliseront les recettes de leurs doyennés et les feront parvenir au Secrétariat, en utilisant ses comptes bancaires ou son compte courant postal. En même temps que les fonds, ils expédieront les bordereaux de chaque paroisse.

525. — Les versements diocésains comprennent : les cotisations annuelles de tous les prêtres en exercice pour la Caisse d'Entr'aide et le Grand Séminaire ; les honoraires perçus pour des messes célébrées à une intention particulière les jours où le droit prévoit une messe pro populo (art. 454-456) ; les honoraires des messes de binage ; une part du droit de chaises ; une part des quêtes faites aux sanctuaires (art. 468) ; une redevance de 4 % sur les recettes de la paroisse ; une

part du casuel ; une part du Denier du Culte ; une part des quêtes personnelles (art. 469) ; des taxes ; le produit de diverses quêtes.

526. — Tout prêtre en exercice versera une cotisation pour la Caisse d'Entr'aide et pour le Grand Séminaire (1).

Droit de chaise ou de banc.

527. — Dans toutes les églises et chapelles du diocèse, il sera perçu un droit de chaise ou de banc près de tous les fidèles qui assistent à la messe le dimanche ou les jours de fête (les enfants en groupe sont exclus). Ce droit est fixé à 10 fr. (0,10 NF.) par assistant.

Quel que soit son mode de perception, il sera versé à l'Evêché 4 fr. par assistant (0,04 NF.).

Les versements seront faits tous les trimestres.

528. — Les sommes ainsi collectées seront affectées en partie à la Caisse d'Entr'aide, en partie à l'amortissement des dettes contractées pour la construction des églises, lieux de culte, presbytères.

Redevance.

529. — Chaque paroisse est tenue de verser, tous les trimestres, 4 % du montant de ses recettes. Le produit de cette contribution est affecté par moitié à l'Evêché et à la Caisse d'Entr'aide.

530. — Cette redevance de 4 % est à calculer : sur la part de la paroisse dans le casuel, soit 32 % ; — sur la part de la paroisse dans les quêtes, les troncs, les offrandes, les oblations établies pour les

(1) En 1960 respectivement 10 NF et 1 NF.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

besoins paroissiaux ou en l'honneur des Saints, à l'église ou dans les chapelles, soit 2/3 ; — sur la part de la paroisse dans la taxe des chaises, soit 6/10 habituellement ou le 1/5 là où la taxe est perçue à l'année ; — sur la part qui revient à la paroisse dans les recettes prévues par l'article 461.

Dans le total des recettes assujetties à cette contribution ne sont point compris : les revenus des fondations, les redevances des locataires de biens d'église, les intérêts des sommes placées, les dons extraordinaires faits à la paroisse.

Part du casuel.

531. — Pour permettre au diocèse de faire face à diverses dépenses (une partie des dépenses de la Caisse d'Entr'aide, certaines dépenses de la Direction de l'Enseignement, de la Direction des Œuvres, du Petit Séminaire, l'aide à diverses paroisses pour la réparation et la restauration de leurs immeubles), une part du casuel perçu pour les cérémonies dans les églises et chapelles du diocèse sera versée à l'Evêché. Cette part est actuellement de 28 %.

532. — Là où le casuel a été réduit parce que les fidèles pourvoient suffisamment aux besoins de la paroisse et du clergé par leur générosité aux quêtes, la somme à verser au titre du casuel pour les besoins diocésains est fixée forfaitairement.

Denier du culte.

533. — 1°) Dans toutes les paroisses, la quête du Denier du Culte sera faite avec soin pendant le Carême ou à une autre époque jugée plus favorable. Chacun s'efforcera de lui assurer la plus grande efficacité possible.

2°) Une partie sera versée à l'Evêché au profit de la Caisse d'Entr'aide.

Actuellement les paroisses doivent verser, dans la mesure où elles les ont collectés, 15 fr. (0,15 NF.) par habitant et un dixième du supplément.

Le surplus revient au curé s'il n'a pas de quête personnelle et s'il y en a une pour les vicaires.

Le surplus est partagé entre le curé et les vicaires dans les mêmes proportions que le casuel, s'il n'y a aucune quête personnelle.

Caisse d'Entr'aide pour les besoins personnels.

534. — Une Caisse d'Entr'aide diocésaine pourvoit aux besoins des prêtres retirés chez eux ou dans les maisons de repos, assure un complément de recettes aux confrères dont le poste ne fournit pas un minimum de ressources, defraye en partie (90 % ou 2/3 selon les cas) des dépenses causées par la maladie ou l'infirmité.

535. — Elle est alimentée par une cotisation de tous les prêtres en exercice, par une partie du droit de chaise, par une partie du casuel, par une partie des quêtes personnelles.

Chaque année, une commission composée du Conseil épiscopal, du Doyen du Chapitre, des archiprêtres, des chefs de zone et d'un représentant de l'enseignement, examine les comptes et prend les décisions concernant les recettes et les dépenses.

Caisse pour la construction d'églises, de lieux de culte, de presbytères.

536. — Une Caisse diocésaine aide les paroisses dans l'amortissement des emprunts contractés pour

Archives diocésaines de Quimper et Léon

la construction d'églises, de lieux de culte et de presbytères (1).

Elle se propose d'intervenir habituellement jusqu'à couvrir les 2/3 des emprunts en un espace de temps aussi court que possible.

Elle est alimentée par une partie du droit de chaises.

Caisse d'aide aux paroisses pauvres pour la restauration des églises, chapelles, presbytères.

537. — Pour faciliter la remise en état d'édifices cultuels arrivés à un certain degré de vétusté dans des paroisses démunies de ressources, une caisse est créée qui sera alimentée par une partie du casuel. Ses interventions seront limitées tant que le diocèse n'aura pas couvert la dépense occasionnée par le nouveau Petit Séminaire.

(1) Règles de fonctionnement dans les *Notes Diverses* n° 6 du 1er Juillet 1958.

LIVRE IV

L'OFFICIALITÉ DIOCÉSAINE

(Canons 1552-2194)

538. — Conformément au droit canonique (can. 1572-1578), Nous avons institué une Officialité diocésaine.

Elle comprend l'Official, le Tribunal collégial, le Notaire, le Défenseur du lien et le Promoteur de justice.

L'Official est chargé d'instruire et de juger en Notre nom, avec pouvoir ordinaire, les causes tant contentieuses que criminelles qui appartiennent à Notre juridiction.

Il est constitué un collège de juges synodaux ou pro-synodaux dans lequel Nous choisissons, le cas échéant, deux ou quatre pour constituer, sous la présidence de l'Official, le tribunal.

539. — L'Officialité diocésaine connaît de toutes les causes au contentieux et au criminel. C'est devant elle que devrait être citée, le cas échéant, toute personne ecclésiastique dont on croirait avoir à se plaindre (can. 120). Pour citer un ecclésiastique à comparaître devant les tribunaux séculiers, il faudrait avoir obtenu au préalable Notre autorisation.

Les clercs peuvent aussi soumettre à son jugement leurs contestations en matière temporelle, lorsqu'elles n'ont pu être résolues à l'amiable.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

540. — Les prêtres ne conseilleront le recours à l'Officialité diocésaine que pour des raisons sérieuses, et, s'il le faut, après s'être assurés auprès de l'Official de l'utilité du recours, spécialement en matière matrimoniale.

Les prêtres devront se montrer très consciencieux pour les certificats réclamés par l'Officialité.

PIÈCES ANNEXES

Archives diocésaines de Quimper et Léon

ANNEXE I

Règlement des Récollections Sacerdotales

ARTICLE 1er. — Tous les prêtres sont tenus de prendre part aux récollections sacerdotales. Cette obligation s'étend de la première à la dernière instruction, y compris le repas de midi.

ART. 2. — 1°) Au jour de la récollection, on supprimera les catéchismes, mariages, services et autres cérémonies qui peuvent être remises à une autre date. Les prêtres s'entendront afin d'assurer un service paroissial ou interparoissial pour les cas urgents ; dans les paroisses où il ne restera pas de prêtre, on indiquera le dimanche précédent le presbytère où il faudra s'adresser en cas de besoin.

Dans les écoles et collèges on fera vaquer les classes (qui devront être récupérées le jeudi) ; seuls les services essentiels de surveillance y seront assurés.

2°) Les prêtres retenus par le service paroissial ou interparoissial ou par la surveillance ne sont pas dispensés de récollection.

ART. 3. — Le choix du centre de récollection est libre. On aura soin de prévenir, au moins trois jours à l'avance, la maison où l'on se propose d'assister à la récollection, même si l'on y va d'une façon habituelle.

ART. 4. — La récollection est présidée par le curé-doyen, à son défaut par celui qui tient la première place dans l'ordre des préséances. Le président contrôle les présences, reçoit les excuses *écrites* des confrères absents

Archives diocésaines de Quimper et Léon

et fixe le prix du repas (auquel s'ajoute une contribution aux frais). Après chaque récollection, il adresse aussitôt un rapport à l'Evêché : relevé des présences, motifs donnés par les absents...

ART. 5. — Le silence et le recueillement doivent être gardés entre les exercices, et une lecture faite au repas sur les indications du prédicateur.

L'église ou la chapelle est fermée aux fidèles pendant les instructions.

ANNEXE II

Règlement des Conférences Ecclésiastiques

Organisation.

ARTICLE 1er. — Chaque doyenné ou collège forme un centre de Conférences Ecclésiastiques ; pour une meilleure organisation, l'Ordinaire pourra décider la répartition du clergé de certains doyennés en deux centres ou au contraire la réunion de plusieurs doyennés en un seul centre.

ART. 2. — Chaque Conférence a son président et son secrétaire.

Le *président* est de droit le curé-doyen ou le supérieur (en son absence, celui qui tient la première place dans l'ordre des préséances le remplace). Il ouvre et clôt la séance, dirige la discussion et veille à l'observation du règlement ; à la fin de chaque conférence, après avoir pris l'avis des membres présents, il fixe, dans les limites indiquées par le programme d'année, la date et le lieu de la réunion suivante.

Le *secrétaire*, désigné à la majorité relative des suffrages exprimés par vote secret (1), est élu pour un an (en cas d'absence, il est remplacé par le plus jeune prêtre présent). Il rédige le compte-rendu de chaque réunion, qu'il soumet obligatoirement à l'approbation du président (2) ; ce

(1) Ce vote a lieu à la dernière conférence de l'année de façon que le secrétaire désigné prenne ses fonctions dès le début de l'année suivante.

(2) Ce procès-verbal, rédigé sur feuilles 21×27 cm., comprend : liste des présents, motifs donnés par les absents, lignes générales de la discussion qui a suivi l'exposé du conférencier, éventuellement questions demeurées sans réponse, lieu et date de la conférence suivante avec les noms des conférenciers. — Prière d'adresser impersonnellement à M. le Secrétaire des Conférences, Evêché, Quimper.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

compte-rendu est adressé dans la semaine à l'Evêché, avec les travaux lus en séance ou remis par les membres de la réunion ; le secrétaire en garde copie pour en donner lecture à la conférence suivante.

ART. 3. — La *réunion* dure deux heures, sauf précisions contraires données dans le programme d'année. Elle s'ouvre et se termine par une prière, de préférence une Heure du Bréviaire. Après l'exposé du conférencier, un membre désigné à l'avance par le président (3) s'efforcera, séance tenante, de donner un avis motivé sur ce travail ; les autres membres seront ensuite appelés à exprimer leur appréciation.

Obligation.

ART. 4. — Tous les prêtres en fonction dans les paroisses, dans les aumôneries et dans l'enseignement secondaire et technique sont tenus d'assister aux Conférences Ecclésiastiques ; Nous faisons de cette assistance une obligation stricte. Au jour fixé pour la Conférence, on fera en sorte qu'il n'y ait ni offices, ni catéchismes, ni classes empêchant de participer à la réunion.

Celui qui ne pourrait se rendre à une réunion, devra prévenir le président du motif de son absence, qui sera fidèlement transcrit sur le rapport du secrétaire.

Programme.

ART. 5. — Les Conférences suivent exactement le programme publié chaque année. A moins d'une autorisation écrite de l'Ordinaire, il n'est permis ni de supprimer une réunion, ni de traiter en une seule séance les sujets indiqués pour deux.

ART. 6. — Les *conférenciers* sont désignés par le président au moins deux mois avant la conférence. Seuls sont dispensés de ce travail le président, le secrétaire et les

(3) Il serait souhaitable que ce prêtre soit désigné à la réunion précédente afin qu'il soit en mesure d'étudier le sujet.

prêtres âgés de plus de 60 ans. Le conférencier a le devoir, quelles que soient ses occupations, d'étudier avec soin le sujet donné et de rédiger entièrement son travail (4), qu'il remettra au secrétaire dès la fin de la séance.

Les réunions organisées pour l'aider à préparer sa conférence sont obligatoires.

ART. 7. — *Tous les prêtres*, à la seule exception du président, du secrétaire et du conférencier, sont tenus de remettre, dès l'ouverture de la séance, le travail qui leur est demandé dans le programme d'année (4).

ART. 8. — L'absence d'une réunion, pour quelque motif que ce soit, ne dispense pas du travail demandé : conférence, résumé, questionnaire, etc... Les prêtres absents adresseront le leur au secrétaire à la date de la conférence. Quant au conférencier empêché, il adressera à temps son texte au président, qui le fera lire à la conférence.

(4) Sur feuilles de format 21×27 cm. L'usage d'une machine à écrire est recommandé.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

ANNEXE III

Testament

Forme du testament.

Au point de vue de la forme, il y a deux sortes principales de testaments : le testament authentique ou public, rédigé et conservé par un notaire, et le testament olographe.

La seule condition de forme, prescrite à peine de nullité, pour un testament olographe, est d'être, en entier, écrit, daté et signé par le testateur.

Il a la même valeur que le testament public (ou notarié). Toutefois, comme il peut facilement se perdre ou être dérobé, il est prudent d'en faire deux exemplaires et d'en déposer un en lieu sûr.

En principe, le testament olographe doit être écrit sur une feuille de papier timbré. Néanmoins, un testament écrit sur papier libre est valable ; il est passible des droits de timbres à la charge des héritiers.

MODÈLE DE TESTAMENT OLOGRAPHE

J'institue M..., (prénoms, nom, profession, domicile) pour mon légataire universel, ou, à son défaut, M... (prénoms, nom).

Fait à....., le..... (en toutes lettres).

Un testament peut toujours être modifié ou remplacé par un autre qui annule les précédents, en ajoutant au modèle ci-dessus la formule suivante : « et je révoque tous les testaments antérieurs ».

Quotité disponible.

Si l'on n'a pas d'héritiers à réserve, on peut disposer librement de la totalité de ses biens.

Pour les prêtres, les seuls héritiers à réserve sont leurs ascendants. Si, au moment de leur décès, ils en ont encore dans les deux lignes, paternelle et maternelle, ils ne peuvent disposer que de la moitié de leurs biens ; s'ils n'en ont plus que dans une ligne ils peuvent disposer des trois quarts.

Exécuteur testamentaire.

En raison de leur ministère, les prêtres sont souvent dépositaires ou titulaires de sommes, de valeurs ou d'objets dont ils ne sont pas les véritables propriétaires ; ils peuvent aussi détenir des correspondances qui ne doivent pas tomber aux mains de leurs héritiers.

Il est donc prudent de leur part de nommer, en plus de leur légataire universel, si c'est un laïc, un exécuteur testamentaire qui soit prêtre et de lui donner les pouvoirs nécessaires à cet effet. On ajoutera donc au testament prévu ci-dessus une formule telle que celle-ci :

Je déclare nommer pour mon exécuteur testamentaire avec saisine (1), *avec les pouvoirs les plus étendus, M... (prénoms, nom, profession, domicile), ou, à son défaut, M... et à défaut de ce dernier, M...*

Je le dispense de toutes les formalités légales, non obligatoires. Je le charge spécialement et exclusivement de dépouiller tous mes papiers, livres, compte, correspondance, etc..., de détruire tout ce qui lui paraîtrait devoir être détruit, de remettre à qui de droit tous les documents, titres, valeurs, objets ou sommes d'argent dont je pour-

---

(1) Cette clause donne droit à l'exécuteur testamentaire d'entrer en possession immédiate de tout l'actif mobilier qui existe au moment du décès, au domicile du défunt, sans l'intervention du légataire universel.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

rais être détenteur ou débiteur, au jour de mon décès, soit pour le culte et les œuvres, soit pour des tiers, et de veiller à faire célébrer les messes que je pourrais n'avoir pas encore acquittées.

Fait à....., le..... (en toutes lettres).

Signature.

⁂

Pour prévenir toute difficulté et tout retard au moment du décès, il est utile, et souvent même indispensable, de remettre, *sous pli séparé*, soit entre les mains du légataire universel, soit entre les mains de l'exécuteur testamentaire, l'indication précise des dernières volontés (dispositions à prendre au moment du décès, lieu de la sépulture, etc...).

ANNEXE IV

Cérémonies et Prières pour l'installation des Curés

1°) Tout étant préparé pour la cérémonie (on ne doit pas se servir du dais), le curé nommé, en aube, revêtu de l'étole et de la chape de la couleur du jour, attend le clergé au presbytère ou se rend à la porte principale de l'église suivant l'usage établi.

2°) Le prêtre qui préside la cérémonie, en habit de chœur et en étole, précédé de la croix, des acolytes et du clergé, suivi des autorités locales et des conseillers paroissiaux, se rend processionnellement et en silence à l'endroit où il est attendu par le nouveau pasteur.

3°) L'installateur entonne alors le *Veni Creator* que le chœur continue, et la procession se met en marche ; l'installateur est à la droite de l'élu. Lorsqu'on est arrivé au pied de l'autel, le président de la cérémonie chante le verset *Emitte spiritum*, etc., et l'oraison *Deus qui corda*, etc.

Un prêtre est chargé de commenter les différents rites de l'installation à l'intention des fidèles.

4°) Après l'oraison, l'installateur s'assied sur un fauteuil placé du côté de l'Evangile, sans tourner le dos au tabernacle ; il se couvre et tient sur les genoux le livre des Evangiles ou le Missel fermé. Le nouveau curé, debout au bas des degrés de l'autel et tourné vers l'installateur, dit d'une voix intelligible (1) :

(1) Avec sa lettre de nomination, le curé reçoit de l'Evêché une formule de profession de foi (celle de Pie IV, complétée par ordre de Pie IX). Cette profession de foi se fait avant la prise de possession conformément à l'article 78. Au cours de la cérémonie de l'installation, on en reprend seulement le début et la fin.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Je, *N...* *(prénoms et nom)*, crois d'une foi ferme et professe, tant en général qu'en particulier, tous les articles contenus dans le Symbole de la Foi dont se sert la sainte Eglise Romaine.

(Puis, se mettant à genoux et tenant la main sur l'Evangéliaire, il continue :)

Je promets avec serment et fais vœu de conserver entièrement et inviolablement jusqu'au dernier soupir de ma vie, avec l'aide de Dieu, cette vraie foi de l'Eglise catholique, hors de laquelle on ne peut être sauvé, et dont je fais présentement profession sincèrement et sans aucune contrainte. Je promets aussi de la faire garder, professer et enseigner, autant que je le pourrai, par toutes les personnes qui dépendront de moi ou dont le soin me sera confié. Ainsi Dieu me soit en aide et les saints Evangiles.

Me, *N...*, a gred stard hag a anzav an artiklou a feiz, oll ha peb hini anezo, a zo e Kredo an Iliz santel Romen.

(Goudeze, daoulinet hag e zourn dehou war levr an Aviel, e kendalh evelhen :)

Me a bromet, a dou hag a ra le da zerhel penn da benn ha digailhar, beteg va huanad diweza, gand sikour Doue, ar feiz wirion-ze euz an Iliz katolik a zo ret beza enni evid beza salvet, hag a zisklerian aman gand lealded hag a galon vad. Prometi a ran ive lakaad d'he derhel, d'he anzav ha d'he helenn, kement ha ma hellin, ar re oll a vezo dindan va galloud pe a vezo fiziet ennon. Evid-se ra vezin sikouret gand Doue hag an Aviel santel.

5°) La profession de foi terminée, le nouveau curé, ayant à sa droite le prêtre qui l'installe, monte à l'autel, le baise, ouvre le tabernacle, touche respectueusement les vases sacrés (faisant une génuflexion avant et après), adore en silence quelques instants, referme le tabernacle, et va du côté de l'Epître, où il chante l'oraison du titulaire de l'église paroissiale.

6°) Ensuite le nouveau curé, précédé du thuriféraire portant l'encensoir et la navette, du porte-croix au milieu de deux choristes portant des chandeliers avec des cierges allumés, est conduit processionnellement : *a*) à la stalle qu'il doit occuper, où il s'assied un instant ; — *b*) à la porte de l'église, qu'il ouvre et qu'il ferme ; — *c*) au pied du clocher où il sonne quelques coups de cloche ; — *d*) aux fonts baptismaux, qu'il ouvre : il met de l'encens dans l'encensoir, le bénit et encense de trois coups les eaux baptismales, puis referme les fonts ; — *e*) au confessionnal, où il s'assied ; — *f*) en chaire, où il adresse quelques mots d'édification au peuple (2).

7°) Ensuite le nouveau curé revient au chœur, dépose la chape, prend le manipule et la chasuble et commence la messe.

8°) A la bénédiction du Saint-Sacrement, on ajoute le *Te Deum*, immédiatement avant le *Tantum ergo*.

---

(2) L'ordre indiqué n'est pas de rigueur. — Si le curé préférait faire l'homélie de la messe, il reviendrait au chœur sans avoir été conduit à la chaire ; le prêtre qui l'installe parlerait dans ce cas après la procession d'installation.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

ANNEXE V

Règlement
pour les Camps et Colonies de Vacances

Les curés veilleront à l'observation des prescriptions suivantes, établies par l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France et rendues obligatoires dans tous les diocèses. Elle s'adressent aux prêtres et aux séminaristes étrangers comme à ceux du diocèse.

Les curés qui auraient sur leur territoire une colonie de vacances en aviseront l'Evêché, en indiquant éventuellement le nom des prêtres qui l'accompagnent. A l'égard de ces derniers, ils observeront les articles 105 à 107 des Statuts.

⁂

ARTICLE 1er. — Le port du costume ecclésiastique est obligatoire pour tous les clercs, séculiers et réguliers. Cette règle ne comporte pas d'exceptions pendant le temps des colonies ou camps de vacances.

ART. 2. — Les colonies et camps mixtes sont interdits. Les promenades mixtes également.

Colonies, camps de filles.

ART. 3. — Les dirigeantes des colonies féminines veilleront à ce que soient respectées les lois de la décence, spécialement en ce qui concerne le costume de bain, le déshabillage (qui doit se faire à l'abri des regards), les bains de soleil. Pour le bain et les démonstrations publiques, la tenue obligatoire est celle que prescrivent la F.G.S.P.F. et le Rayon Sportif Féminin.

ART. 4. — Les colonies de filles doivent être dirigées par des cadres féminins.

Le prêtre aumônier y exercera seulement le ministère spirituel. Il ne devra pas loger dans le local de la colonie, à moins d'une permission spéciale *de l'Ordinaire du lieu*. Il évitera de circuler avec le groupe et prendra ses repas à part, sauf en des occasions exceptionnelles.

Célébration de la sainte Messe.

ART. 5. — En vertu du Canon 822, § 1, la Messe doit être célébrée « dans une église ou un oratoire consacré ou bénit » (sauf indult spécial).

Si l'on désirait célébrer la Messe en plein air au cours de la colonie, il faudrait demander une autorisation spéciale à *l'Ordinaire du lieu* qui ne peut l'accorder qu'exceptionnellement « *justa tantum ac rationabili de causa in aliquo extraordinario casu et per modum actus* » (Canon 822, § 4).

De même, si l'on désirait établir un oratoire semi-public dans un local, pendant le temps de la colonie, et y garder la sainte Réserve, il faudrait adresser une demande spéciale à l'Evêché.

Le dimanche, si l'on se trouve à proximité d'une paroisse sans prêtre, il convient d'y assurer le service religieux après entente avec le curé.

Pouvoirs de confesser et de prêcher.

ART. 6. — Les prêtres qui accompagnent une colonie ou un camp doivent demander, *par écrit* et *en temps voulu*, à l'Evêché, les pouvoirs de confesser et de prêcher.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Leur demande doit avoir reçu le visa de leur propre Ordinaire ou de leur Supérieur religieux (1).

Les pouvoirs ne seront accordés qu'aux aumôniers *qui se seront engagés par écrit à respecter le présent règlement*. La violation des prescriptions énoncées aux articles 1 et 4 du règlement risquerait d'entraîner, pour les prêtres, la suppression des pouvoirs de confesser.

---

(1) Cette demande doit être adressée *impersonnellement* à M. le Vicaire Général, Evêché, Quimper.
En aucun cas, les pouvoirs ne seront donnés par téléphone aux prêtres venus en colonie.

ANNEXE VI

Règlement diocésain concernant le recrutement religieux et missionnaire

I. — Visites aux familles.

Les curés sont responsables de leurs paroisses. Ils sont, en outre, qualifiés pour donner, sur une famille ou sur un enfant, les renseignements nécessaires. C'est pourquoi Nous demandons aux représentants des Congrégations ou Sociétés religieuses qui envisagent de visiter les familles dans un but de recrutement d'en parler d'abord au curé de la paroisse.

II. — Visites aux écoles et colonies de vacances.

1) *Règles concernant les Congrégations chargées d'écoles qui relèvent de la Direction diocésaine de l'Enseignement :*

a) Elles sont autorisées à faire des causeries dans toutes les écoles du diocèse ;

b) Chaque Congrégation ne pourra s'adresser à une même école plus d'une fois tous les deux ans.

c) Chaque école ne pourra recevoir plus de trois visites de ce genre dans le courant d'une même année scolaire.

2) *Règles concernant les autres Congrégations et Sociétés, missionnaires ou non.*

Pour être admis à faire des conférences ou à projeter des films dans les écoles ou dans les colonies de vacances, les intéressés devront être munis de Notre autorisation

Archives diocésaines de Quimper et Léon

écrite (1). Ils adresseront ensuite leur demande au directeur qui jugera des possibilités.

Pour les écoles paroissiales, le directeur n'accordera pas une telle autorisation sans avoir obtenu l'accord du curé.

Ces visites seront soumises aux conditions suivantes : *a*) elles ne pouront avoir lieu, dans les collèges et les écoles, qu'à partir du deuxième trimestre de l'année scolaire ; — *b*) elles ne pourront se renouveler plus d'une fois tous les trois ans, dans la même école ou colonie, pour une même Congrégation ou Société.

III. — Activités dans les paroisses.

Pour les prédications, conférences, expositions dans les paroisses (qui ont un but de recrutement), on devra également et dans tous les cas présenter au curé Notre autorisation. Le curé jugera ensuite lui-même s'il est opportun de donner suite.

Pour une même Congrégation ou Société, ces activités ne pourront être autorisées plus d'une fois tous les trois ans dans la même paroisse.

⁂

NOTE. — On a signalé qu'en certaines occasions (missions paroissiales, adorations, retraites, passages de « recruteurs »), après avoir entendu un exposé ou assisté à la projection d'un film, les enfants sont invités à inscrire sur un billet s'ils désirent répondre à l'appel qui vient de leur être adressé. Un premier contact est aussitôt établi avec ceux qui ont répondu affirmativement, et parfois avec leurs parents.

En des matières aussi délicates, une telle méthode est inacceptable et Nous demandons qu'elle ne soit pas utilisée.

---

(1) Cette autorisation peut être accordée pour une année ; elle doit être renouvelée en Décembre.

ANNEXE VII

Bénédiction et Consécration d'un enfant présenté à l'église après son baptême

Nous avons fixé ainsi qu'il suit l'ordre des cérémonies qui pourront être faites, à la demande des familles, quand le parrain ou le père de l'enfant n'aura pu être présent au baptême.

1°) L'enfant sera porté *aux fonts baptismaux*, et le prêtre, revêtu du surplis et de l'étole blanche, récitera conjointement avec le parrain et la marraine, le *Credo* et le *Pater noster ;*

2°) Ensuite, devant le maître-autel, le célébrant bénira l'enfant en se servant de la formule indiquée dans le Rituel Romain sous le titre : *Benedictio infantis*. Puis il posera un pan de son étole sur l'enfant et récitera sur lui le commencement de l'Evangile selon S. Jean ;

3°) Le parrain et la marraine porteront alors l'enfant à l'autel de la Sainte Vierge, où les parents liront le texte de la *Consécration d'un enfant à la Sainte Vierge* donné par le Rituel bilingue (supplément I, p. 156) ;

4°) La cérémonie se terminera par le chant du *Te Deum*.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

ANNEXE VIII

Formule de publication de Bans pour la réception des Ordres Sacrés

Nous informons les fidèles de la paroisse que Monseigneur l'Evêque a l'intention d'ordonner sous-diacre (ou diacre ou prêtre), N..., fils de N... et de N..., né à..... et domicilié dans cette paroisse.

Les personnes qui connaîtraient quelque empêchement sérieux à cette ordination doivent nous le faire connaître pour obéir aux prescriptions de l'Eglise et sous peine de faute grave.

Nous recommandons à vos prières ce séminariste de notre paroisse.

ANNEXE IX

Commission Diocésaine de Pastorale Liturgique

La *Commission diocésaine de Pastorale liturgique* a été établie en Janvier 1954 ; elle est régie par le règlement suivant :

ARTICLE 1er. — Nous instituons une commisison dont le but sera de promouvoir et d'orienter une pastorale liturgique en conformité avec les documents officiels et dans le respect des traditions légitimes du diocèse.

ART. 2. — Toutes les questions de musique et de chant sacrés sont aussi de sa compétence, y compris les sessions de formation technique.

ART. 3. — La Commission est présidée par un vicaire général, qui décide de son organisation intérieure et de ses activités.

ART. 4. — La Commission est constituée par les membres suivants :

— les membres de son bureau d'étude, nommés par Nous. Ils ont pour rôle d'étudier les questions qu'ils estiment opportunes ou qui leur sont soumises par le président ou les membres correspondants, de répondre aux demandes de renseignements et d'assurer la liaison avec les différents services diocésains ;

— les membres correspondants dans les doyennés ou dans les zones, nommés pour la durée de leur fonction actuelle par le président de la Commission sur proposition du curé-doyen. Leur rôle est, d'une part, dans le doyenné

Archives diocésaines de Quimper et Léon

d'aider au progrès de la pastorale liturgique, d'autre part, dans la Commission de proposer les questions à travailler et de participer à la mise au point des projets présentés par le bureau d'étude ;

— les membres libres, prêtres, religieux ou laïques, que le président ou le bureau désirent agréger temporairement à la Commission pour étudier une question ou pour toute autre raison.

ART. 5. — Devront être soumis à la Commission avant tout commencement d'exécution :

— les textes et les cantiques que l'on veut imprimer en vue de leur usage à l'église, même s'ils sont empruntés à des ouvrages munis de l'Imprimatur. Cette obligation s'étend aux textes polycopiés dans le même but à l'intention de plusieurs paroisses ou écoles ;

— les paroles et la musique d'un nouveau cantique (par exemple en l'honneur du patron de la paroisse...) ;

— les projets d'orgue ;

— tout projet d'achat d'un instrument électronique (Instruction de la S. C. des Rites du 3 Septembre 1958).

ART. 6. — Toute correspondance concernant la Commission sera adressée au Secrétariat de la Commission de Pastorale Liturgique à l'Evêché.

ANNEXE X

Texte breton proposé pour le prône du dimanche

En ano an Tad hag ar Mab hag ar Spered-Santel. Evelse bezet grêt.

Setu ni bodet aman, kristenien, evid mired devez santel ar zul, dre or pedennou ha dreist-oll dre Zakrifis santel an Overenn a givnigom ennan da Zoue Korv ha Gwad Jezuz-Krist dindan spesou ar bara hag ar gwin.

Kinnig a reom an Overenn
evid an Iliz santel, or Mamm,
evid on Tad santel ar Pab,
evid an Aotrou'n Eskob hag an oll veleien.
Pedi a reom evid or bro, evid oll dud ar barrez,
evid ma teuio ar beherien da zistrei ouz Doue, hag ar re a zo e stad a hras da genderhel war hent ar baradoz.
Pedi a reom evid goulenn digand Doue kement hon eus ezomm peb hini ahanom, ken evid ar horf, ken evid an ene,
evid ar re a ro ar bara benniget,
evid ar skoliou kristen,
evid ar re a ra katekiz d'ar vugale,
evid ar re o deus grêt vad d'an iliz-man (lenn aman ar profou).
Kinnig a raim ive sakrifiz an Overenn evid on tud êt da Anaon,
evid Anaon ar brezel,
evid ar re a zo lakaet servijou evito epad ar zizun-man (Lenn aman ar servijou hag anoiou ar re a zo da erbedi).

En oll intansionou-ze e lavarim eur Bater, *eun* Ave Maria *hag eun* De profundis (an oll a zav evid ar pedennou-man).

Archives diocésaines de Quimper et Léon

ANNEXE XI

Commission Diocésaine d'Art Sacré

La Commission diocésaine d'Art Sacré, instituée le 20 Mai 1949, est régie par les présents Statuts :

ARTICLE 1er. — Cette Commission est composée de membres ecclésiastiques et laïques. Elle peut s'adjoindre, à titre consultatif, d'une façon habituelle ou transitoire, les personnes qu'elle juge utiles.

ART. 2. — Cette Commission a pour objet :

A. — *a*) De renseigner et de conseiller les curés, supérieurs et aumôniers pour l'établissement des projets, plans et devis concernant la construction, la restauration ou la transformation des bâtiments : églises, presbytères, patronages, écoles, salles d'œuvre ou de catéchisme, etc...

A cette fin, les curés, supérieurs et aumôniers se mettront en rapport avec la Commission qui leur fournira la documentation nécessaire et leur indiquera les personnes qualifiées, architectes, artistes, susceptibles de les informer avec profit.

b) D'examiner ensuite les projets, plans et devis établis.

c) D'apprécier si, dans les projets qui lui sont présentés, tout est conforme aux prescriptions de la Liturgie, aux traditions de l'Art Sacré et aux règles du goût.

B. — D'étudier les projets et les devis concernant l'achat, le déplacement, la réparation d'objets mobiliers importants : autels, vitraux, fonts baptismaux, statues, vases sacrés, etc...

Le caractère d'offrande charitable faite à la paroisse ou à une œuvre ne dispense pas de l'examen préalable de la Commission.

C. — *a*) De développer le goût et la culture du clergé et des fidèles en matière d'art sacré.

b) De préserver, d'accroître et de mettre en valeur le patrimoine artistique du diocèse par des recherches et des interventions opportunes.

ART. 3. — La Commission guidera et éclairera ceux qui ont la garde des objets du culte, spécialement des objets de valeur artistique ou archéologique (vases sacrés, reliquaires, statues, ornements ou meubles anciens...), et qui doivent les entretenir et les conserver avec soin.

Aucun de ces objets ne sera vendu ou échangé par les curés sans l'avis favorable de la Commission et Notre approbation formelle.

ART. 4. — Toute communication et toute correspondance concernant la Commission sera adressée au Secrétariat de la Commission d'Art Sacré à l'Evêché.

Archives diocésaines de Quimper et Léon

TABLE ALPHABÉTIQUE

(Les chiffres indiquent les numéros des articles)

A

Abjuration, 162.

Absence : du curé 85 ; du vicaire 96

Absolution sous condition 238

Acquisitions : par des prêtres 52 ; par des paroisses 419, 426 ; par des écoles 513, 516; pour des œuvres 521; autorisations 419, 422

Actes : de baptême, etc... : cf. Baptême, etc... ; — de contrats, etc..., 426

Action Catholique 121-138 ; mandat de l'Evêque 121-124 ; directeur des Œuvres 123-124; curé-doyen 70, 74; curé 125-128 ; aumôniers 129-132 ; vicaires 24 ; vicaires cantonaux 95 ; responsabilité des laïcs 122, 128 ; comité paroissial 128 ; — générale 126, 133-134 ; spécialisée 126, 135-137 ; professionnelle 138 ; services 134.

— rapports avec : le conseil paroissial 434 - 435, 436 ; l'enseignement religieux 347; les groupements de piété 141 ; les missions 370, 372 ; les mouvements d'éducation 142 ; la pastorale d'ensemble 70 ; les patronages 146 ; le Secrétariat social 140 ; les vocations 376

Action sociale 139-140

Administration temporelle : du diocèse 523 ; de la paroisse 417 ss ; des écoles et œuvres 418, 420

Adoration perpétuelle 373-374; messe du soir 201 ; salut du S. Sacrement 317 ; communion pascale 222

Adultes : baptême 163, 365 ; confirmaiton, 188, 253, 365; eucharistie 365 ; enseignement religieux 355-365

Affaires temporelles : financières 49-52 ; politiques 47, 358 ; sociales 49 ; contentieuses et criminelles 538

Aliénation : de biens paroissiaux 423 ; d'objets d'église 494 ; de biens de fondations 440 ; de biens d'écoles 516.

Allocations familiales 474

Amicales d'anciens élèves 412

Archives 3, 89 ; 421 ; 439

Assistance des malades 241

Associations : association diocésaine 510, 462 ; — de parents d'élèves 391, 400, 514 ; — pieuses 141 ; — sacerdotales 6

Assurances : de biens paroissiaux 475, 480, 507 ; contre les accidents 58, 480 ; contrats 420 ; — assurances sociales 474

Attitudes des fidèles aux offices 196, 295, 306

Aumôniers : exemption 100 ; relations avec la direction 101 ; demande de pouvoirs pour les prêtres étrangers 101, 227, 356 ; registres 173, 184, 209, 215 ; funérailles 282-283, 114 ; cérémonies de la Semaine Sainte 304 ; pastorale d'ensemble 70 ; réception de leurs parents 25 ; préséance 59, 63

Archives diocésaines de Quimper et Léon

— *d'établissements scolaires :* établissements secondaires féminins 402; établissements d'Etat 354, 414
— *de maternités :* lieu du baptême 161 ; confirmation en danger de mort 182

Aumôniers d'action catholique 129-130 ; aumôniers diocésains 131 ; de secteur ou de zone 24, 132 ; pouvoirs des aumôniers détachés 224 ; préséances 61-62.
— *de patronage* 146

Autels 272, 314

Automobile 37, 58, 220

Autorités civiles 86, 498, 499

B

Bannières 495 ; 68, 75

Bans : pour le mariage 255 à 258 ; pour les Ordres 242

Baptême : ministre 158-160 (le diacre 104) ; en danger de mort 160, 165 ; demande de baptême 159, 161 ; temps et lieu 161, 168 ; sujet 162-164; catéchuménat 163, 365; rites 165-168, 295 ; refus des honneurs 168 ; parrains et marraines 169-172, 295
— *actes de baptême* 173-180 ; en danger de mort 174; annotations et rectifications 175-176 ; livret de famille 177 ; notifications 161, 178-179 ; extraits et certificats 179-180
— *baptistère* 167, 496

Baux 426

Beaux-Arts 478

Bénédictions: d'un enfant après son baptême, annexe VII ; — nuptiale 265 ; — de bannières, etc. 68, 75, 320 ; — du linge d'autel, etc. 68, 75 ; — des cimetières 502 ; — bénédictions du Saint-Sacrement 317-319, 75

Bibliothèque commune 16

Billet de confession 245

Binage (Messes de) 56, 198-200

Boissons 40

Bourses d'études 381

Brevet d'instruction religieuse 401, 406

Budgets et comptes 430-433, conservation 89

Bulletins paroissiaux, etc... 20

C

Caisses diocésaines : aide aux paroisses pauvres 537; construction de lieux de culte et de presbytères 536 ; entr' aide pour besoins personnels 526, 534-535

Carême 292 ; saluts 317

Carnet de messes 55

Carte individuelle de catholicité 177

Casuel 457-461 ; perception 37, 457 ; répartition 458, 531-532, 416.

Catéchèse et catéchisme : voir Enseignement religieux

Catéchistes 329, 342, 347-349

Catéchuménat 163, 365 ; mariage d'un catéchumène 163

Célébration collective des baptêmes 167 ; célébrations du dimanche soir 308

Censures 30, 46, 107, 55 ; pouvoir d'absoudre 229

Centre diocésain des Vocations 375 ss ; bourses d'études 381 ; journée des Vocations 377, 385 ; quête 466

Centres de culture religieuse 363

Cérémonies liturgiques 293-295 ; Semaine Sainte 304-305

Certificats et extraits : de baptême 179-180 ; de publication de bans pour le sous-diaconat 242, pour le mariage 251; billet de confession 245; taxes 460 ; — certificats de vacances pour les séminaristes 389; — certificats pour l'officialité 540

Chaises (droit de chaise ou de banc) 527-528 ; droit de chaise et quête prescrite 466 ; place des chaises 483

Chanoine pénitencier 223

Chanoines: cérémonies pontificales 66-67; pouvoirs extraordinaires 68, 229 ; confesseurs supplémentaires de religieuses 119 ; habit de chœur 69 ; préséance 59

Chant et musique sacrés : compétence de la Commission de Pastorale Liturgique 297, 303, annexe IX ; chant grégorien 298 ; chant populaire 299 ; polyphonie 300 ; chant des fidèles 301 ; chorales et solos 302, 33 ; orgue 303 ; — chant au catéchisme 345, 298

Chapelains 101-102

Chapelles : Saint-Sacrement 313 ; quêtes 463 ; entretien 486 ; désaffection 485. — Voir aussi Eglises, Oratoires
— *de dévotion et sanctuaires :* messes demandées 452 ; quêtes et offrandes 468

Chapitre 65-69 ; préséances 59

Chemins de Croix 68

Chorales 302, 33

Cimetières 502, 503

Cinéma 150-151 ; administration 418, 420, 430-432

Classes d'enterrement 285

Clé : de l'église et du clocher 480, 499 ; du tabernacle 481

Cliniques : voir Hôpitaux

Cloches : pour le baptême 168; sonneries 497-498 ; clé du clocher 499

Collèges : voir Enseignement libre

Colonies de vacances 152-153, annexe V ; vicaires 96 ; séminaristes 389-390 ; assurances 475 ; oratoire 487

Comité paroissial 128

Commerce 50

Commission d'Art Sacré : 476, annexe XI ; — statues, images, bannières 321, 495 ; églises et chapelles 477, sacristies 501 ; écoles 513

Commission de Pastorale Liturgique (et de chant sacré) 297, 303, annexe IX

Communautés religieuses : exemption curiale 100 ; aumôniers 100-101 ; funérailles 282, 114; Semaine Sainte 304 ; Sainte-Réserve 313 ; expositions et bénédictions du Saint-Sacrement 318

Communion : 202-222 ; pendant la messe 202 ; aux mariages 245; aux enterrements 202; donnée par le diacre 104 ; jeûne 203 ; formation des enfants 401
— *Première Communion* 204-209 ; en danger de mort 205 ; formation 336-337 ; réunion de parents 351 ; inscription 177, 209
— *Communion Solennelle* 210-215; conditions requises 210; confirmation 186; enseignement religieux 338-340 ; lieu 211 ; date 213 ; retraite 212-214 ; réunion de parents 351; inscription 177, 215
— *Communion pascale* 221-222
— *Communion des malades et viatique* 216-219, 205 ; jeûne 203 ; usage de l'automobile 220

Complies 308

Comptabilité : régularité 417 ; clarté 428 ; — de la paroisse, écoles et œuvres 420-421, 512, 520 ; des collèges 517
— *Comptes et budgets* 430-432

Compte bancaire ou postal 427

Conduite au cimetière 278

Conférences : ecclésiastiques 19, annexe II, 76 ; — pédagogiques 407 ; — dans les églises 357

Confession : pouvoirs 223-228; pouvoirs extraordinaires 229; horaire des confessions 231; confesseurs étrangers 236 ;
— *des enfants* 232 ; première communion 204, 206
— *des femmes* 235
— *des infirmes* 234

Archives diocésaines de Quimper et Léon

— *des missions,* adorations, retraites, pardons 229

— *des prêtres :* 226 ; direction de conscience 8 ; dispense d'irrégularités 230.

— *des religieuses :* juridiction 115 ; confesseurs ordinaires 116-117 ; confesseurs extraordinaires 118 ; confesseurs supplémentaires 119 ; pour la paix de la conscience 115; en cas de maladie grave 115; — direction 120

— *pour le mariage* 245

Confessionnal 233-235 ; dans un oratoire 491 ; dans les sacristies 234, 500

Confirmation 182-191 ; ministre 182-183 ; les enfants 186-188, 351 ; adultes 253, 365, 188 ; parrains et marraines 189-191, 295

— *actes de confirmation* 184-185 ; 177.

Conopée 314

Conseil paroissial 433-438 ; registre 79, 89 ; comptes de la paroisse, des œuvres et des écoles 432, 520, 522.

Conseil de zone : pastorale 35, 70 ; aumôniers d'A. C. 132

Constructions et aménagements : de biens paroissiaux 419 ; d'églises 477-479 ; caisse diocésaine 536 ; — d'écoles 513 ; pour les œuvres 521 ; — Commission d'Art Sacré 476

Contribution mobilière 506

Correction fraternelle 44-46

Costume ecclésiastique 38-39

Coutumes 88, 299

Croix (bénédiction des) 68, 75

Culte divin 293 ss ; — du Saint-Sacrement 311 ss ; — des Saints 320 ss

Cures thermales etc... 42

Curés et recteurs : sens du mot « curé » dans les articles des Statuts 21 note

— examens curiaux 18 ; profession de foi 78-79 ; prise de possession 79, 82 ; installation solennelle 83, annexe IV ; préséance 63 ; résidence, absences 85 ; présence au presbytère de parents 25, 29, de personnes de service 26-29, de personnes étrangères 30-34 ; — transfert à un autre poste 80 ; retraite du ministère 102 ; décès 81

— responsabilité pastorale 22-24 ; pastorale d'ensemble 35, 70 ; correction fraternelle 44-46 ; — relations avec le curé-doyen : 35, 54, 73, 78-79, 127 ; — relations avec les vicaires : vie communautaire 21-24, 96-97 ; réunion hebdomadaire 21 ; jour sans ministère 23 ; administration spirituelle et temporelle 94, 98; prédication 362; vicaires canton. 95 - relations avec les confrères voisins 35, 214, 232, 362 ; avec les prêtres étrangers 105-107, 356; avec les diacres 104; - le souci des vocations 375 ss, 111, 385, annexe VI ; les vacances des séminaristes, 382, 389; — visite des paroissiens 84 ; action catholique 125-128, 130, 131, 133 ; œuvres de piété 141 ; scoutisme 143 ; spectacles 148 ; relations avec les paroissiens et les autorités civiles 47, 86, 87; changement des usages reçus 88.

— pastorale des sacrements 154-158 ; — baptême 158 ss ; lieu du baptême 161 ; — ministre extraordinaire de la Confirmation 182 ; choix des parrains et marraines 189-191 ; — première Communion 204-209; communion solennelle 210, 214 ; communion des malades 216, 218 ; — juridiction pénitentielle 223 ; horaire des confessions 231 ; confesseurs extraordinaires des religieuses 119 ; confesseurs étrangers pour la paroisse 236 ; — mariage 244 ss ; — funérailles des paroissiens 275 ss, des étrangers 281 ; — propreté des églises 272, 167, 496 ; — police des églises 483-484 ; — les oratoires privés 488-492

— inscription au catéchisme 332-333, 340 ; les tout-petits 334 ; catéchismes 335 ; catéchistes 349 ; parents 350-351 ; élèves des établissements d'Etat 354 ; — predication 355 ss, 292; retraites et récollections 369 ; — éducation chrétienne des enfants 391-396

— administration temporelle : obligation de conscience 417; clarté de la comptabilité 428 ; acquisitions immobilières personnelles 52 ; partage entre curés des revenus paroissiaux 415-416; casuel 458; prières prônales 459; taxes 460 ; offrandes et quêtes 461, 467-469; impôts 506; assurances 507 ; messes « pro populo » 454-456 ; — œuvres dépendantes du curé 98, 410, 519-521 ; les écoles 399, 410, 512 ; remise de la comptabilité 420 ; inventaire 421 ; — autorisation du curé pour les quêtes à domicile 471 ; autorisations de l'Ordinaire pour diverses opérations 422 ss.

Curés archiprêtres : 71, 78-79; préséance 59-60; inamovibilité 77; bénédiction des Chemins de Croix 68 note; confesseurs supplémentaires des religieuses 119 ; pouvoirs extraordinaires 229 ; partage des revenus paroissiaux 415; inventaire à l'arrivée d'un curé-doyen 421 ; recettes diocésaines 524 ; conseil de la caisse d'entr'aide 535

Curés-doyens : installation 71 ; fonctions 72-76, 78-79, 295; préséance 59-60 ; inamovibilité 77 ; — correction fraternelle 44-46 ; testament des suffragants 54 ; décès d'un suffragant 81 ; pastorale d'ensemble 35, 70, 74 ; action catholique 74, 127, 131, 132 ; vicaires cantonaux 95 ; — pouvoirs extraordinaires 75, 229 ; confesseurs extraordinaires de religieuses 118 ; — visite canonique 73, 89 ; contrôle des comptes et budgets 430; — prêtres à fonctions interparoissiales 413 ; partage entre curés de revenus paroissiaux 415 ; inventaire à l'arrivée d'un curé 421 ; recettes diocésaines 524

Curés inamovibles 77 ; installation 71 ; préséance 61 ; pouvoirs extraordinaires 75, 229 ; confesseurs supplémentaires de religieuses 119

D

Danger de mort : baptême 160, 165, 174 ; confirmation 182; viatique 205, 216, 219

Décès d'un curé 81

Délégation pour le mariage 260, 94, 266

Denier du culte 533, 415

Dépenses imprévues 433

Désordres à l'église 484

Diacres 104

Directeurs au Grand Séminaire : examens de jeunes prêtres 17 ; examens curiaux 18; préséance 61, 62; pouvoirs extraordinaires 229

Direction de l'Enseignement 397 ; fondation des écoles 399 ; enseignement religieux 330 ; approbation des maîtres 405, des manuels de classe 401 ; dispense de retraite 408 ; vacances et congés 409 ; gestion financière des écoles 410, 512 ; inventaire 411 ; constructions et aménagements 513 ;

— *directeur de l'Enseignement* 397 ; préséance 59

— *directeurs d'école* 403, 410, 411

Direction de l'Enseignement Religieux 328; enseignement libre 353, formation des catéchistes 349 ; des enseignants chrétiens 406 ; catéchèse d'adultes 363 ; catéchumenat 163

Archives diocésaines de Quimper et Léon

— *directeur de l'Ens. Rel.* 329; préséance 61, 62

Direction des Œuvres : Action Catholique et Œuvres 121 ss ; ouverture et fonctionnement d'un cinéma 150 ; dépenses engagées pour les Œuvres 521 ;

— *directeur des Œuvres* 123 ; autorisation pour établir des œuvres dans le diocèse 124, par les religieux 109 ; répartition des œuvres entre les vicaires d'un curé 127 ; aumôniers diocésains 131 ; aumôniers de secteur ou de zone 132 ; préséance 59

Directoires : pour la pastorale des Sacrements 155 ; — pour la pastorale de la Messe 155, 196, 306 ; — pour les actes administratifs des Sacrements 155 ; précisions et dérogations propres au diocèse 155, 159, 185 note, 209 ; — directoire diocésain pour les funérailles 284

Dispenses : de bans 257 ; de temps clos 265

Divorcés 269-271 ; 170

Domicile : pour le baptême 158 ; pour la communion solennelle 210-211 ; pour le mariage 247 ; pour la sépulture 275-276 ; — changement de domicile 90, 332

Donation : autorisation 423

Dossier : d'entrée au Grand Séminaire 387 ; de mariage 251, 246

Doyen du Chapitre : conseil paroissial de la Cathédrale 436 ; conseil de la caisse d'entr'aide 535 ; préséance 59, 60

Doyen honoraire 61, 62

Doyenné : pastorale d'ensemble 70 ; mission 371 ; bibliothèque commune 16

— *doyennés limitrophes* des diocèses de St-Brieuc et de Vannes ; pouvoirs de confesser 225, de prêcher 355

Drapeaux aux funérailles 287

E

Eglises et chapelles : visite canonique 75 ; — construction, réparations 477-478 ; entretien 272, 479 ; mesures de sécurité 480, 482 ; mobilier 493-494 ; statues et bannières 495 ; baptistère 496, 167 ; assurances 475 ; — sonneries de cloches 497-499 ; conférences et projections 357 ; police des églises 483-484 ; clé de l'église au presbytère 480, à la mairie 499. — Voir aussi Sacristies, Placitres

Eloge funèbre 286

Emplois des clercs 48-49

Employés 274, 437, 474 ; employées du presbytère 26-29

Emprunts : autorisation 423 ; pour des œuvres 521, 98, pour des écoles ou collèges 513, 515 ; emprunt à un dépôt de messes 55

Enfants de chœur 296, 377

Enseignants chrétiens : recrutement 396 ; formation 405-408 ; pastorale d'ensemble 70; mouvement des E.C. 138

Enseignement libre 391-412 ; direction diocésaine 397 ; responsabilité du curé 391-396, 512 ; exemption curiale 99-100 ; pastorale d'ensemble 70 ; responsabilité des familles 391-393, 400, 514 ; personnel enseignant 405-408

— admission 177 ; formation religieuse 301, 330, 332, 406, dans les établissements secondaires féminins 402 ; communion pascale 222 ; communion solennelle 211 ; retraite des grands élèves 404 ; sorties et spectacles 403 ; vocations 383; chant sacré 300, 298

— fondation et entretien 399-400; gestion financière 410, 512, 522 ; inventaire 411 ; assurances 475 ; administration 418, 420, 430-432

— *Collèges ecclésiastiques :* exemption et règlement 99; direction 398 ; archives 3, 185, 209, 215 ; bibliothèque commune 16 ; participation aux frais de session 15 ; service du bulletin à l'Evêché 20 ; funérailles 282 ; — constructions 515 ; acquisitions, aliénations 516 ; comptes 517 ; participation aux dépenses diocésaines 518

Enseignement public : enseignement religieux 354 ; devoir des parents 392 ; relations avec les maîtres 392 ; aumôniers 414

Enseignement religieux 325-365; office catéchétique 327; direction diocésaine 328-329 ; programmes 330 ; la communion pascale 222 ; journée du catéchisme 352

— *enfants de 6 à 14 ans :* début et fin des catéchismes 331 ; inscription 322-333, 340, 177 ; les tout-petits 334 ; cours d'initiation 336-337 ; cours moyen 338-340 ; cours supérieur 341 ; méthode 342-346; projections dans les églises 357 ; catéchistes 347-349 ; parents 350-351, 392 ; école libre 394-395, 401 ; école publique 392 ;

— *adolescents et jeunes* 353-354 ; écoles libres 330 ; collèges féminins 402 ; établissements d'Etat 354

— *adultes :* prédication 355-362 ; centres de culture religieuse 363 ; catéchuménat 365 ; carême 292

Eucharistie : formation des enfants 401 ; des jeunes et des adultes 202 ; — Voir Messe, Communion

Examens : curiaux 18 ; de jeunes prêtres 17, page 5

Excursions 34

Exécuteur testamentaire 51, 54

Exposition du Saint - Sacrement 316 ; jours autorisés 315 ; tableau 318

Extraits : voir Certificats

Extrême-Onction : sujet 237-239 ; indulgence à l'article de la mort 240 ; assistance des malades 241

F

Fichier : de la paroisse 90 ; pour le catéchisme 332

Fidèles : participation à la Messe 196, 202 ; Communion 202 ; tenue à l'église 295 ; chant 301

Films 151 ; projection dans les églises 357

Fondations : actes constitutifs 89 ; autorisation de l'Ordinaire 439, 445, et contrôle 440, 446 ; conservation des biens 440, 57 ; tableau et registre 441 ; acquittement des charges 442-445

Fonts baptismaux 167, 496

Funérailles : lieu 275-276 ; droits du curé 277-281 ; présence du clergé paroissial 278 ; cérémonies 284, 202 ; classes 285 ; éloge funèbre 286 ; drapeaux 287 ; services 288, 472-473 ; — d'un étranger 280-281 ; d'un curé-doyen 71 ; dans les maisons exemptes 114, 282, 283 ; — refus 289-290

G

Gérants laïcs 418, 431, 432

Gestion financière : des collèges 515 ss ; des écoles 410, 512 ; des œuvres 519, 520 ; de la paroisse 417 ss ; de biens de laïcs 49, 51

Grand'messe : à mettre en valeur 307; prône 307, annexe X ; participation des fidèles 301, 306

Groupements de piété 141

H

Honneurs : au baptême 157 ; aux funérailles 290

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Honoraires de messe : en ordre 54-56 ; défense d'emprunter 55 ; — taux 447 ; date 448. 451 ; tronc 449 ; transmission d'honoraires 450-451, 453 ; messes de binage 56, 200 ; « pro populo » 454 ; de fondations 443 ; de sanctuaires ou de chapelles de dévotion 452

Hôpitaux : baptême 161 ; funérailles 283 ; cérémonies de la Semaine Sainte 304. — Voir aussi Maternités

Hosties 311-312

I

Images et statues : bénédiction 320, 68, 75 ; Commission d'Art Sacré 321 ; images vénérables 322

Indulgence à l'article de la mort 240

Inspecteurs de l'Enseignement 397 ; amicales d'anciens élèves 412 ; préséance 61-62

Installation : du curé 83, annexe IV ; du curé-doyen 71 ; d'un curé inamovible 71

Inventaire à l'arrivée du curé 421 ; du directeur 411

Irrégularités : pouvoir de dispense 229, 230

J

Jeudi : utilisation du jeudi pour les catéchismes 339

Jeûne 291 ; jeûne eucharistique 203 ; viatique 216.

Jeunes prêtres : retraite 9 ; stage 13 ; examens et session 17, page 5 ; juridiction limitée 226

Jour libre de tout ministère 23

Journal de caisse : paroisses et œuvres 430, 73 ; écoles 410

Journal historique 91

Journaux : articles 20

Juges synodaux 538

Juridiction pénitentielle 223-224 ; prêtres de Saint-Brieuc et de Vannes 225 ; prêtres retirés 228 ; demande de pouvoirs 227, 101 ; — pouvoirs extraordinaires 229 ; confession des prêtres 226, des religieuses 115-119

K

Kermesses 149

L

Laïcs : Action Catholique 121-122, 133 ss ; engagement temporel 139 ; patronages 146 ; cinémas 150 ; missions paroissiales 372 ; pastorale d'ensemble 70 ; — administration des œuvres gérées par des laïcs 418, 431, 432 ; — conseillers paroissiaux 437. — Voir aussi Fidèles

Lampe du sanctuaire 314

Langue populaire 233, 196 ; cantiques 299

Leçons particulières 33

Lectionnaire 196

Légataire universel 54

Levée de corps 277, 278

Liber status animarum 90

Licenciés en Sc. sacrées 17

Linge d'autel 272 ; 68, 75

Liturgie 293 ss ; initiation des enfants de chœur 296, des enfants 342

Livret de famille 177, 267

Location des immeubles paroissiaux 505, 510, 429

Loisirs 147-152, 41

Luminaire liturgique 273

Lycées : voir Enseignement public

M

Magistère ecclésiastique 327 ss

Malades : jeûne eucharistique 203 ; communion et viatique 216-220 ; communion pascale 222 ; confession 235 ; extrême-onction 238 ; indulgence 240 ; assistance 241

Mariage : préparation spirituelle 244-245, 364 ; billet de confession 245 ; communion 202 ; — curé qualifié 246 ; enquête canonique 246-254 ; bans 255-258 ; « nihil obstat » 259 ; — délégation 260, 266 ; témoins 261 ; lieu 262-263 ; temps 264-265 ; — inscription et notification 266-268 ; — dispense de bans 257, de temps clos 265 ; de disparité de culte pour un catéchumène 163 ; mariage mixte 258, 263 ; — séparation de corps 269 ; divorce 269-271 ; recours à l'officialité 540

Maternités : baptêmes 161 ; confirmation en danger de mort 182, 184

Messe 193-201 ; dignité de la célébration 38, 4 ; servant 194 ; participation des fidèles 196, 306-308 ; Communion 202 ; prêtres étrangers 105-106 ; — lieu 197, 489-490 ; face au peuple 195 ; du soir 201, 187 ; de binage 56, 198-200 ; de fondations 442 ; « pro populo » 56, 81-82, 454-456 ; pour les défunts 470 ; messes manuelles 448 ; messes à célébrer dans les sanctuaires 452 ; messes dominicales, grand' messe 306-307 ; messe et exposition ou salut du Saint-Sacrement 316. — Voir aussi Honoraires de messe, Communion

Militants : cf. Action Catholique, Laïcs

Missionnaires : vocations et recrutement 385, annexe VI

Missions paroissiales et régionales 370-372 ; communion pascale 222 ; messe du soir 201 ; salut du S. Sacrement 317 ; croix 68

Mobilier : d'église 493 - 494, 476 ; de presbytère 511 ; réparation et assurance 507

Mois de Marie, du Rosaire 317

Mouvements : d'Action Catholique 121-138 ; d'éducation 142-146

Mozette (privilège de la) 62

Musique sacrée : cf. chant

N

Nihil obstat pour le mariage 259 ; pour la publication de livres, etc. 20

Notifications : de baptême 178-179 ; de confirmation 184-185 ; du mariage 268

O

Objets d'art : entretien 478 ; garde 482

Objets sacrés : bénédiction 68, 75 ; aliénation 494

Œuvre des vocations : cf. Centre diocésain des Vocations

Œuvres : autorisation 124, 109 ; coordination 128 ; pastorale d'ensemble 70 ; — de piété 141 ; d'éducation 142-146 ; sportives 145 ; — administration 98, 418, 420, 430-432 ; responsabilité du curé 519, 521 ; comptabilité 520 ; acquisitions, dépenses 521 ; entr'aide 522 ; quêtes pour les Œuvres 466 ; — Voir aussi Direction des Œuvres, Action Catholique, Action sociale

Œuvres pontificales 466

Office catéchétique 327

Officialité 538-540 ; — official : préséance 59

Offrandes : droit du curé 467

Ondoiement interdit 165

Oratoires 488-492 ; — de patronages ou de colonies 487

Ordres majeurs : bans 242, annexe VIII ; inscription 243

Orgues 303

Ornements 493 ; 68, 75.

P

Pain d'autel 311-312

Pâques : préparation 292 communion pascale 221-222

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Pardons 310 ; messe en plein air 197 ; pouvoirs des confesseurs 229 ; offrandes 468

Parents : responsabilité 334, 392, 403 ; formation 350, 351 ; — première communion des enfants 204, 206-208 ; communion solennelle 211 ; communion pascale 221 ; associations de parents d'élèves 391, 400, 514

— *de prêtres :* présence au presbytère 25, 29 ; voyages 43 ; affaires 51

Paroisse : vacance 80 ; paroisse secondaire 82 ; archives 3, 89-92 ; bulletins paroissiaux 20 ; bibliothèque commune 16 ; frais de sessions 15 ; œuvres 124, 128 ; action catholique générale 133, 137 ; journées du catéchisme 352, des vocations 377

— *temporel des paroisses :* administration 417 ss ; conseil paroissial 434-438 ; fondations 439-445 ; casuel 457-461 ; troncs 462 ; quêtes 463-471 ; employés 474 ; assurances 475 ; églises et chapelles 477 ss ; presbytères 505-511 ; écoles 512-514 ; œuvres 519-522 ; entr'aide paroissiale 522 ; ressources des prêtres au service de plusieurs paroisses 413, des aumôniers de l'enseignement public 414 ; recettes diocésaines 524 ss

Parrains et marraines : de baptême 169-172 ; de confirmation 189-191 ; parrainage des clercs 171 ; costume de la marraine 295

Participation des fidèles à la messe 196, 301, 306

Pastorale : révision et préparation 21 ; — d'ensemble 22, 35, 70, 362 ; — et A. C. 125 ; — des sacrements 154-157

Patronages 144-146 ; administration 418, 420, 430-432 ; oratoire 487

Pêcheurs publics : sacrements 154, 271 ; parrainage 170 ; sépulture 289, 271

Pèlerinage : distinct des vacances 96 ; messe en plein air 197 ; accompagnement d'un groupe féminin 34

Pénitence (sacrement de) : cf. Confession, Juridiction

Pénitencier (chanoine) 223

Personnes de service 26-29

Placement d'argent : au compte d'une paroisse 424 ; — des biens de fondation 440

Placitres 504

Police des églises 483-484

Politique 47, 358

Polyphonie 300, 302

Poursuites judiciaires 484

Pouvoirs : demande 227, 101 ; Voir Juridiction, Prédication

Prédication : obligation 359-360 ; plan 361 ; échanges 362 ; sujets à éviter 358 ; - dans les communautés 101 ; pour les vocations 377, 385 ; pendant le Carême 292

— *prédicateurs :* pouvoirs 355-356 ; prédicateur étranger 356 ; diacres 104 ; pouvoirs extraordinaires de certains prédicateurs 119, 229

Préparation au mariage 244, 364

Presbytère : maison du clergé paroissial 25, 96, 505 ; accueil des séminaristes 389 ; des paroissiens 156, 31 ; présence des parents 25, des personnes de service 26-29, de personnes étrangères 30-32 ; — location 505, 510 ; impôts 506 ; entretien, assurances 507-508 ; transformation 509 ; mobilier 511

Préséances 59-64

Prêt d'argent : entre paroisses 424 ; par les prêtres 425

Prêtres : Statuts synodaux, page 5 ; vie spirituelle 4-13 ; vie intellectuelle 14-20 ; vie commune 21-35 ; dignité de vie 36-58 ; affaires temporelles 47-58 ; caisse d'entr'aide 534

— *é rangers :* célébration de la messe 105-106, 490 ; conduite 107, 46 ; pouvoirs de confesser 225-227, de prêcher 355-356.

— *habitués :* acquisitions immobilières 52 ; juridiction et obligations 102

— *retirés :* retraite 11 ; préséances 64 ; juridiction 228 ; caisse d'entr'aide 534 ; maisons de retraite 103

Prières prônales 459 ; ; partage des sommes reçues 415

Prise de possession d'une paroisse 78-80, 82

Problèmes financiers, souci commun 22

Processions 309

Professeurs 99 ; pastorale d'ensemble 70 ; aumônier d'A.C. 130

Profession de foi : du curé 78, 79 ; d'un hérétique 162

Profession religieuse : vœu 229 ; inscription de la profession solennelle 243 note ; supérieur ecclésiastique 114

Projections lumineuses dans les églises 357

Promulgation des actes épiscopaux 2

Prône 307, annexe X

Publication : de bans 255-258, 242 ; de journaux, etc. 20

Pupilles de l'Assistance publique 164

Q

Quarante-Heures 315

Quasi-domicile : cf. Domicile

Quêtes : quêtes prescrites 463-466 ; quêtes paroissiales 467 ; — dans les sanctuaires 468 ; des prêtres 469 ; du denier du culte 533 ; pour les Vocations 377 ; pour l'enseignement religieux 352 ; pour les trépassés 470 ; — à domicile 471 ; par les religieux ou religieuses 110, 471

R

Rayon sportif féminin 145

Recettes diocés. 76, 524-526

Récollections : de prêtres 12, 76 ; — de religieuses : pouvoirs des prédicateurs 119 ; — dans les paroisses 369

Recrutement sacerdotal et religieux 375 ss, 111, annexe VI

Recteur : cf. Curé

Redevance de 4 % 529-530

Refus : des honneurs 157, 290, des sacrements 154, 157, 271 ; de parrains 170-172, 189 ; des mariages à certains jours 264 ; de la sépulture ecclésiastique 289-290

Registres : des sacrements et décès 90 ; contrôle 73 ; dépôt à l'évêché 73 note ; — du Conseil paroissial 438, 79 ; — des fondations 441 ; — dans les paroisses secondaires 82

Règlement de vie sacerdotale 5

Relevailles 181

Religieux et Religieuses 108-111 ; pastorale d'ensemble 70 ; missions 372 ; enseignement religieux 329 ; œuvres 109 ; quêtes 110, 471 ; vocations 385

— *religieuses :* exemption curiale 100 ; prêtre chargé du soin spirituel 112 ; supérieur ecclésiastique 113-114 ; confession 115-120 ; funérailles 282

— *religieux :* recrutement 111, annexe VI ; pouvoirs de confesser 224, 226 (supérieurs 229, 119), de prêcher 355-356

Reliques 323-326, 89

Remplaçant : du curé absent 85 ; du curé décédé 81

Rencontres de prêtres 35

Repas de noce ou dans un restaurant 40

Réparations : des églises 478-479 ; des chapelles 485-486, des presbytères 507

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Résidence : du curé 85 ; du vicaire 96-97

Responsabilité pastorale 21-22, 519

Responsabilité temporelle : du curé 417-420, 480, 512, 519 ; du clergé paroissial 22 ; des prêtres 49-51

Restauration : de biens paroissiaux 419 ; d'églises 477 ; de sacristies 501

Retraite du ministère 102-103

Retraites spirituelles : salut du S. Sacrement 317 ;

— *fermées pour fidèles :* importance 366-367; dirigeants de patronages 146 ; grands élèves 404 ; enfants 377, 385 ; enseignants chrétiens 408 ; fiancés 244 ; mouvements d'A. C. 367 ;

— *paroissiales* 368 ; retraites pascales 201, de communion solennelle 212-214, de confirmation 187 ;

— *sacerdotales :* obligation 9-11 ; avant les examens curiaux 18 ; distinct du temps de vacances 96 ; pouvoirs de confesser 226

Réunions : du clergé paroissial 21 ; de confrères 35, 362 ; de parents 351

Rubriques 293-294

S

Sacrements : pastorale 154-157 ; refus 154, 157, 271 ; casuel 37, 457

Sacristies 234 ; 500-501

Saint - Sacrement : culte 311 ss ; Sainte-Réserve 312-313, 491 ; tabernacle 314, 481 ; — exposition 315-316, 319; salut 317-319, 75

Saints : images et statues 320-322 ; reliques 323-326

Salles de spectacle : présence des prêtres 41

Saluts du S. Sacrement 317-319, 75

Sanctuaires : offrandes et quêtes 468 ; messes 452 ; confesseurs 229

Scandale donné 45-46, 107

Sceau paroissial 92

Schola 302, 33

Scoutisme 143

Secrétaires de l'Evêché : préséances 59, 61-62

Secrétariat social 140

Sécurité sociale 474

Séjours au presbytère : des parents 25, 29 ; des personnes de service 26-29 ; des personnes étrangères 30-32

Semaines liturgiques 368

Semaine Religieuse 2, 89

Séminaire : cf. aussi Vocations

— *Grand Séminaire* 386 390 ; admission 386-388, 180 ; — exemption curiale 282 ; quêtes 464-466 ; cotisations 526

— *Petits Séminaires* 379 381 ;

— *Séminaristes :* accueil au presbytère 389 ; colonies de vacances 390

Séparation de corps 269

Sépulture : cf. Funérailles

Serment antimoderniste 78; — supplétoire 254

Servant de messe 194 ; enfants de chœur 296

Services d'information, etc. 134

Services pour les défunts : fondations 442 ; petits services 472-473, 470 ; communion à la messe 202

Sessions : pour les prêtres 15 ; pour les jeunes prêtres 17 ; pour les aumôniers d'A. C. 130 ; sessions et vacances 96 ; — de préparation au mariage 244

Solos 302

Sonneries de cloches 497-498

Sorties des élèves 403

Sous-diaconat : bans 242, annexe VIII ; inscription 243

Sous-Directeur du Centre diocésain des Vocations 61-62

Spectacles : qualité 147-148 ; théâtre 148 ; cinéma 150-151 ; — présence des prêtres 41, des élèves de l'enseignement libre 403

Sport 144-145

Stage des jeunes prêtres 13 ; vicaires stagiaires 95

Statues : autorisation 495 ; bénédiction 68, 75, 320

Statut des enseignants 405

Statuts synodaux : lois diocésaines 1 ; promulgation et étude, page 5

Suicidés 289

Supérieurs : correction fraternelle 44 ; testament des prêtres 54 ; confesseurs supplémentaires de religieuses 119 ; invitation d'un prédicateur étranger ; projets de travaux 513, annexe XI ;

— *des collèges et petits séminaires :* préséance 61 ; œuvres de piété 141 ; dossiers pour le Séminaire 387 ;

— *des communautés de religieux :* quêtes 110, 471; pouvoirs de confesson pour leurs religieux 224 ;

— *du Grand Séminaire :* admission des candidats 386 ; dispenses de retraite 10 ; préséance 59 ;

— *de S. Joseph et de Kéraudren :* règlement 103 ; préséance 63

Supérieurs ecclésiastiques des religieuses 113-114 ; préséance 63

Supplément des cérémonies de baptême 165 ; cérémonie de consécration, annexe VII

Suspenses « a celebratione missæ » 30, 46, 107, 55

T

Tabernacle 314, 481

Tableau : des bénédictions et expositions du S. Sacrement 318; — des fondations 441; — des tarifs 457

Tarif : du casuel 457 ; des prières prônales 459

Taxes 460

Témoins : du baptême en danger de mort 160 ; du mariage 261 ; — pour établir l'état libre 254, le baptême 180

Temporel : du clergé 413-416; de la paroisse 417-522 ; du diocèse 523-537

Temps clos 265

Temps pascal 222

Testament 54, annexe III

Théâtre 147-148; présence des prêtres 41

Tombe des prêtres 503

Transformations: cf. Constructions

Transmission des actes de baptême 178, 180

Tribunal ecclésiastique 538-540

Troncs 462 ; — de l'Association diocésaine 462 ; pour la célébration de messes 449 ; pour les trépassés 470

Troupes mixtes 148

Tuteur 51

U

U.F.C.V. 153

Usages (modification des) 88

V

Vacance d'une paroisse 80

Vacances : du curé 85 ; du vicaire 96 ; des écoles 409

Vagi : lieu de mariage 247

Vases sacrés 493 ; 68, 75

Veillée pascale 305

Vente de biens 423

Vêpres 308

Viatique : obligation 216; pour les enfants 205 ; renouvellement 217; fonction curiale 218 ; pendant la nuit 219

Vicaire coopérateur : pouvoirs 93-95; rapports avec le curé 98, 21, 22, 70 ; aumôniers d'A. C. 24, 130 ; conseil paroissial 434, 438 ; résidence, absences 96 ; visites 97, 31 ; souci des problèmes financiers 22 ; acquisitions im-

Archives diocésaines de Quimper et Léon

mobilières 52 ; gestion des œuvres 98, 519, 520, 522 ; prêt d'argent à des œuvres 425 ; casuel 458 ; prière prônale 459 ; quête personnelle 469 ; denier du culte 533 ;
— *cantonal, stagiaire* 95

Vicaire économe 80, 81, 82 ; pouvoir de confirmer 182

Vicaire forain 71, 72

Vicaire général : juridiction pénitentielle 223 ; préséance 59

Vicaire substitut 85

Vicariat aux armées 259

Vie communautaire du clergé 21-35 ; vie intellectuelle 14-20 ; vie spirituelle 4-13

Vin de messe 311

Visite canonique des paroisses 73, 89 ; comptes et caisses 428, 430-431 ; fondations 441 ; œuvres 520 ;
— *des communautés religieuses* 114

Visite pastorale : du curé 84 ; de l'évêque lors de la confirmation 192, lors d'une mission 372

Visites reçues ou faites par le clergé 31-32, 44 ; par les vicaires 97

Vocations 375 ss ; responsabilité commune 375 ; action catholique 376 ; moyens 377 ; candidats 378 ; vocations tardives 384 ; bourses d'étude 381 ; — petits séminaire 379-384 ; grand séminaire 386-390 ; religieux et missionnaires 385, 111, annexe VI ; religieuses 385

Vœux 229

Vols d'objets d'art 482

Voyages 39 ; 34, 43

Z

Zones : pastorale d'ensemble 35, 70 ; aumôniers 132 ; ressources des prêtres interparoissiaux 413 ;
— *responsables de zone:* membres du conseil de la caisse d'entr'aide 535

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

ORDONNANCE DE MONSEIGNEUR L'EVÊQUE 5

Livre I. Règles générales.

RÈGLES GÉNÉRALES 7

Livre II. Les personnes.

PREMIÈRE PARTIE. — LES CLERCS

Chapitre I. Les clercs en général 8
I. Vie spirituelle 8
II. Vie intellectuelle 10
III. Vie commune 12
IV. Dignité de vie 16

Chapitre II. Les clercs en particulier 21
I. Les préséances 21
II. Le Chapitre cathédral 22
III. Le clergé paroissial 24
— les archiprêtres et doyens 24
— les curés inamovibles 26
— les curés et recteurs 27
— les vicaires 32
IV. Le clergé paroissial 34
V. Les prêtres étrangers 36

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Deuxième Partie. — Les Religieux

Chapitre I. Discipline générale 37
Chapitre II. Confession des Religieuses 38

Troisième Partie. — Les Laïcs

Chapitre I. Action catholique et œuvres ... 41
I. Action catholique générale 44
II. Action catholique spécialisée 44
III. Action catholique professionnelle.. 45
IV. Action sociale 46
V. Groupements de piété 46
VI. Mouvements et œuvres d'éducation. 47
Chapitre II. Les loisirs et les spectacles..... 48

Livre III. Les choses

Première Partie. — Les Sacrements

Pastorale des sacrements 51
Chapitre I. Le Baptême 52
Chapitre II. La Confirmation 61
Chapitre III. L'Eucharistie 65
I. Le Saint-Sacrifice de la Messe 65
II. La Sainte Communion 67
Chapitre IV. La Pénitence 73
Chapitre V. L'Extrême-Onction 77
Chapitre VI. L'Ordre 78
Chapitre VII. Le Mariage 79

Deuxième Partie. — Lieux et Temps sacrés

Chapitre I. Les églises 89
Chapitre II. La sépulture ecclésiastique ... 90
Chapitre III. Les temps sacrés 94

Troisième Partie. — Le Culte Divin

Chapitre I. La prière commune 95
Chapitre II. Le culte du Saint-Sacrement .. 101
Chapitre III. Le culte des Saints 103

Quatriéme Partie. — Le Magistère Ecclésiastique

Chapitre I. L'enseignement religieux 105
I. Organisation diocésaine 105
II. Les enfants 106
III. Les adolescents et les jeunes 111
IV. Les adultes 112
Chapitre II. Les retraites et les missions ... 114
I. Les retraites et les récollections .. 114
II. Les missions et les adorations 115
Chapitre III. Les Séminaires et vocations... 117
Chapitre IV. Les écoles 122
I. Les devoirs des curés 122
II. Organisation scolaire 123

Cinquième Partie. — Le Temporel

Chapitre I. Le Temporel du clergé 129
Chapitre II. Le Temporel des paroisses ... 131
I. L'administration paroissiale 131
II. Les églises et les chapelles 148
III. Les sacristies 154
IV. Les cimetières et les placitres 155
V. Les presbytères 156
VI. Les écoles 157
VII. Les collèges 158
VIII. Les œuvres 159
Chapitre III. Le temporel du diocèse 160

BIBLIOTHÈQUE DIOCÉSAINE

Archives diocésaines de Quimper et Léon

Livre IV. L'Officialité

L'Officialité Diocésaine 165

Pièces annexes

I. Règlement des récollections sacerdotales.. 169
II. Règlement des conférences ecclésiastiques. 171
III. Testament 174
IV. Cérémonies pour l'installation d'un curé .. 177
V. Réglement pour les colonies de vacances .. 180
VI. Recrutement religieux et missionnaire ... 183
VII. Bénédiction et consécration d'un enfant.. 185
VIII. Publications de bans pour les Ordres... 186
IX. Commission de pastorale liturgique 187
X. Texte breton pour le prône 189
XI. Commission d'art sacré 190

QUIMPER. - IMP. CORNOUAILLAISE

BIBLIOTHEQUE
QUIMPER
DIOCESAINE